

Master 2 Information et Médiation Scientifique et Technique

Parcours Épistémologie et Ingénierie de la Science Ouverte



Mémoire de Master

**L'engagement des scientifiques des sciences
marines en faveur de la publication en libre
accès selon le modèle « diamant »**

Gloria NGOMA

Année universitaire 2024/2025

Sous la direction de Chérifa BOUKACEM-ZEGHMOURI

Professeure en Sciences de l'Information et de la Communication

Ifremer

Tutrice professionnelle : Doriane IBARRA





Ce mémoire est placé sous licence CC-BY <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Cette licence permet aux réutilisateurs de distribuer, de remixer, d'adapter et de développer le matériel sur n'importe quel support ou format, à condition que l'attribution soit donnée au créateur. La licence autorise l'utilisation commerciale. CC BY comprend les éléments suivants :



PAR : le crédit doit être accordé au créateur.

Remerciements

Je remercie sincèrement mes tutrices d'alternance, Madame Doriane Ibarra et Madame Marianne Alunno Bruscia, qui m'ont accueillie à l'Ifremer, d'abord en stage puis en alternance. Je leur suis reconnaissante pour l'accompagnement et la confiance qu'elles m'ont témoignés durant ces deux années et pour les savoirs qu'elles m'ont transmis.

Je remercie les scientifiques qui ont participé à cette enquête, les personnels administratifs et techniques de l'Ifremer que j'ai sollicités pour diverses raisons, et particulièrement mes collègues du service Information Scientifique et Technique qui ont enrichi mon parcours. J'ai beaucoup appris grâce au partage de leurs expériences et aux missions auxquelles ils m'ont associée.

J'adresse également mes remerciements à : ma tutrice pédagogique, Madame Chérifa Boukacem-Zeghmouri, pour son encadrement, son expertise et ses recommandations dans l'élaboration de ce mémoire ; Madame Valentine Favel-Kapoian et Monsieur Marc Bertin, pour leurs enseignements des méthodes d'enquête, de collecte et de traitement des données, qui m'ont été utiles dans la conduite de cette enquête.

Enfin, je remercie mes proches pour leurs encouragements tout au long de ces deux années, ainsi que les étudiants de ma promotion de master pour le soutien et l'entraide.

Résumé

Ce mémoire décrit les leviers de la mobilisation de scientifiques en sciences marines, ce qui les incite à participer activement à la création d'une revue de type diamant dédiée aux sciences de la mer. Les modèles épi-revue et Peer Community In (PCI) ont été retenus. L'objectif visé est d'identifier les principaux facteurs qui favorisent ou freinent leur implication dans la mise en place d'un modèle de publication en accès ouvert de type diamant. Leurs avis ont été recueillis à l'aide d'un questionnaire en ligne et d'entretiens semi-directifs. Ce mémoire poursuit le travail réalisé durant le stage de ma première année de master, qui portait sur l'étude de la faisabilité de la création d'une épi-revue en sciences de la mer.

Mots-clés

Publications scientifiques ; Science ouverte ; Éditions scientifiques non commerciales ; Épi-revue ; Communautés de pairs ;

Abstract

This thesis describes the drivers for mobilising marine scientists, encouraging them to actively participate in the creation of a diamond-type journal dedicated to marine sciences. The overlay journal and Peer Community In (PCI) models were selected. The aim is to identify the main factors that encourage or discourage their involvement in the implementation of a diamond-type open access publication model. Their opinions were gathered using an online questionnaire and semi-structured interviews. This thesis continues the work carried out during my first year of my Master's degree, which focused on studying the feasibility of creating an overlay journal in marine sciences.

Keywords

Scientific publications ; Open Science ; Non-commercial scientific publishing ; Overlay journals ; Peer Community in ;

Sommaire

Remerciements	3
Résumé	4
Mots-clés	4
Abstract	4
Keywords	4
Liste des abréviations	8
Introduction	9
I. Contexte professionnel	11
I.1. Établissement d'accueil.....	11
I.2. Service Information Scientifique et Technique de l'Ifremer	12
II. Libre accès des publications scientifiques : état de l'art	15
II.1. Déclarations fondatrices du libre accès	15
II.2. Modèles économiques du libre accès	16
II.3. Épi-revues	19
II.4. <i>Peer Community In</i> (PCI).....	20
II.5. Résistances aux épi-revues et aux PCI.....	22
III. Méthodologie	24
III.1. Analyse stratégique.....	24
III.2. Techniques d'enquête utilisées	24
III.2.1. Questionnaire.....	24
III.2.2. Entretiens semi-directifs.....	26
III.3. Hypothèses testées <i>via</i> le questionnaire et les entretiens	27
III.4. Méthodes d'analyses du questionnaire et des entretiens.....	30
IV. Résultats & discussion	31
IV.1. Analyse SWOT et retours d'expérience	31
IV.2. Analyse de la typologie des participants.....	34
IV.2.1. Répondants au questionnaire	34
IV.2.2. Participants aux entretiens.....	35

IV.3. Avis sur le système actuel de l'édition scientifique	37
IV.3.1. Points de satisfaction.....	37
IV.3.2. Points d'insatisfaction	39
IV.3.4. Stratégies face aux frais de publication	44
IV.4. Expérience avec les modèles alternatifs	46
IV.4.1. Motivations pour utiliser les modèles alternatifs.....	46
IV.4.2. Motifs du non-recours aux modèles alternatifs.....	47
IV.5. Contributions à l'évaluation par les pairs	51
IV.5.1. Volume de sollicitations et d'évaluations effectuées par an	51
IV.5.2. Refus de <i>reviewer</i> pour des revues commerciales.....	52
IV.6. Volonté de réorienter l'investissement vers des alternatives non marchandes	53
IV.7. Représentations des modèles épi-revue et PCI.....	54
IV.7.1. PCI mieux connu que l'épi-revue.....	54
IV.7.2. Compréhension partielle du fonctionnement de ces modèles	56
IV.7.3. Avis sur le modèle PCI	56
IV.7.4. Avis sur le modèle épi-revue	59
IV.8. Engagement motivé par des valeurs plutôt que par le modèle.....	60
IV.9. Motivations à s'impliquer	61
IV.9.1. Volonté de promouvoir les alternatives non marchandes et plus « vertueuses »	61
IV.9.2. Possibilité de publier en accès libre diamant.....	64
IV.9.3. Volonté d'acquérir une expérience éditoriale ou de rester actif après la retraite	65
IV.9.4. Dimension militante du projet.....	66
IV.9.5. Niveau d'engagement et rôles envisagés	68
IV.10. Réserves exprimées	68
IV.10.1. Charge de travail	68
IV.10.2. Sentiment de légitimité.....	69
IV.10.3. Préoccupations liées à la coexistence avec la revue <i>Aquatic Living Resources</i>	70
IV.10.4. Périmètre scientifique et visibilité à l'international	71
IV.10.5. Refus et report de l'engagement par certains scientifiques.....	73

IV.11. Attentes exprimées.....	75
IV.11.1. Besoin de reconnaissance.....	75
IV.11.2. Besoin d'une communication institutionnelle.....	77
IV.11.3. Besoin d'accompagnement.....	77
Conclusion.....	79
Bibliographie.....	82
Webographie.....	85
Annexes.....	86
Annexe 1 : Grille questionnaire.....	86
Annexe 2 : Grille d'entretien semi-directif.....	95
Annexe 3 : Table du corpus.....	99
Annexe 4 : Table de la cohorte.....	101

Liste des abréviations

APC : Article Processing Charges.

BLP : Bibliothèque La Pérouse.

CCSD : Centre pour la Communication Scientifique Directe.

Cirad : Centre de Coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement.

CNEXO : Centre National pour l'Exploitation des Océans.

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique.

DOI : Digital Object Identifier.

IFPEN : Institut Français du Pétrole Énergies Nouvelles.

Ifremer : Institut de Recherche pour l'Exploitation de la Mer.

ISTPM : Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes.

INRAE : Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement.

INRIA : Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique.

IRD : Institut de Recherche pour le Développement.

IST : Information Scientifique et Technique.

IUEM : Institut Universitaire Européen de la Mer.

UBO : Université de Bretagne Occidentale.

WOS : Web of Science.

Introduction

Avant l'arrivée de l'imprimerie, la communication entre savants se faisait via des échanges épistolaires ; la diffusion des découvertes scientifiques était par conséquent un processus très lent. La création de l'imprimerie au XV^{ème} siècle par Gutenberg a permis une diffusion plus rapide et plus large des connaissances et a favorisé deux siècles plus tard l'émergence des sociétés savantes. Les premières furent la *Royal Society* à Londres et l'*Académie des Sciences* à Paris qui ont publié en 1665 les deux premières revues scientifiques : *Philosophical Transactions* et *Journal des Savants* (Banks, 2010). Les premières grandes maisons d'édition scientifique sont apparues au XIX^{ème} siècle, mais leur influence s'est particulièrement renforcée après la crise économique de 1929. Alors que de nombreuses structures éditoriales peinaient à survivre, ces grandes maisons ont su maintenir leurs activités et consolider leur position. Après la seconde Guerre mondiale, leur domination s'est encore accrue, dans un contexte où la recherche scientifique devenait un enjeu stratégique majeur pour les États. Le financement massif de la recherche avec des fonds publics, notamment aux États-Unis et en Europe, a conduit à une forte augmentation de la production scientifique. Cela a industrialisé le secteur de l'édition scientifique faisant des éditeurs les acteurs principaux de la diffusion des connaissances. Cette situation s'est accentuée avec l'avènement du numérique dans les années 1990 (Larivière *et al.*, 2015).

Avant l'arrivée d'internet, la diffusion des revues reposait sur le modèle de l'abonnement. En effet, l'accès aux contenus des revues était essentiellement restreint aux abonnés, mais une diffusion parallèle se faisait par les bibliothèques abonnées qui fournissaient des photocopies, ou par des partages de tirés à part entre auteurs. Lorsque les éditeurs ont proposé un accès en ligne *via* des plateformes numériques, ils ont fortement augmenté les tarifs des abonnements ; et puisque les scientifiques ne pouvaient se passer de ces ressources, les bibliothèques ont été contraintes de s'abonner. Par ailleurs, les éditeurs qui dominent le marché ont mis en place la stratégie du « *big deal* » qui consiste à proposer aux bibliothèques un abonnement groupé à un ensemble de revues, appelé « bouquet » afin de les contraindre à payer pour l'ensemble, même si une partie des revues ne les intéresse pas. De plus, lorsque l'abonnement est résilié, l'accès aux articles passés est automatiquement perdu. Les bibliothèques ne sont donc plus propriétaires des contenus mais paient seulement un droit d'accès temporaire, entièrement contrôlé par les éditeurs (Bernault, 2015). Couperin¹, le consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques, négocie auprès des éditeurs l'abonnement pour l'année courante et l'accès pérenne aux années d'abonnement. La plateforme IStex² fournit à l'ensemble de la communauté française de l'enseignement supérieur et de la recherche un accès en ligne aux archives

¹Site de Couperin : <https://www.couperin.org/#>

²Site d'Istex : <https://www.istex.fr/un-autre-web-service-autour-des-references-citees-bibcheck/>

de la littérature scientifique, toutes disciplines confondues. Cependant, tous les éditeurs n'alimentent pas cette plateforme. Le libre accès ou *open access* a émergé à la faveur de l'expansion d'internet, en permettant de donner un accès immédiat, direct et gratuit à la production scientifique.

Lors du stage de Master 1 au sein du service Information Scientifique et Technique (IST) de l'Ifremer, l'étude la faisabilité de la création d'une revue non commerciale en sciences de la mer a été réalisé (Ngoma, 2024). Cette première étude avait pour objectif d'identifier les besoins et l'offre existante pour les sciences marines, et de s'assurer de la faisabilité d'un projet de création de revue diamant dédiée aux sciences de la mer. Elle a permis de valider la pertinence de créer une revue diamant selon le modèle épi-revue, en s'appuyant sur une analyse en trois volets : i) l'examen des habitudes de publication des scientifiques de l'Ifremer et des modèles éditoriaux des revues dans lesquelles ils publient ; le recensement des revues diamant existantes dans le DOAJ ; l'analyse des différentes alternatives non commerciales existantes. Dans la continuité de ce premier travail, ce projet de Master 2 a consisté à analyser comment impliquer les scientifiques dans la construction d'une revue diamant. En effet, le succès d'une telle revue multidisciplinaire suppose l'adhésion de la communauté scientifique, ce qui nécessite de consulter les scientifiques des différentes disciplines concernées. Pour ce qui est du modèle de revue diamant, l'épi-revue avait été identifiée lors du Master 1 (avec l'intention de trouver une niche disciplinaire pour affiner le thème de la revue). Cependant les tests préalables à l'enquête conduite pendant le Master 2 ont fait émerger une autre option : celle de créer une *Peer Community in Marine Sciences*. Cette enquête s'est déroulée en deux temps une phase de questionnaire en ligne, complétée par une série d'entretiens semi-directifs. Ce mémoire détaille comment les scientifiques perçoivent ce projet, leur intérêt et leur engagement pour l'un ou l'autre modèle dont la mise en place et la réussite reposeraient en majeure partie sur leurs contributions (soumission d'articles, relecture par les pairs, éditeur en chef ou responsable, éditeur associé ou « *recommender* », membre du comité). Il s'agit ainsi de comprendre dans quelle mesure, et sous quelles conditions, les scientifiques en sciences de la mer seraient prêts et motivés à s'impliquer dans la création d'une épi-revue ou d'une *Peer Community In* (PCI), en identifiant les leviers et les freins à la transition vers ces modèles, ainsi que les perceptions associées selon les disciplines.

Ce mémoire est organisé en quatre parties. Le contexte professionnel dans lequel s'est déroulée cette année d'alternance ainsi que les missions associées sont décrits. La seconde partie est consacrée à l'état de l'art sur le libre accès aux publications scientifiques et présente les épi-revues et les PCI en mettant en exergue leur fonctionnement, ainsi que les résistances auxquelles ces modèles sont confrontés. La troisième partie détaille la méthodologie employée et la quatrième partie présente les résultats acquis et les discute. Enfin, une conclusion ouvrira sur les perspectives découlant de ce projet.

I. Contexte professionnel

I.1. Établissement d'accueil

L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) créé en 1984, de la fusion de l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM) et du Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO). Depuis 2012, il est placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministère de l'agriculture et de la pêche (Ifremer, 2013). La gouvernance de l'Ifremer repose sur un conseil d'administration composé de représentants de l'État, de personnalités qualifiées et de représentants du personnel. Cette gouvernance est complétée par trois comités consultatifs : le comité scientifique ; le comité d'éthique en commun partagé avec l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE), le Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ; ainsi qu'un comité des parties prenantes.

L'Ifremer assure environ un quart de la recherche française en sciences et technologies de la mer, ce qui en fait un acteur majeur du domaine. Au niveau national, il co-pilote de grandes initiatives telles que le Programme prioritaire de recherche (PPR) « Océan et Climat » porté avec le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et les PEPR Bridges et Grands fonds marins, en collaboration avec le CNRS et l'IRD. Les missions de l'Ifremer s'articulent autour de trois axes : protéger et restaurer les écosystèmes marins, gérer durablement les ressources marines, et partager les données et les informations marines (Ifremer, 2024). Avec sa filiale d'armement Genavir, l'Institut opère la Flotte océanographique française qui figure parmi les cinq plus importantes flottes scientifiques dans le monde. Les axes de recherche de l'Ifremer couvrent des disciplines variées comme les sciences de la vie et de l'environnement, les géosciences, l'océanographie physique, les sciences de l'ingénieur ou l'économie. L'Ifremer produit ainsi des connaissances à la fois fondamentales et appliquées, entièrement dédiées à l'océan.

L'Ifremer est présent sur l'ensemble du territoire national, avec 24 implantations en métropole et en Outre-mer. Ces 24 implantations³ sont structurées autour de cinq grands centres régionaux. Le centre Bretagne à Plouzané couvre l'ensemble des thématiques de recherche de l'Institut et héberge depuis 2019 son siège social. Le centre Atlantique est dédié à l'étude des ressources marines et des environnements littoraux. Le centre Manche-Mer du Nord se concentre sur les activités liées à la pêche, à la conchyliculture et à la valorisation des produits de la mer. Le centre Méditerranée et Outre-mer est actif dans les domaines de l'aquaculture, de l'environnement marin, et des

³Organisation territoriale de l'Ifremer : <https://www.ifremer.fr/fr/territoriale>

technologies sous-marines. Enfin, le centre Pacifique basé à Tahiti traite des enjeux spécifiques aux territoires ultra-marins, notamment en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie (Hcéres, 2017).

En 2023, l'Ifremer comptait 1 572 salariés dont 797 scientifiques et 775 ingénieurs, techniciens et administratifs en appui à la science (Ifremer, 2024). La recherche s'effectue au sein de 24 unités de recherche scientifique et technologique, dont 11 unités mixtes de recherche. Ces 24 unités sont rattachées aux trois départements scientifiques : Ressources biologiques et environnement (RBE), Ressources physiques et écosystèmes de fond de mer (REM), Océanographie et dynamique des écosystèmes (ODE) et à la direction de la flotte océanographique (DFO). L'Ifremer compte un 4^{ème} département : Infrastructures de recherche et systèmes d'information (IRSI) qui a pour principale mission d'opérer, de maintenir en conditions opérationnelles et de faire évoluer des infrastructures numériques, *hardware* ou *software*. L'Institut comprend plusieurs directions fonctionnelles, notamment des ressources humaines, des affaires financières et du contrôle de gestion, des affaires européennes et internationales, du partenariat et du transfert pour l'innovation, de la communication, et aussi une direction scientifique chargée de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie scientifique et technologique de l'Ifremer. Le présent stage d'alternance a été réalisé au sein du Service Information Scientifique et Technique (IST) rattaché à cette direction.

I.2. Service Information Scientifique et Technique de l'Ifremer

Le service Information Scientifique et Technique (IST) de l'Ifremer a pour mission de soutenir les activités de recherche en sciences marines en assurant un ensemble de services documentaires. Cela inclut l'administration de l'archive ouverte institutionnelle, Archimer, l'acquisition et la gestion des collections, la numérisation des documents, le prêt entre bibliothèques, la coordination de formations, l'accompagnement des scientifiques (sur la science ouverte, le droit d'auteur, les licences *Creative Commons*, le choix d'une revue...) ainsi que l'appui à la recherche via des prestations de bibliométrie, de veille documentaire et de recherche d'informations. Ce service compte 8 personnels à Plouzané dont 5 ingénieurs et un technicien et 2 personnels techniciens à Nantes. La Bibliothèque La Pérouse (BLP) où la majeure partie du stage d'alternance a été réalisée, a fermé le 30 juin 2025. Cette bibliothèque, créée en 2003 à l'initiative conjointe de l'Ifremer, de l'Université de Bretagne Occidentale (UBO) et de l'IRD, avait initialement été conçue comme un centre de documentation mutualisé au service de la communauté scientifique marine. Elle était régie par une convention de partenariat qui a pris fin. Le bâtiment, propriété de l'Université de Bretagne occidentale (UBO), est réaffecté à d'autres usages dès la rentrée universitaire 2025 et le personnel IST de l'Ifremer a quitté les locaux de la BLP et emménagé au sein du bâtiment Louis-Antoine Bougainville du Centre Bretagne de l'Ifremer afin d'y poursuivre ses activités.

Au sein du service IST, quelques missions secondaires m'ont été confiées afin que j'acquière une vision relativement transversale des métiers de l'IST, de diversifier mes compétences professionnelles et de m'impliquer auprès des collègues du service et de ses usagers. J'ai ainsi contribué i) au catalogage dans le Sudoc, le catalogue commun de l'enseignement supérieur, ii) à la vérification des métadonnées dans l'archive ouverte institutionnelle, Archimer, ou des affiliations dans le Web of Science ; iii) Enfin, j'ai également participé deux années de suite à l'enquête Couperin sur les frais de publication (enquête annuelle APC) et suis intervenue dans des laboratoires pour des présentations ou discussions autour de la science ouverte, du droit d'auteur et de l'édition scientifique. Ma mission principale au sein du service IST avait pour objectif de construire une communauté scientifique autour du projet de création d'une revue « diamant » en sciences marines, d'étudier sa faisabilité économique et de mesurer l'implication des scientifiques pour dessiner précisément les contours de la revue. Il est nécessaire d'indiquer qu'à l'Ifremer, le service IST est fortement impliqué dans la mise en œuvre de la politique en faveur de la science ouverte et concentre son action sur les publications, les données relevant du périmètre du département IRSI. Le développement de la science ouverte et la réforme de l'évaluation de la recherche sont très imbriqués, la science ouverte est régulièrement évoquée comme l'un des moyens de parvenir à changer les mentalités. Le service IST agit ainsi sur ces deux volets.

La chronologie suivante liste les engagements de l'Ifremer, engagements dans lesquels le service IST est systématiquement à l'initiative et partie prenante : Mise en production d'Archimer, archive ouverte institutionnelle de l'Ifremer en 2005. Depuis l'entrepôt a été étendu à l'ensemble des publications des UMR dont l'Ifremer est co-tutelle et à des infrastructures de recherche dédiées aux sciences de la mer dont la flotte océanographique française ; Signature de l'Appel de Jussieu, pour la science ouverte et la bibliodiversité (2017) ; Membre du groupe de travail Construire la Bibliodiversité du Comité pour la Science Ouverte (Mesri, 2018-2019) ; Signature de la Déclaration on Research Assessment, Dora (2019) ; Membre du groupe de travail national Dora (Mesri, 2021-2022) ; Soutien institutionnel récurrent à différentes initiatives en faveur de la science ouverte : depuis 2017 au Directory of Open Access Journal - DOAJ, puis à Peer Community in (2019), OpenCitations (2021), Episciences (2024) et au Centre Mersenne (2025) ; Soutien financier ponctuel de l'Ifremer lors du lancement du fonds national pour la science ouverte, FNSO, (2019) au côté du CNRS et de l'Inria ; Signature de l'Appel de Paris sur l'évaluation de la recherche (2022) ; Conversion au modèle diamant de la revue *Aquatic Living Resources*, ALR, (2022-...), revue dorénavant en accès ouvert grâce au soutien institutionnel récurrent de l'Ifremer et de l'IRD, et avec le concours de la maison d'édition, EDP Sciences ; Signature de l'*Agreement on Reforming Research Assessment* publié en juillet 2022, et membre fondateur de la *Coalition for Advancing Research Assessment* (CoARA), membre du Chapitre français de la CoARA ; Soutien institutionnel récurrent à Episciences depuis 2024 et au Centre Mersenne depuis 2025.

Un focus sur *Aquatic Living Resources* s'avère dès à présent nécessaire en tant qu'élément de contexte immédiatement connexe au projet de création d'une nouvelle revue diamant dédiées aux sciences de la mer. Ce premier acte fort de l'Ifremer en faveur du modèle diamant a ciblé spécifiquement cette revue car elle a historiquement été publiée par l'Ifremer avec d'autres organismes de recherche. Au moment de la conversion au modèle diamant, en 2022, la composition de son comité éditorial témoignait encore de cette filiation : 3 scientifiques de l'Ifremer et un de l'IRD. En une trentaine d'années depuis sa création, comme pour beaucoup d'autres revues, les établissements de recherche se sont progressivement désengagés d'ALR, tandis que sa réalisation a été externalisée. Une succession de maisons d'édition a alors inscrit ALR à son catalogue, la dernière est EDP Sciences. Contrairement à ses prédécesseurs, EDP Sciences est bénéficiaire des plans nationaux de soutien à l'édition scientifique, ce qui en fait un éditeur pleinement compatible avec la politique nationale de science ouverte. Pour convertir ALR du modèle sur abonnement au modèle diamant (avec une transition de quelques mois sous le régime hybride – rétroactivement basculé en diamant), une convention pluriannuelle engageant l'Ifremer, l'IRD et EDP Sciences a été signée.

Il faut souligner qu'ALR n'est pas exclusivement dédiée au milieu marin et ne couvre qu'une partie des sciences marines. Le communiqué de presse annonçant sa transformation diamant, précise : « *Aquatic Living Resources* publie les résultats de recherche portant sur toutes les ressources vivantes exploitées (issues de la pêche ou de l'élevage) en mer, en eau saumâtre et en eau douce. Elle privilégie les approches écosystémiques de l'étude des systèmes socio-écologiques de la pêche et de l'aquaculture dans toutes leurs dimensions biologiques, écologiques, économiques et sociales. La revue est particulièrement soucieuse de publier les recherches s'intéressant au développement de méthodes et d'outils interdisciplinaires capables d'aider à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de nouvelles stratégies de gestion pour une utilisation durable des ressources vivantes aquatiques. Les nouveaux défis que posent à la gestion des ressources aquatiques les utilisations multiples des zones et des ressources marines, ainsi que le changement global, sont également des domaines de recherche privilégiés ». Ainsi le projet de création d'une épi-revue ou d'une *Peer Community in Marine Sciences* n'entre ni en concurrence, ni en conflit avec ALR. PCI est même complètement compatible avec ALR, puisqu'il s'agit d'une revue « *PCI friendly* ». La création d'une *PCI Marine Sciences* pourrait même renforcer ALR en captant et en évaluant des manuscrits qui pourraient, dans un second temps, lui être soumis pour publication. Dans l'éventualité où une nouvelle épi-revue en sciences marines verrait le jour, une attention particulière veillera à ce que son *Aims & scope* ne recouvre en rien celui d'ALR et à ce que les scientifiques compétents dans les domaines d'ALR et motivés par l'édition scientifique ouverte rejoignent le comité éditorial ou le groupe d'éditeurs associés d'ALR plutôt que celui de l'épi-revue. Ce point méritait d'être d'emblée précisé tant il a été l'objet de discussion tout au long de ce projet.

II. Libre accès des publications scientifiques : état de l'art

II.1. Déclarations fondatrices du libre accès

D'après l'historique du libre accès aux publications et aux données, retracé par le comité pour la Science Ouverte (CoSo, 2019), les premiers pas vers le libre accès se sont faits avec Stevan Harnad, professeur en sciences cognitives à l'université de Southampton, qui a lancé les premières revues en accès libre en 1990, et avec Paul Ginsparg, physicien à Los Alamos, qui a créé ArXiv, le premier serveur de *preprint* en 1991. Les *preprints* sont « des manuscrits [de recherche] qui n'ont pas été examinés par le comité de lecture d'une publication savante ou scientifique traditionnelle. Toutes ne finissent pas par paraître dans une revue. Les scientifiques les rendent publiques principalement dans l'attente de remarques et de retours critiques de la part de leur communauté, pour que leurs travaux se diffusent plus rapidement et qu'ils soient accessibles en accès ouvert » (CNRS, 2021).

Dans la continuité de ces deux initiatives, trois déclarations internationales appelées les « 3B » ont structuré et affirmé le mouvement pour le libre accès : la déclaration de Budapest⁴ en 2002, suivie par les déclarations de Bethesda et de Berlin en 2003. La Déclaration de Budapest fut la première à proposer une définition publique du libre accès et à énoncer des stratégies pour l'atteindre :

« Par « accès libre » à cette littérature, nous entendons sa mise à disposition gratuite sur l'Internet public, permettant à tout un chacun de lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces articles, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale, sans barrière financière, légale ou technique autre que celles indissociables de l'accès et l'utilisation d'Internet. La seule contrainte sur la reproduction et la distribution, et le seul rôle du copyright dans ce domaine, devrait être de garantir aux auteurs un contrôle sur l'intégrité de leurs travaux et le droit à être correctement reconnus et cités. »

La Déclaration de Bethesda⁵ a précisé les critères pour qu'une publication soit considérée en libre accès. L'auteur doit accorder un droit d'accès gratuit, irrévocable, mondial et perpétuel, et un droit d'utilisation encadrée par une licence. Il doit également déposer sa publication dans une archive ouverte pour garantir l'accès pérenne et l'interopérabilité. Enfin, la Déclaration de Berlin⁶ a étendu cette vision en incluant l'ensemble des données et œuvres issues de la recherche dans toutes les disciplines.

⁵<https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-bethesda-pour-ledition-en-libre-acces/>

⁶<https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-berlin-sur-le-libre-acces-a-la-connaissance-en-sciences-exactes-sciences-de-la-vie-sciences-humaines-et-sociales/>

II.2. Modèles économiques du libre accès

La déclaration de Budapest a suggéré d'une part l'auto archivage (qu'on appelle aussi voie verte) en incitant les auteurs à publier leur article dans une archive ouverte une fois qu'il a été validé par une revue à comité de lecture. En France, le libre accès est inscrit dans l'article 30 de la Loi pour une république numérique⁷ qui a été adoptée en 2016. Aussi appelée « Loi Lemaire », elle autorise les auteurs à déposer la version acceptée de leur manuscrit dans une archive ouverte, dans un délai maximal de 6 mois pour les domaines des sciences, technique, médecine, ou de 12 mois pour les sciences humaines et sociales, et ce même si la revue impose un embargo d'un délai supérieur. Outre l'accès élargi qu'elles offrent, les archives ouvertes répondent aussi aux contraintes temporelles du système éditorial marchand car les délais entre la soumission d'un article et sa publication peuvent être très long.

D'autre part, la déclaration de Budapest a suggéré que les éditeurs proposent des revues alternatives qui ne limiteraient pas l'accès aux publications et qui ne seraient pas financées sur le modèle économique de l'abonnement. Elle ne préconisait pas le transfert des coûts de publication vers les auteurs. Cependant, les éditeurs commerciaux ont saisi cette opportunité pour conserver leur mainmise sur l'édition, en instaurant des frais de publication d'accès ouvert, *Article Processing Charges* (APC). C'est ainsi qu'a émergé le modèle du *Gold Open Access* (ou voie dorée de l'*open access*), également connu sous le nom de modèle « auteur-payeur » : les articles sont librement accessibles aux lecteurs, mais les auteurs doivent s'acquitter de frais de publication.

Si ce modèle a résolu le problème de l'accessibilité, il est fortement critiqué car il continue de reproduire les inégalités, cette fois entre les laboratoires et entre les scientifiques. En 2023, le directeur général délégué à la science du CNRS, Alain Schuhl, avait considéré que ces frais mettaient l'organisme « au bord du gouffre ». La dépense le concernant était alors de trois millions d'Euros. Elle est de cinq millions aujourd'hui. « Cela pose aussi des questions éthiques, car cela exclut certains pays du système », ajoute Alain Schuhl (Le Monde, 2025). Ce modèle *Gold* a également favorisé l'émergence des revues prédatrices qui publient des articles sans véritable évaluation par les pairs, ce qui soulève des problèmes d'intégrité et contribuent à diffuser des informations erronées. De plus, pour attirer les auteurs, ces revues miment les revues légitimes et parfois vont jusqu'à en usurper l'identité (Boukacem *et al.*, 2020).

Une voie dorée hybride s'est également développée au cours des années 2010, avec des revues qui maintiennent le modèle par abonnement tout en incitant les auteurs à publier leurs articles en libre accès moyennant le paiement d'APC. Ce modèle est également critiqué pour plusieurs raisons, en particulier pour sa logique de double paiement. Les éditeurs commerciaux se sont engagés à convertir certaines de leurs revues sous abonnement ou hybrides en revues ouvertes. Cependant,

⁷Loi pour une république numérique <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000033202746>

cette conversion vers l'accès libre passe par une phase de transition où ces revues sont dites « transformantes » ou « en transformation ». La cOAlition S, consortium international de bailleurs de fonds de la recherche, soutenait cette transition en 2018 mais imposait une transformation effective des revues en quelques années. Depuis décembre 2024, elle a rendu non éligibles les APC dans les revues restées hybrides, pour éviter que le modèle hybride ne se pérennise (cOAlition S, 2023). Dans un article publié en avril 2021, la cOAlition S avait déjà exposé six raisons pour lesquelles elle refusait de soutenir ce modèle. Elle avait notamment affirmé qu'en plus du double paiement, les revues hybrides freinent la transition vers l'*open access* ; en outre, elles proposent souvent une qualité de service plutôt pauvre (licences restrictives, pas de versement dans les archives ouvertes...). Elles sont plus coûteuses que les revues intégralement en accès ouvert et limitent le développement d'alternatives plus ouvertes en concentrant les revenus chez quelques éditeurs dominants. Enfin, pour les lecteurs, l'accès aux articles reste imprévisible car tous les contenus ne sont pas systématiquement disponibles en libre accès (cOAlition S, 2021).

Par ailleurs, la voie dorée originelle a été rebaptisée en voie diamant ou voie platine. Les revues diamant sont gratuites pour les lecteurs et les auteurs. En effet, les auteurs publient en accès ouvert sans payer d'APC. De plus, ils peuvent conserver tout ou partie de leurs droits patrimoniaux via l'utilisation de licences libres, comme les licences *Creative Commons*. Ces revues sont financées par un bailleur de fonds, une université, une organisation à but non lucratif (Institut Pasteur, 2021). Il est important de souligner que la reconnaissance du modèle diamant s'est accrue grâce à plusieurs initiatives. L'appel de Jussieu en 2017 affirmait l'importance du modèle diamant, tout en soulignant la nécessité de sortir de la domination des éditeurs commerciaux en encourageant l'émergence de nombreux acteurs. En 2021, la recommandation de l'Unesco⁸ sur la science ouverte appelait à « *encourager la bibliodiversité, à travers la diversité des formats et des moyens de publication, y compris ceux qui sont produits par les sciences humaines et sociales, et la diversité des modèles économiques, en soutenant les modèles de publication à but non lucratif, pilotés par la communauté universitaire et scientifique, en tant que bien commun* ». En France, le deuxième Plan national pour la science ouverte invite, dans son premier axe, à soutenir le modèle diamant (MESR, 2021).

L'étude *The Open Access Diamond Journals Study* (OADJS)⁹ a révélé que les revues diamant représentent un vaste archipel estimé à 29 000 revues relativement petites (petits moyens, petits volumes publiés) au service d'une grande diversité de communautés scientifiques. Elles prédominent dans les sciences humaines et sociales et dépendent largement du bénévolat, des

⁸Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379949_fre

⁹L'étude sur les revues en libre accès Diamond <https://www.coalition-s.org/diamond-uneearthed-shining-light-on-community-driven-open-access-publishing/>

universités et des financements publics. Elles représentent une part importante des revues enregistrées dans le DOAJ (73 % en 2021).

En France, le développement du modèle diamant s'appuie sur plusieurs infrastructures soutenues par des institutions publiques (Ancion *et al.*, 2023). Open-Editions est l'infrastructure nationale de recherche pour la diffusion des revues diamant en sciences humaines et sociales (plus de 400 revues diffusées). Cependant les revues diamant d'Open-Editions peuvent adopter un modèle *freemium*, qui offre un accès libre au contenu principal (par exemple, le texte de l'article) tout en proposant des services additionnels payants (tel que le téléchargement en PDF).

Le réseau Repères est un réseau de pépinières de revues, principalement en sciences humaines et sociales, qui offre un accompagnement éditorial aux revues et facilitent leur intégration à des infrastructures comme Open-Editions. L'infrastructure Métopes fournit des outils à l'ensemble des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche afin de les aider dans leurs activités éditoriales. Le centre Mersenne fournit également des outils et services d'édition aux équipes éditoriales publiant en LaTeX. Quelques éditeurs marchands proposent également la publication de revues diamant, on peut citer EDP Sciences ou Copernicus. La collaboration avec ces deux éditeurs a été envisagée, mais n'a pas été retenue à cause des coûts que cela engendrerait pour l'Ifremer. La possibilité de s'appuyer sur les infrastructures précédemment citées avait elle aussi été étudiée dans le cadre du mémoire de master 1. Ces possibilités n'ont pas été retenues car elles présentent plusieurs limites ou contraintes incompatibles avec le contexte du projet. Certaines de ces infrastructures sont principalement tournées vers les sciences humaines et sociales, tandis que d'autres nécessitent un financement supplémentaire de la part de l'Ifremer ou encore mobilisent des ressources humaines que l'établissement ne peut actuellement pas allouer pour ce projet. Par ailleurs, certaines infrastructures comme les pépinières offrent des solutions provisoires, qui n'ont pas semblé satisfaisantes. Le choix dans le cadre de ce projet s'est porté sur Episciences et *Peer Community In* (PCI).

II.3. Épi-revues

La plateforme d'édition Episciences, lancée en 2013 par le Centre pour la Communication Scientifique Directe (CCSD) associé à l'Institut Fourier et à l'Institut national de Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA) vise à permettre la création d'épi-revues (*overlay journals*) en leur offrant un hébergement et un soutien éditorial à travers plusieurs services¹⁰. Les premières réflexions autour de sa création ont été portées dès 2002 par le professeur de mathématiques Jean-Pierre Demailly suite à la création du CCSD en 2000, et de l'archive ouverte nationale HAL, en 2001 (Fritsch, 2023).

Bien que plusieurs définitions des épi-revues aient été proposées dans la littérature (Brown, 2009), elles convergent dans la mesure où elles soulignent toutes le rôle central des archives ouvertes comme lieu de dépôt initial des manuscrits. Christine Berthaud, directrice du CCSD jusqu'en 2020, explique : « *Les épi-revues sont des revues électroniques en libre accès, composées d'articles soumis via un dépôt dans une archive ouverte telle que Hal, ArXiv. Ces articles sont immédiatement consultables en accès ouvert, sans attendre les résultats de l'évaluation par les pairs. À l'issue du processus de relecture, l'article peut être validé pour la publication dans la revue. La version définitive, si elle est différente de celle soumise sur l'archive, sera ajoutée à la première version avec le label de la revue.* » (Berthaud, 2015).

Un comité de pilotage donne les orientations générales et valide les épi-comités thématiques. Ces épi-comités évaluent les dossiers de candidatures des épi-revues. Ces dernières ont le choix entre deux modèles d'évaluation par les pairs. La relecture se fait soit en simple aveugle (*single-blind*), l'identité des *reviewers* est cachée aux auteurs, mais les *reviewers* connaissent celles des auteurs ; soit elle se fait de manière totalement ouverte, l'identité des auteurs et des *reviewers* est connue, on parle alors d'*open peer review*. La décision de publier les rapports d'évaluation est propre à chaque revue.

La plateforme Episciences héberge actuellement 39 épi-revues issues de disciplines variées. Bien qu'elle vise à accueillir des épi-revues de toutes les disciplines, à ce jour, sa couverture est encore concentrée sur certains domaines avec principalement des revues en mathématiques, physique, informatique, environnement, mécanique ainsi qu'en sciences humaines et sociales. Parmi les créations récentes figurent la revue *Open Plasma Science* lancée en 2023, ainsi que *Data & Corpus* (2024) et *Détours* (2025). Les disciplines telles que la biologie, la chimie, les sciences de la Terre ne sont pas encore représentées.

¹⁰ Offre de services Episciences <https://www.episciences.org/fr/services-fr/>

II.4. *Peer Community In (PCI)*

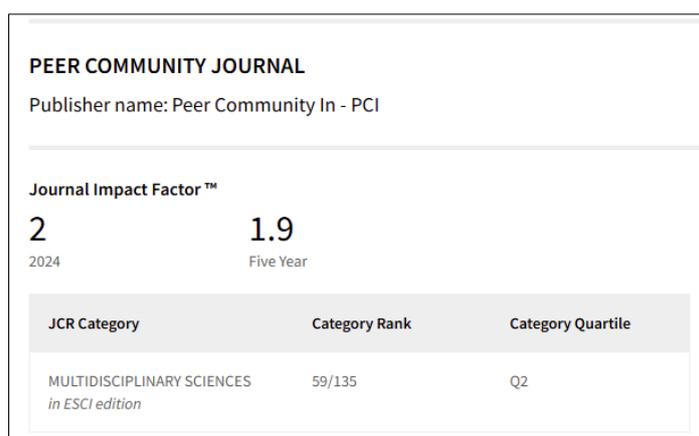
Peer Community in (PCI) est une organisation à but non lucratif fondé en 2016 par Denis Bourguet, Benoît Facon et Thomas Guillemaud, trois scientifiques de l'INRAE. L'objectif de cette organisation est d'établir des communautés de scientifiques autour d'une PCI disciplinaire ou d'une PCI centrée sur un objet d'étude, afin qu'ils évaluent gratuitement des *preprints* dans leur domaine scientifique et que ces derniers puissent être cités grâce aux Digital Object Identifier (DOI) qui leur est attribué. Cette initiative repose également sur le dépôt de prépublication dans les serveurs de *pre-prints* avec pour seule condition que l'article ne soit pas déjà publié ou en cours d'évaluation dans une revue. Comme pour les épi-revues, la relecture se fait en simple aveugle ou de manière ouverte car les *reviewers* peuvent choisir ou non de dévoiler leur identité. La recommandation est faite par un *recommender* (équivalent d'un éditeur associé dans une revue) et, contrairement au *reviewer*, l'identité de ce dernier est systématiquement dévoilée. Pour rédiger les recommandations, les *recommenders* se basent sur l'évaluation faite par au moins deux *reviewers*. Les rapports d'évaluation sont publiés dans une archive et peuvent également être cités grâce à leur DOI. La première PCI, *PCI Evol Biol* a été lancée en janvier 2017. À ce jour, il en existe 20 parmi lesquelles des PCI sur des objets d'étude comme *PCI Forest and Wood Sciences*.

Un grand nombre de revues se déclarent publiquement « *PCI friendly* » car lorsqu'elles reçoivent des soumissions de *preprints* recommandés par PCI, soit elles acceptent directement les articles sans autre évaluation, soit elles s'engagent à donner une réponse en 5 à 10 jours avant d'accepter l'article, ou avant de demander une révision supplémentaire tout en tenant compte des évaluations réalisées par PCI. Au départ, l'intention de cette initiative était de s'en tenir uniquement à l'évaluation par les pairs et à la recommandation de *preprints* sans entrer en compétition avec les revues, ce qui était supposé augmenter les chances de succès de ces PCI (Guillemaud *et al.*, 2019) Cependant pour éviter que les auteurs aient à subir une deuxième évaluation en soumettant à des revues et pour rendre les *preprints* labellisés plus visibles lorsqu'elles ne sont pas publiés dans une revue et donc pas indexés dans les bases de données, la revue diamant *Peer Community Journal* a été créée en 2021. Elle est indexée dans le *Web of Science* et dispose d'un facteur d'impact¹¹ depuis l'édition 2024 du *Journal Citation Report (JCR)*.

¹¹Le facteur d'impact d'une revue pour une année déterminée correspond au rapport entre le nombre de citations et le nombre d'articles publiés dans cette revue au cours des deux années précédentes. Il permet de classer la revue dans sa catégorie mais ne mesure pas sa qualité, ni celle d'un article ou de son auteur. On observe des variations en fonction des disciplines. Le facteur d'impact des revues scientifiques *Science* et *Nature* est voisin de 30, et pour certaines revues biomédicales il est encore plus élevé. Cependant, dans certains domaines comme les mathématiques, il ne dépasse pas 4 (Bénichoux, 2011). La comparaison sur la base de cet indicateur ne peut donc se faire qu'à l'intérieur de la même discipline.

La revue *Peer Community Journal* est une revue multidisciplinaire, elle est classée dans le deuxième quartile du JCR. Elle accepte sans condition tous les articles recommandés par les différentes PCI. Un financement provenant d'institutions de recherche publiques est disponible pour assurer le fonctionnement de la revue pendant au moins les 20 prochaines années.

Figure 1 : Capture d'écran du classement de la revue *Peer Community Journal* dans le JCR, le 27/08/2025



JCR Category	Category Rank	Category Quartile
MULTIDISCIPLINARY SCIENCES <i>in ESCI edition</i>	59/135	Q2

Episciences et PCI se différencient des revues traditionnelles par la gouvernance, les infrastructures qui les portent et le processus de publication qui repose sur une évaluation après la publication (Knowledge Exchange, 2022). L'évaluation post publication consiste à rendre public le manuscrit original de l'auteur (*preprint*) sur une archive ouverte ou sur une plateforme avant qu'une évaluation par les pairs ne soit menée. L'évaluation est ensuite être prise en charge soit par une revue (les épi-revues, les revues de Copernicus Publications etc...), soit par une plateforme spécialisée dans la relecture comme *Review Common* ou des communautés comme les *Peer Community In* (Fovet-Rabot, 2021).

Les archives ouvertes présentent des avantages en matière de rapidité de diffusion et de libre accès, mais elles sont aussi critiquées. L'une des principales critiques concerne la fiabilité des contenus lorsqu'il s'agit de *preprints* car ces documents qui n'ont pas fait l'objet d'un processus d'évaluation par les pairs, leur qualité et leur exactitude ne sont pas garanties. Par ailleurs, l'abondance de documents, parfois redondants ou de qualité inégale nécessite une sélection (Académie des Sciences, 2014).

II.5. Résistances aux épi-revues et aux PCI

Les travaux de Libmann attribuent l'émergence du modèle d'évaluation par les pairs après publication au début des années 2010, avec la création des plateformes F1000 Research et eLife comme pionniers (Libmann, 2025), il convient de préciser que le concept est en réalité plus ancien. En effet, l'idée du « *post publication peer review* » avait déjà émergé avec le concept d'*overlay journal*, qui remonte à l'année 1996, lorsque Paul Ginsparg, créateur du serveur de prépublications ArXiv, a formulé, dans son article intitulé « *Winners and Losers in the Global Research Village* », l'idée que le niveau de révision des *preprints* devraient être indiquée dans les archives (Ginsparg, 1996).

Certaines initiatives d'évaluation post-publication font payer des frais de publication aux auteurs. C'est le cas, par exemple, de la plateforme *F1000 Research* (Taylor & Francis) ou d'*eLife*. Cette dernière publie systématiquement tous les articles soumis, qu'ils soient acceptés ou non à l'issue de l'évaluation, accompagnés des avis des pairs (*open peer review*). Cette approche repose sur l'idée que le processus de *peer review* traditionnel, fondé sur le rejet, peut écarter des articles de qualité qui auraient été lus ou cités. À l'inverse, des travaux publiés dans des revues à fort taux de rejet sont parfois peu cités donc peu lus.

À l'opposé de ces modèles payants, certaines plateformes de post-publication s'inscrivent dans le cadre du modèle diamant et garantissent un accès libre et gratuit tant pour les lecteurs que pour les auteurs. C'est le cas d'Episciences et de PCI. Il est important de souligner que les recommandations de PCI ne sont publiées que lorsqu'elles sont favorables à la publication.

Dans le cadre du plan national pour la science ouverte, le consortium Couperin a publié en 2019 les résultats de son enquête sur les pratiques de publication et d'accès ouvert des scientifiques français. Sur 11 658 répondants, la possibilité de soumettre simultanément à une épi-revue était connu de seulement 14 % d'entre eux (Rousseau-Hans *et al.*, 2019 p. 48). Par ailleurs, les résultats de cette enquête ont aussi confirmé que le dépôt de *preprint* est une pratique très répandue en mathématiques (95 % des répondants de ce domaine), ainsi qu'en physique. Dans les autres disciplines, cette pratique est moins développée.

La plateforme Episciences ne cherche pas à inscrire les revues qu'elle héberge dans le Web of Science ou dans Scopus. Elle privilégie une reconnaissance fondée sur la qualité de l'évaluation par les pairs et la transparence du processus de publication plutôt que sur des indicateurs bibliométriques. L'absence d'indexation et du facteur d'impact dans les bases de données est par conséquent un frein pour l'adoption de ce modèle. Il en était de même pour le modèle PCI qui a longtemps été critiqué en raison de l'absence du facteur d'impact ; or, comme dit précédemment la revue *Peer Community Journal* est dotée d'un facteur d'impact. Toutefois avant la création de cette revue, les arguments des fondateurs de PCI étaient que : les articles recommandés peuvent être

soumis à une revue qui a un facteur d'impact ; les conseils d'évaluation pourraient considérer que ces articles ont une valeur égale aux articles publiés dans des revues (Guillemaud *et al.*, 2019, p. 5).

La déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche (DORA¹²) recommandait déjà en 2012 de ne pas utiliser les indicateurs basés sur les revues, tels que le facteur d'impact, pour apprécier la qualité des articles de recherche, pour évaluer les contributions d'un scientifique en particulier ou pour prendre des décisions en matière de recrutement, de promotion ou de financement. La revue *Peer Community Journal*¹³ a été créée pour résoudre le problème de la deuxième évaluation lors de la soumission à une autre revue. *Peer Community Journal* est désormais indexé dans plusieurs bases de données¹⁴, parmi lesquelles le Web of Science et Scopus, ce qui contribue à augmenter la visibilité de PCI.

Face aux autres critiques tels que l'absence d'un directeur de la publication, le budget jugé insuffisant, ou encore le risque des conflits d'intérêt, les fondateurs de PCI ont souligné que les PCI n'effectuent aucun travail de *copy editing* et se concentrent uniquement sur l'évaluation par les pairs du contenu scientifique, ce qui réduit considérablement la charge de travail et ne nécessite pas un directeur de publication. Par ailleurs, la présence d'un grand nombre de *recommenders* pour chaque PCI permet la prise en charge d'un grand nombre de manuscrits en évitant la surcharge d'un éditeur, en particulier comme c'est le cas dans les revues traditionnelles. Par ailleurs, une charte éthique a été mise en place dès la création des PCI, ainsi qu'un système de gestion afin de limiter les conflits d'intérêts. La transparence par la publication des décisions éditoriales signées, et des rapports de recommandation, permet de détecter des cas de copinage et contribue à prévenir de telles situations. L'initiative a été notamment financée par le fonds national pour la science ouverte et est soutenue moralement et financièrement par de nombreuses universités et institutions.

En quelques décennies, l'édition scientifique a connu une transformation majeure, passant des manuscrits à la diffusion numérique. L'*Open Access* s'est imposé comme un moyen essentiel pour garantir un accès libre aux résultats de la recherche. Cependant, ces différents modèles présentent chacun des limites et les porteurs de revues diamant font face à des difficultés en termes de financement. Il est donc nécessaire de choisir des alternatives qui soient aussi pérennes que possible parce qu'elles sont financées par des institutions publiques.

¹²DORA <https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-san-francisco-sur-levaluation-de-la-recherche>

¹³Site de la revue *Peer Community Journal* : <https://peercommunityjournal.org/>

¹⁴Liste des Bases de données dans lesquelles sont indexées la revue *Peer Community Journal* : <https://peercommunityjournal.org/page/indexation/>

III. Méthodologie

III.1. Analyse stratégique

Pour anticiper les obstacles potentiels et déterminer les leviers essentiels à la réussite de ce projet, une analyse SWOT (*Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats*) a été menée afin d'identifier ses forces, faiblesses, opportunités et menaces. Cette analyse a été conduite en effectuant deux diagnostics : i) un diagnostic externe, pour identifier les opportunités et les menaces présentes dans l'environnement des modèles actuels de publication ; et ii) un diagnostic interne, qui identifie les forces et les faiblesses du point de vue de l'Ifremer. Elle a été complétée par des entretiens réalisés avec des éditeurs en chef d'épi-revues et responsable de PCI pour recueillir leurs témoignages et retours sur leurs expériences d'épi-revues ou de communautés PCI.

III.2. Techniques d'enquête utilisées

En prenant appui sur des résultats antérieurs (Ngoma, 2024), un questionnaire a été élaboré et diffusé afin de faire connaître le projet de création d'une revue diamant en sciences de la mer auprès des scientifiques et de mesurer leur intérêt pour celle-ci. Après analyse de ces réponses de nature majoritairement quantitative, une grille d'entretien semi-directif a été construite et une campagne d'entretiens a été menée. L'objectif était de consolider les premiers résultats acquis, de définir plus précisément les contours de la revue à venir, d'identifier des personnes prêtes à s'impliquer de manière concrète dans le montage de la revue et à occuper un des rôles clefs nécessaires à son fonctionnement. Il était également important de recueillir les craintes et les doutes de la communauté scientifique.

Deux méthodes complémentaires ont donc été utilisées pour impliquer les scientifiques dans la création d'une PCI ou d'une épi-revue en sciences de la mer : un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs. Ces deux approches ont été choisies afin de combiner une analyse quantitative permettant de mesurer la proportion des scientifiques prêts à s'investir dans la création et le fonctionnement de l'épi-revue ou de la PCI et une analyse qualitative plus approfondie de leurs représentations de ces modèles, de leurs motivations et du rôle précis dans lequel ils se projettent au sein de la revue.

III.2.1. Questionnaire

Le questionnaire est une méthode permettant de recueillir des informations auprès d'un large échantillon de personnes, dans le but d'identifier des tendances générales. Le choix de réaliser une enquête par questionnaire a déjà été employé dans un projet similaire. En 2024, le groupe de travail

de la Maison des Sciences de l'Homme de Lorraine a mené une enquête sur la création d'une revue d'articles sur des jeux de données (Data Journal) en sciences humaines et sociales. Ce questionnaire visait à mesurer le niveau d'intérêt des scientifiques pour cette revue, centré sur le partage de données (Bizien et *al.*, 2024). De même le questionnaire diffusé pour ce projet avait pour but de mesurer l'intérêt des scientifiques en sciences marines pour une nouvelle revue diamant et identifier les disciplines où il y aurait le plus de scientifiques prêts à s'impliquer dans sa création. Il a été conçu entre le 16 septembre et le 11 octobre 2024 à l'aide de l'outil en ligne WordPress Quform, déployé à l'Ifremer.

Avant sa diffusion, une phase de pré-test a été réalisée (du 22 octobre au 15 novembre 2024) en présentiel et à distance auprès d'une dizaine de scientifiques pour estimer le temps nécessaire pour répondre à l'intégralité des questions et pour s'assurer que les questions étaient formulées sans ambiguïté, et qu'elles ne contenaient pas de termes techniques obscurs. Ces tests ont permis d'ajuster et d'affiner certaines questions pour qu'elles couvrent au mieux les objectifs de l'enquête tout en tenant compte des réalités des scientifiques. Ainsi, grâce à leurs retours, des options qui permettaient aux répondants de choisir en fonction de leurs pratiques réelles ont été ajoutées. Par exemple, pour la question 5 sur les alternatives aux frais de publication, un maximum de possibilités a été proposé afin que les répondants puissent choisir ce qui correspondait le mieux à leur situation. En permettant aux participants d'opter pour des réponses comme « Je ne sais pas » sur des questions sensibles telles que la question 12 sur la réduction de l'implication dans des revues commerciales, des réponses honnêtes ont été favorisées, les participants n'étaient pas incités à répondre par oui ou non.

Cette phase de pré-test a ainsi permis d'améliorer la pertinence et la fluidité du questionnaire avant son envoi définitif. Par ailleurs, la version testée portait uniquement sur la création d'une épi-revue, choix issu du stage de M1. Au cours des tests, les échanges avec les scientifiques ont conduit à une évolution significative du projet. Plusieurs d'entre eux ont soulevé la question de la pertinence d'une PCI dédiée aux sciences de la mer. Lors de l'étude de faisabilité cette option avait été écartée car les PCI sont très majoritairement dédiées à une discipline et non à un objet d'étude comme la mer. Les suggestions des scientifiques ont ainsi permis de repenser le projet et ont conduit à une révision de cette première version afin d'y intégrer la possibilité de choisir entre la création d'une épi-revue et celle d'une PCI dédiée aux sciences marines.

L'échantillon constitué de 600 scientifiques de l'Ifremer couvre une grande variété de disciplines. Il avait été défini en suivant la méthode des quotas qui consiste à connaître a minima la structure de la population de référence et à constituer un échantillon qui a la même structure que cette population de référence (De Singly, 2010). Pour s'assurer de la diversité institutionnelle et augmenter le nombre des participants avec de l'expérience dans l'édition, cet échantillon a été complété par des scientifiques externes à l'Ifremer. En effet, le questionnaire avait aussi été transmis

à une centaine de scientifiques extérieurs identifiés pour leur implication dans des comités éditoriaux des revues commerciales dans lesquels les scientifiques de l'Ifremer ont publiés entre 2016 et 2022. Le choix de constituer un échantillon représentatif à l'échelle nationale a été fait dans le but de toucher un grand nombre de scientifiques et pour que les résultats obtenus soient par extension exploitables pour un projet à visée internationale. Afin de maximiser le nombre de réponses et dégager des tendances générales, le choix a été fait de ne pas inclure de questions sur le profil démographique des répondants (âge, genre, statut, etc...) pour préserver l'anonymat et encourager une expression plus libre des opinions.

Au sein de l'Ifremer, tous les scientifiques « publiants » ont été ciblés, y compris des ingénieurs qui contribuent à des publications scientifiques. À l'Ifremer, les personnels relèvent de trois filières : scientifique, technique et administrative. Les chercheurs ainsi qu'une partie des ingénieurs appartiennent à la filière scientifique. Dans certaines unités ou services de l'Ifremer souvent orientées innovation, ou technologie, il y a peu de scientifiques, voire exclusivement des ingénieurs et des techniciens. Pour couvrir l'ensemble des disciplines qui contribuent à l'étude de l'océan, leur avis était incontournable. De plus, leurs attentes en matière de publication peuvent différer de celles des scientifiques, notamment en raison de l'absence de pression liée au fait de devoir publier, résumé par l'expression anglaise « *publish or perish* ». Il était donc essentiel de recueillir leur avis pour avoir une vision la plus complète possible des défis rencontrés par l'ensemble des scientifiques publiants et pour évaluer la proportion de personnes prêts à soumettre leurs travaux dans des modèles de revues alternatives telles qu'une PCI ou une épi-revue.

Tout au long de ce mémoire, le terme « scientifiques » sera donc utilisé pour désigner les personnes qui ont répondu au questionnaire et/ou participé aux entretiens. Cela permettra de distinguer clairement les « scientifiques » incluent dans cette étude des « chercheurs » ou « auteurs » au sens large, c'est-à-dire des personnes extérieures à l'Ifremer ou n'ont pas pris part à l'enquête.

III.2.2. Entretiens semi-directifs

L'entretien semi-directif est un échange oral entre deux personnes : l'interviewer et l'interviewé. Il repose sur un guide d'entretien que l'interviewer utilise dans le but d'obtenir de l'interviewé des éléments que ce dernier pourrait difficilement exprimer en répondant à un questionnaire. Contrairement au questionnaire qui vise à produire des données sur une vaste population afin de dégager des tendances, l'entretien semi-directif permet de mieux comprendre les expériences personnelles et les points de vue variés en tenant compte du parcours des personnes interrogées. En effet il « vise à la fois à collecter des informations et à rendre compte de l'expérience de la personne et de sa vision du monde, dans une optique compréhensive » (Pin, 2023). Il est dit semi-directif car bien qu'il repose sur un guide d'entretien, l'interviewer n'est pas tenu de poser les

questions dans un ordre précis comme c'est le cas pour les entretiens directifs qui laissent également peu de place à l'improvisation ou aux relances. En ce sens, l'entretien semi-directif est flexible car il permet d'adapter les questions en fonction des réponses du participant, ce qui offre l'opportunité d'explorer de nouvelles pistes ou d'approfondir certains aspects inattendus.

Blanchet et Gotman distinguent deux grandes approches pour accéder aux interviewés : l'accès direct, qui consiste à contacter les individus à partir de fichiers existants (listes de contacts) ou en allant soi-même à leur rencontre, l'accès indirect qui passe par des intermédiaires (institutions, collègues, etc.) ou par la méthode dite « de proche en proche » où un participant recommande d'autres personnes à interviewer (Blanchet et Gotman 2011, p. 53-54). Dans cette étude, les deux approches ont été utilisées de manière complémentaire.

« L'entretien ne parle pas de lui-même. Il faut, pour parvenir aux résultats de la recherche, effectuer une opération essentielle, qui est l'analyse des discours. Elle consiste à sélectionner et à extraire les données susceptibles de permettre la confrontation des hypothèses aux faits. » (Blanchet et Gotman, 2011 p.89).

Pour constituer les deux premiers groupes des personnes à interroger un accès direct a été possible en utilisant les adresses e-mail collectées via le questionnaire afin de recontacter les personnes qui avaient exprimé un avis favorable soit pour la création d'une épi-revue soit pour la création d'une PCI. La communication d'une adresse mail était optionnelle car le questionnaire pouvait rester anonyme au choix du répondant. L'accès indirect a permis de constituer le troisième groupe de personnes à interroger. Ce groupe a d'abord été constitué de scientifiques qui semblaient moins familiers avec les enjeux de la science ouverte parce qu'ils publient principalement dans des revues commerciales à fort facteur d'impact, et rarement ou jamais dans des revues en accès ouvert de type diamant (Leurs noms ont été transmis par les tutrices professionnelles). Ensuite, il a été complété par d'autres participants au fur et à mesure des entretiens grâce à des recommandations des scientifiques qui avaient été interviewés afin de combler le manque identifié dans certaines disciplines.

III.3. Hypothèses testées *via* le questionnaire et les entretiens

Le questionnaire visait à tester deux hypothèses, sur la base de 17 questions au total. Selon la première hypothèse, les scientifiques remettraient en question le système actuel de l'édition scientifique. Les dix premières questions (annexe 1, grille du questionnaire) ont permis de tester cette hypothèse en évaluant leur expérience avec l'accès libre et les modèles alternatifs. Les questions 2 et 3 ont par exemple permis d'identifier les critères qu'ils jugent déterminants dans le choix d'une revue, ainsi que les principales difficultés qu'ils ont rencontrées dans la publication de leurs travaux. Les questions 5 et 6 ont permis d'explorer les solutions qu'ils adoptent lorsqu'ils rencontrent des difficultés à régler les frais de publication. Selon la seconde hypothèse, les

scientifiques seraient prêts à s'investir dans la création d'une PCI ou d'une épi-revue en sciences de la mer. Cette hypothèse a été testée au travers des questions 11 et 12 destinées à évaluer leur remise en question du modèle marchand des revues commerciales et leur disposition à réduire leurs engagements dans les comités éditoriaux de celles-ci, en tant que pairs évaluateurs ou auteurs pour réinvestir ce temps, leurs compétences et leurs manuscrits dans un modèle diamant. Ces deux questions ont permis d'introduire la question 13 qui portait sur l'initiative dans laquelle ils envisageaient de s'impliquer. Les questions relatives à l'engagement ont ainsi été introduites après que les répondants aient eu l'occasion de réfléchir aux motivations déterminant leurs choix de publication et aux enjeux des alternatives non commerciales. Les deux volets étaient composés de questions fermées, connectées entre elles par des liens logiques. Cette structuration du questionnaire a facilité la lecture des réponses.

La plupart des questions étaient de type fermé. En effet, seulement deux questions étaient ouvertes, notamment la question 4 « Qu'est-ce qui vous satisfait dans le système actuel de l'édition scientifique ? » et la question 7 « Selon vous qu'est-ce qui pourrait garantir le succès de ces initiatives ? ». Ces deux questions devaient être ouvertes pour permettre d'une part aux répondants de partager des aspects positifs qu'ils apprécient dans le système actuel de l'édition scientifique sans être restreints par des propositions limitées, et d'autre part pour leur permettre d'exprimer les facteurs ou les conditions qu'ils estiment essentiels pour la réussite de notre projet. Les questions fermées permettaient un choix multiple de réponses sur liste contrôlée ou donnaient la possibilité de répondre par oui ou non. Cette approche a été choisie pour faciliter l'analyse des résultats par une catégorisation claire des réponses. Cependant, pour certaines questions fermées, des espaces de texte libre ont été inclus afin de permettre aux participants d'ajouter des commentaires pour préciser leurs réponses, dont des réponses « Autres » amenant à des précisions. Ces sections de texte libre avaient pour objectif de collecter des informations qualitatives dans le but d'enrichir les données quantitatives et de mieux comprendre les points de vue et les expériences des répondants.

Le questionnaire nécessitait environ quinze minutes. Il a d'abord été diffusé à l'échelle institutionnelle, en passant par les directeurs d'unités, qui ont été sollicités par mail pour le transférer aux scientifiques de leur laboratoire. Ces directeurs d'unités ont été re-sollicités après la diffusion pour deux relances. En externe, les scientifiques identifiés dans les comités de revues ont été individuellement contactés par mail. Sur le site des revues, il avait été possible de récupérer les adresses mails de certains membres des équipes éditoriales. Pour d'autres, une recherche de leurs noms et de leurs affiliations sur Google a été nécessaire pour pouvoir retrouver leur mail. Le choix de ne pas relancer ce panel repose sur le fait de respecter leur autonomie en évitant de les contacter à plusieurs reprises car des relances trop fréquentes auraient pu être perçues comme intrusives.

La grille utilisée pour les entretiens semi-directifs (guide d'entretien) a été élaboré en mars 2025, il visait à tester l'hypothèse H0 (annexe 2, grille d'entretien semi-directif) selon laquelle le modèle

PCI serait le plus apprécié des scientifiques publiants que le modèle épi-revue, et ce pour plusieurs raisons : i) d'abord, parce qu'il émane de la communauté scientifique et a été initié par des scientifiques ; ii) ensuite, parce que la publication de l'article dans une revue est optionnelle et que PCI se concentre sur l'évaluation par les pairs ; iii) enfin, parce qu'il requiert un engagement modéré grâce au grand nombre de personnes impliquées. L'hypothèse alternative H1 est que le modèle épi-revue serait plus apprécié parce que les motivations des répondants à choisir ce modèle seraient autres.

Les trois premières questions de la grille visaient à mieux connaître le profil des personnes interrogées, notamment leur parcours scientifique et leur expérience éditoriale. Ces éléments étaient importants pour contextualiser leurs réponses et identifier si les perceptions exprimées variaient en fonction du champ disciplinaire, du stade dans la carrière du scientifique et de l'expérience éditoriale. La question 4 visait à savoir si la personne interrogée avait déjà entendu parler du modèle épi-revue ou du modèle PCI avant cette enquête. Les questions 5, 6 et 7 ont permis de tester l'hypothèse H0 « le modèle PCI est plus apprécié que les épi-revues ». En effet, la question 5 visait à comprendre les différentes perceptions de ces modèles, les représentations que se font les scientifiques et les valeurs qu'ils y associent. La question 6 avait pour but de vérifier si les préférences avaient évolué entre le questionnaire et les entretiens ou si les répondants maintenaient leur choix, elles permettaient ainsi d'approfondir les raisons de leurs motivations. La question 7 cherchait à mesurer l'engagement, la disponibilité et l'appétence pour les rôles envisagés. La question 8 avait pour fonction de cerner les sujets de recherche pour lesquels le participant se sentait compétent pour s'impliquer, afin de construire un comité éditorial pertinent en termes de couverture disciplinaire. La question 9 était formulée pour recueillir la vision sur l'ambition et l'échelle du projet et les questions 10 et 11 consistaient à recueillir des noms de scientifiques étrangers et à identifier les attentes vis-à-vis de l'Ifremer. Enfin la question 12, destinée aux personnes réticentes, avait pour but de comprendre les freins à l'engagement. Tout au long de ces entretiens, les échanges ont été structurés en laissant une marge de liberté aux interviewés afin qu'ils développent leurs idées. Pour les encourager à approfondir leur réflexion, des phrases de relance prévues dans le guide d'entretien ont été utilisées pour demander des reformulations et des clarifications. Ces relances ont été adaptées en fonction des réponses obtenues afin de recueillir des données riches et nuancées, tout en maintenant un climat d'échange naturel.

III.4. Méthodes d'analyses du questionnaire et des entretiens

Les données du questionnaire ont été collectées le 13 janvier 2025. Les réponses ont été exportées dans un fichier Excel, dans lequel elles étaient réparties par question, en colonne. Chaque ligne du fichier correspondait à un répondant. L'analyse a été réalisée selon la nature des questions. Pour les questions fermées, l'outil *Datanwrapper* a été utilisé pour générer des graphiques de visualisation. Par exemple, la répartition des répondants selon les disciplines (Figures 4 et 5). Les réponses aux questions ouvertes ont principalement été analysées par la lecture des *verbatim*s et leur catégorisation. En complément, pour certaines questions, l'outil Voyant Tools a été utilisé afin d'obtenir le nombre d'occurrence des mots.

Les résultats des entretiens ont été dépouillés au moyen d'une analyse de contenu, Il s'agissait plus précisément d'une analyse thématique, qui consiste à découper transversalement tout le corpus grâce à une unité de découpage (le thème) afin que le mode de découpage soit le même pour tous les entretiens. L'analyse de discours regroupe les analyses linguistiques et les analyses de contenu. Les analyses linguistiques permettent de comprendre le fonctionnement du langage en identifiant des schémas linguistiques, tels que le choix des mots, la grammaire et la ponctuation. Les analyses de contenu quant à elles étudient le sens du discours. Une grille d'analyse a été élaborée, elle détaille plusieurs thèmes et sous thèmes (codes) définis à partir de l'hypothèse et de la grille d'entretien. Les thèmes principaux de la grille d'analyse, ainsi que certains codes, ont donc été pensés avant les entretiens, mais d'autres codes ont été ajoutés dans la grille d'analyse au fur et à mesure de la lecture des entretiens. L'outil Turboscribe a servi à retranscrire l'ensemble des entretiens. Les transcriptions ont été relues attentivement, plusieurs fois, afin de sélectionner les *verbatim*s. Un codage des *verbatim*s a ensuite été réalisé en s'appuyant sur les thèmes principaux. Aucun nouveau thème n'a émergé en dehors de ceux initialement définis.

IV. Résultats & discussion

IV.1. Analyse SWOT et retours d'expérience

Les épi-revues et PCI bénéficient du soutien de leurs tutelles et de plusieurs institutions ; leur mise en place ne nécessiterait aucun financement direct de l'Ifremer car leur modèle repose sur des subventions publiques et des soutiens volontaires. Le fait que l'initiative de création d'une épi-revue ou d'une PCI en sciences de la mer soit portée par l'Ifremer constitue également un véritable atout en termes de crédibilité et de visibilité, puisque l'Ifremer est un acteur majeur de la recherche marine en France. Comme ces modèles s'inscrivent dans un contexte favorable à l'*open access*, il existe des opportunités de financement. Episciences, en particulier, propose un accompagnement pour les demandes de subvention. Cependant, malgré leur essor, ils font encore face à des défis : tous les scientifiques ne savent pas ce qu'est une revue diamant à cause de la complexité du paysage de l'édition scientifique. En effet, la diversité des acteurs et des modèles rend difficile leur identification dans un écosystème sans cesse en mouvement.

Les épi-revues sont encore méconnues dans plusieurs disciplines. De plus une autre faiblesse concerne le *copyediting*, la plateforme Episciences ne propose pas de service de correction éditoriale en revanche, elle met les revues en relation avec un professionnel externe, ce qui engendre un coût à leur charge. Si le modèle épi-revue est choisie, cette revue devra réussir à s'imposer face aux revues à fort impact déjà bien établies à moins que les porteurs de la revue entreprennent eux même les démarches pour que la revue soient indexée dans les bases comme le Web of Science ou Scopus.

En revanche le modèle PCI est bien identifié en sciences marines même s'il reste encore méconnu par certains scientifiques. La revue *Peer Community Journal* qui a un facteur d'impact, propose un *copyediting* partiel en assurant une mise en page correcte et une vérification des références. Un point de vigilance est que les PCI centrés sur des disciplines ont plus de succès car les auteurs ont tendances à plus publier dans une PCI axée sur leur discipline plutôt qu'une PCI axée sur un objet comme la forêt ou la mer. La menace si ce modèle est choisi réside donc dans la capacité à engager la communauté scientifique, il s'agira de trouver des scientifiques dans les différentes thématiques des sciences de la mer pour faire fonctionner et faire connaître cette PCI.

Figure 2 : Analyse SWOT de la création d'une épi-revue en sciences de la mer

S	W	O	T
Forces	Faiblesses	Opportunités	Ménaces
Absence de frais pour la création et le fonctionnement Soutien de nombreuses institutions	Coût du copy editing non pris en charge Faible notoriété dans les sciences marines	Financements dédiés à l'accès ouvert	Concurrence des revues à fort facteur d'impact

Figure 3 : Analyse SWOT de la création d'une PCI en sciences de la mer

S	W	O	T
Forces	Faiblesses	Opportunités	Ménaces
Absence de frais pour la création et le fonctionnement Soutien de nombreuses institutions	Implication plus forte des PCI disciplinaires par rapport aux PCI sur des objets d'étude	Financements dédiés à l'accès ouvert	Forte dépendance à l'engagement des communautés scientifiques

Il est important de souligner que dans les deux cas, il est crucial d'obtenir une forte adhésion des scientifiques au sein de l'Ifremer et au niveau national mais également à l'international. En effet, l'intégration des scientifiques étrangers dans le projet est essentielle pour que la candidature à l'un ou l'autre modèle soit validée.

Des témoignages d'épi-revues et de PCI existantes ont été recueillis (visionnage de webinaires, et entretiens libre en visioconférence avec les éditeurs) afin de tirer des enseignements de leurs expériences. La table ronde « Toute une vie de revue sur Episciences - Publier autrement » (CCSD,

2023) était consacrée aux parcours de plusieurs épi-revues, à leur fonctionnement, ainsi qu'à leur utilisation de la plateforme. Plusieurs responsables d'épi-revues ont ainsi partagé leur expérience sur ce modèle. Certains l'ont adopté pour soutenir Episciences en raison notamment de son interopérabilité avec les archives ouvertes. D'autres ont été motivés par l'absence de revue diamant dans leur domaine et par le fait de pouvoir en créer une en bénéficiant de la gratuité de la plateforme et d'un accompagnement. Tous ont testé la plateforme avant le lancement du site de leurs revues. Durant cette phase, ils ont bénéficié de l'accompagnement d'Episciences afin de s'approprier tous les outils d'édition.

Les témoignages des fondateurs de trois épi-revues pionnières du modèle diamant dans leur domaine ont également été recueillis. Il s'agit des éditeurs de la revue de géométrie algébrique *EPIGA*, la revue de mécanique *JTCAM* et la revue de physique des plasmas *Open Plasma Science*. Après le lancement de leurs revues, ces éditeurs ont mis en place plusieurs stratégies pour les faire connaître, notamment la présentation de leur revue durant des conférences et séminaires, la publication de volumes spéciaux, la création de listes de diffusion et de newsletters ou l'utilisation des réseaux sociaux comme LinkedIn. Selon eux, l'Ifremer devrait lancer un appel à candidature pour mobiliser ses scientifiques autour du projet. Pour ce qui est des soumissions, ils ont souligné le risque des adhésions verbales car certains scientifiques expriment leur soutien de manière informelle puis n'osent ensuite pas franchir le pas. Ils conseillent donc que l'Ifremer mette en œuvre des initiatives concrètes pour inciter ses équipes à déposer leurs travaux dans cette revue, ce qui encouragera parallèlement la communauté extérieure à participer.

Le retour d'expérience de la *PCI Forest & Wood Sciences* a mis en lumière des difficultés auxquelles a été confrontée cette revue, qui peuvent servir de points de vigilance à prendre en compte pour le développement d'une *PCI Marine Sciences*. Dans le domaine forestier, la communauté semble assez conservatrice : même si les scientifiques établis soutiennent le projet en théorie, ils s'engagent peu en pratique, alors que les jeunes scientifiques sont plus réceptifs. De plus, le fait que cette PCI soit centrée sur un objet d'étude spécifique, comme la forêt, contribue à limiter les soumissions car certains scientifiques préfèrent publier dans des PCI disciplinaires. L'expérience de cette PCI montre l'importance de bien réfléchir à la structuration de la *PCI Marine Sciences* et de formaliser un manifeste pour avoir une idée concrète du nombre potentiel de soumissions. L'objectif du manifeste est de garantir la viabilité et la crédibilité de la PCI sur le long terme. En effet, la PCI ne sera validée et créée que si plus de 50 *recommanders* ont été réunis et qu'au moins 20 engagements de soumission ont été obtenus pour l'année de lancement, car les fondateurs veulent s'assurer que chaque nouvelle PCI soit soutenue par sa communauté et ne repose pas sur l'initiative isolée de quelques scientifiques.

Ces retours d'expérience ont permis d'identifier plusieurs éléments essentiels pour garantir le succès d'une épi-revue ou d'une PCI. Il est crucial d'élaborer une stratégie de communication efficace pour

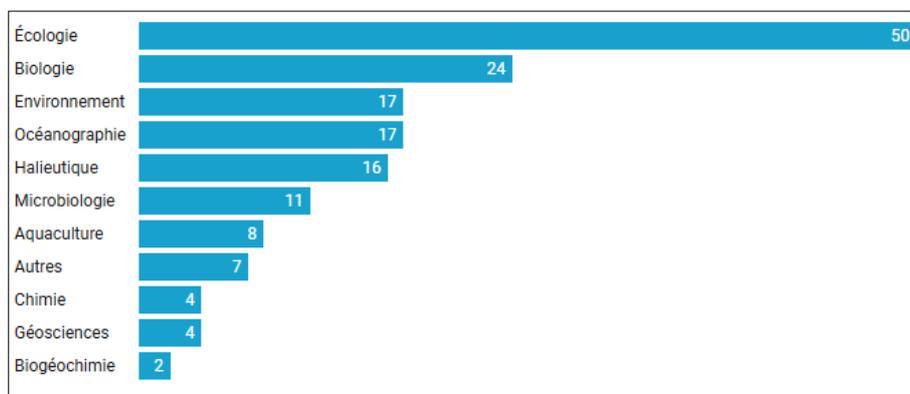
accroître la visibilité, mais le choix du comité éditorial demeure un facteur déterminant de cette visibilité. En effet, le comité doit être composé d'experts qui confèrent une crédibilité à la revue mais ces experts doivent être diversifiés géographiquement, ce qui implique également que ces scientifiques motivés par le modèle soient volontaires pour mobiliser leur réseau.

IV.2. Analyse de la typologie des participants

IV.2.1. Répondants au questionnaire

Le questionnaire a été diffusé du 28 novembre 2024 au 12 janvier 2025. Sur une population cible de 600 scientifiques, 160 personnes ont répondu au questionnaire. Les disciplines les plus représentées parmi les répondants sont l'écologie et la biologie marine, suivies par les sciences de l'environnement, l'océanographie physique, les sciences halieutiques, la microbiologie et l'aquaculture. Certaines disciplines telles que la chimie, l'économie, les géosciences, la biogéochimie, *etc.*... sont beaucoup moins présentes, avec moins de cinq répondants chacune.

Figure 4 : Répartition des répondants au questionnaire selon leurs disciplines



Autres : Biodiversité marine (1), écologie évolutive (1), génétique des populations (1), santé animale (1), socio-économie maritime (1), Statistique/apprentissage appliqué à l'océanographie et la météorologie(1), surveillance et observation côtière (1).

Le pourcentage exact des répondants affiliés à l'Ifremer n'a pu être déterminé, car tous les répondants n'ont pas communiqué leur adresse mail. Seuls ceux qui consentaient à être recontactés pour l'entretien ou qui souhaitaient être tenus informés de l'évolution du projet ont donné leurs coordonnées. Outre l'Ifremer, plusieurs établissements étaient identifiables sur la base des adresses mails communiquées : CNRS, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Institut de

Biologie Physico-Chimique (IBPC), Institut Agro, Station Biologique de Roscoff, et plusieurs universités comme l'Université de Bretagne Occidentale (UBO), l'Université de Montpellier, l'Université Clermont-Auvergne ou le Centre Universitaire de Mayotte. Malgré cette diversité, la répartition inégale des répondants par disciplines interroge sur le degré d'intérêt ou de sensibilisation des différentes communautés disciplinaires vis-à-vis des modèles d'édition non commerciaux. Les entretiens semi-directifs, menés en complément du questionnaire, ont permis d'éclairer ces écarts, principalement liés aux différences de pratiques selon les disciplines.

IV.2.2. Participants aux entretiens

Les entretiens se sont déroulés du 14 avril 2025 au 2 juin 2025. Trente-neuf personnes ont été interrogées, dont deux doctorants (un inscrit à l'UBO, l'autre à l'université de Nantes), pour intégrer la perspective des premières années de carrière. En effet, même s'il est prématuré qu'ils s'impliquent dans la création de la revue ou de la PCI, il était important d'avoir leur avis en tant que futur auteur prêt à soumettre. Le premier doctorant avait répondu au questionnaire et consenti à participer à l'entretien, le second a uniquement participé à l'entretien.

Sur 39 scientifiques interrogés, 28 étaient de l'Ifremer. Les 11 autres étaient affiliés aux établissements suivants : l'Institut Français du Pétrole Énergies Nouvelles (IFPEN), l'Institut Agro, le CNRS, l'IRD, et l'UBO. Un effort a été fait pour inclure des femmes afin de limiter les biais de perception liés au genre. Cependant seulement 12 femmes ont pu être interviewées contre 27 hommes. La répartition selon les tranches d'âge a montré une prédominance de scientifiques en milieu et en fin de carrière. La tranche d'âge la plus répandue parmi les participants était de 40-49 ans, suivie de 60 ans et plus.

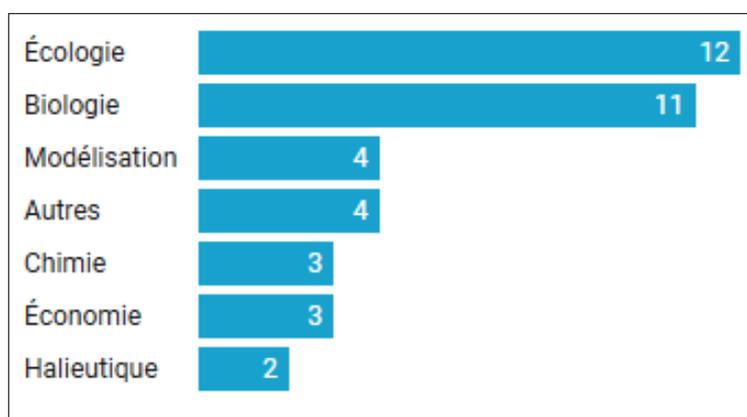
Tableau 1 : Distribution des personnes interrogées selon leur tranche d'âge

Tranche d'âge	Nombre de participants
20 à 29 ans	2
30 à 39 ans	6
40 à 49 ans	18
50 à 59 ans	6
60 ans et plus	7

La biologie et l'écologie sont les disciplines les plus représentées, notamment parce que les biologistes et les écologues ont été les plus nombreux à répondre au questionnaire et à fournir leur adresse mail pour être recontactés. À l'inverse, bien que plusieurs scientifiques en océanographie physique et en sciences de l'environnement aient participé, aucun n'a accepté d'être recontacté pour un entretien. Il en va de même pour d'autres disciplines moins représentées comme l'halieutique, la chimie, l'économie ou les géosciences, où les répondants étaient peu nombreux à participer mais aussi à avoir laissé leurs coordonnées. C'est donc grâce à l'ajout de la troisième catégorie de scientifiques identifiés et contactés en complément du questionnaire initial, que des scientifiques de ces disciplines ont pu être interrogés. Il est à noter que dans la figure 5, la catégorie Biologie inclut également des scientifiques en microbiologie et en génétique. Bien que ces disciplines soient distinguées dans la figure 4, elles ont été regroupées ici en raison du nombre plus faible de répondants.

Figure 5 : Répartition des personnes interrogées selon leurs disciplines

Autres : Environnement (1), Océanographie (1), Observation côtière (1), Géologie (1).



La majorité des entretiens s'est déroulée en visioconférence. Contrairement au questionnaire qui avait fait l'objet d'une phase de test, le guide d'entretien n'a pas été testé en amont mais il avait été relu et commenté par les co-encadrantes. Lors de la préparation des entretiens semi-directifs, la durée estimée était de 30 minutes à une heure. Dans les faits, la durée des échanges a beaucoup varié, allant de 13 à 45 minutes. Dans certains cas, les entretiens ont été plus courts car certains participants avaient peu d'expérience directe avec les deux modèles éditoriaux abordés, ou bien ne se sentaient pas suffisamment à l'aise avec le sujet de la publication pour développer leurs réponses malgré les relances et les reformulations mises en œuvre pour encourager l'échange. Cette variabilité ne remet pas en cause la qualité des données recueillies. Même lorsque les échanges ont été plus courts, les participants ont répondu à l'ensemble des questions posées. La variabilité de la durée

des entretiens s'explique aussi par le fait que certaines thématiques aient incité certains participants à se livrer. En effet, en fonction de leur expérience et de leur sensibilité, quelques personnes ont éprouvé le besoin de partager des anecdotes personnelles vécues dans leur activité de publication ou d'exprimer en profondeur leur pensée. A l'inverse, le manque de disponibilité de certaines personnes interrogées a parfois écourté l'entretien.

IV.3. Avis sur le système actuel de l'édition scientifique

IV.3.1. Points de satisfaction

IV.3.1.1. Évaluation par les pairs

Plusieurs scientifiques ont exprimé une satisfaction à l'égard du processus de relecture par les pairs. Bien que certains soulignent une dégradation de la qualité, ils reconnaissent que la relecture par les pairs est une étape essentielle de la publication.

« La revue par les pairs quand elle est bien faite. » (Répondant 9, biologie)

« Jusqu'à présent, les critères de qualité et de rigueur des processus de révision, même si je ressens actuellement une perte de qualité qui me semble liée au manque de temps et au nombre démesuré de publications. » (Répondant 43, halieutique)

« J'apprécie beaucoup le peer-reviewing, important pour garantir la qualité des publications. » (Répondant 65, microbiologie)

« Le fonctionnement de la revue par les pairs continue à relativement bien fonctionner, grâce à la bonne volonté des scientifiques/ ses. » (Répondant 61, microbiologie)

« Processus de review des manuscrits qui permet de garantir une certaine qualité dans les publications. » (Répondant 77, biologie)

Toutefois, certains ont affirmé être satisfaits par un modèle d'évaluation en particulier. Pour les uns, le système en double aveugle constitue une protection contre les conflits d'intérêt et garantit l'objectivité de la relecture ; tandis que, paradoxalement, pour d'autres, c'est un système ouvert, dans lequel l'identité des *reviewers* est révélée, qui limite les abus.

« Je pense que le système de révision "ouvert" avec l'identité des reviewers dévoilée (au début du processus ou après publication) est bénéfique car il me semble prévenir les abus et les mauvaises révisions. » (Répondant 119, environnement)

« La relecture par des pairs anonymes » (Répondant 35, environnement)

« Le système de review anonyme. » (Répondant 50, écologie)

« Le système de review en double aveugle et une garantie contre les conflits d'intérêt. » (Répondant 78, écologie)

IV.3.1. 2. Automatisation des plateformes

Certains scientifiques ont affirmé être satisfaits par l'automatisation des plateformes des éditeurs commerciaux et par l'indexation de leurs articles dans les bases de données.

« Rapidité des soumissions des articles. Ayant publié mon premier article scientifique en 1978, le processus de soumission, de correction d'envoi des épreuves... a énormément changé et est de plus en plus rapide. » (Répondant 62, écologie)

« Automatisation du processus de soumission d'un article. » répondant 82, halieutique)

« Essentiellement le référencement / l'indexation des articles dans des bases de données. » (Répondant 68, aquaculture)

IV.3.1.3. Diversité des revues thématiques

Un autre facteur de satisfaction exprimé est la diversité thématique des revues et la possibilité d'identifier des revues reconnues dans leur domaine. Le fait de pouvoir s'appuyer sur des revues spécialisées, souvent très anciennes, compte beaucoup pour ces scientifiques.

« Diversité thématique des journaux. » (Répondant 10, écologie)

« Un système globalement bien rodé au sein duquel je suis habituée à des revues thématiques/ disciplinaires, que j'identifie facilement, comme le font mes collègues, j'imagine. » (Répondant 16, biodiversité marine)

« La renommée de certaines revues dans lesquelles j'ai l'habitude de publier. Peu importe leur facteur d'impact, certaines revues sont connues et reconnues pour être excellentes dans mon domaine et ce sont ces revus que je cible. Elles existent souvent depuis plusieurs dizaines d'années. » « Répondant 121, écologie)

Les scientifiques habitués à publier dans ces revues thématiques historiques pourraient être réticents à l'idée de soumettre aux nouveaux modèles comme les épi-revues et les PCI. D'autres en revanche pourraient facilement les adopter parce que ces modèles alternatifs représentent l'évolution.

« La révision et l'édition bénévole des articles par les pairs (même si la qualité baisse), les nouveaux modèles de publication en accès libre diamant. » (Répondant 12, halientique)

« Les tentatives de faire évoluer le système : journaux de société, initiative PCI, mise à disposition gratuite du texte des papiers ou des données comme le propose Archimer. » (Répondant 41, écologie)

« L'évolution du système vers les épi-revues et PCI. » (Répondant 126, écologie)

« La liberté de diffusion et de discussion des résultats et idées scientifiques offerte par les plateformes de preprint (ex: bioRxiv) et par Internet en général, par exemple, via des blogs spécialisés. L'émergence d'initiatives pour tendre vers une publication scientifique plus vertueuse. » (Répondant 143, biologie)

IV.3.2. Points d'insatisfaction

Plusieurs répondants ont affirmé être peu satisfaits par le système actuel, voici quelques extraits de leurs propos :

« Pas grand-chose, les scientifiques gèrent tout le processus de l'écriture, à l'édition en passant par la review et en plus doivent payer pour publier, c'est de l'exploitation mais nous sommes prisonniers du système. » (Répondant 53, environnement)

« Peu de chose, compte-tenu du fait qu'il s'agit d'une activité commerciale qui reproduit et accentue les inégalités. L'implication toujours réelle des scientifiques dans l'ensemble des étapes de production, évaluation et édition reste un socle précieux, mais qu'il faut ménager et tâcher de protéger pour qu'il ne soit pas instrumentalisé. » (Répondant 112, écologie)

« Pas grand-chose, trop de journaux, on s'y perd, mais on a quand même toujours tendance à préférer soumettre dans un journal payant à plus fort impact faute de mieux ou méconnaissance des alternatives. » (Répondant 140, biologie)

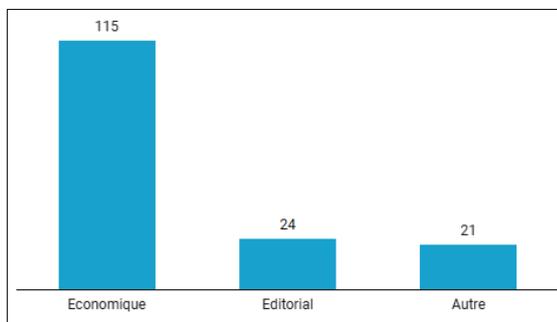
« Le système actuel est très critiquable à tous points de vue, à commencer par les frais de publication et la perte des droits d'auteur, c'est un système qui marche sur la tête mais nous sommes pieds et poings liés vis-à-vis de l'avenir de nos étudiants qui ont besoin de publier dans des journaux avec IF. » (Répondant 146 biologie)

D'autres, se disent totalement insatisfaits et répondent que « rien » n'est une source de satisfaction dans le système actuel de l'édition scientifique. Cette insatisfaction résulte du sentiment d'impuissance et d'exploitation que ressentent les scientifiques. Les *verbatim* soulignent à quel point ils se sentent prisonniers du système. Ils ont conscience de participer à entretenir un système qu'ils

dénoncent mais ils continuent de le faire pour la visibilité de leurs travaux et pour leur carrière. Bien que la *Declaration on Research Assessment*, DORA, lancée en 2012 ait marqué une étape importante dans la remise en question des indicateurs telle que le facteur d'impact ou le h-index comme critère d'évaluation, les pratiques n'ont pas beaucoup changées. Ainsi la CoARA, *Coalition for Advancing Research Assessment*, devra dépasser les limites de DORA, et s'assurer que les principes adoptés soient réellement pris en compte dans les critères et les pratiques réelles de recrutement et de promotion des scientifiques afin que ceux qui adoptent ces nouvelles pratiques voient leurs efforts reconnus et soient des exemples à suivre par ceux qui se sentent encore prisonniers.

Par ailleurs, les répondants au questionnaire ont dénoncé plusieurs types de dysfonctionnement dans le système actuel de publication scientifique. Le principal problème souligné par la majorité des répondants concerne l'aspect économique. 115 scientifiques pointent le coût élevé de publication, notamment les frais de traitement des articles (APC). Le second type de dysfonctionnement le plus mentionné est d'ordre éditorial : 24 répondants dénoncent un manque de transparence dans la gestion des manuscrits, ainsi que l'absence ou la lenteur des réponses de la part des éditeurs.

Figure 6 : dysfonctionnements impactant les répondants



Vingt et un répondants ont sélectionné la catégorie « autre » et ont exprimé librement leur point de vue. Leurs *verbatim* révèlent plusieurs préoccupations qui rejoignent l'aspect économique et éditorial. Plusieurs ont exprimé leur révolte face à un système dans lequel ils doivent payer pour publier leurs travaux, mais également pour y accéder une fois ceux-ci publiés. Ce double paiement, alors qu'ils réalisent l'évaluation par les pairs bénévolement est perçu comme une injustice d'autant qu'ils perdent leurs droits d'auteur.

« Les frais de publication sont beaucoup trop élevés, sont non proportionnés au travail éditorial effectif des revues, car tout le processus d'évaluation par les pairs est bénévole. Un article scientifique est payé deux fois par l'argent

essentiellement public [...] cet argent public est détourné par des éditeurs privés en situation d'oligopole. »
(Répondant 11, halientique)

« Les frais conséquents demandés par les journaux peuvent être un frein surtout pour des petits projets. »
(Répondant 13, biologie)

« On dépense trop d'argent public pour publier puis pour consulter les revues (abonnement). » (Répondant 17,
océanographie physique)

« Les bonnes revues sont payantes pour la plupart et l'Ifremer (au moins mon unité) n'a plus les moyens de payer sur fonds propres ce qui est un problème pour nos doctorants. » (Répondant 19, écologie)

« Le budget de la recherche n'a pas vocation à engraisser des actionnaires assis sur un quasi-monopole. »
(Répondant 21, écologie)

« Frais de publication élevés + droits d'auteurs non conservés. » (Répondant 52, biologie)

« Trois mille euros en moyenne, c'est plus cher que le coût réel mal pris en charge par l'institut et par les projets (on publie après la fin des projets). » (Répondant 84, halientique)

« Les APC sont le facteur bloquant pour publier, on veut de l'open access mais on n'a pas les moyens avec nos budgets. Les accords transformants actuels ne prennent pas en compte les journaux importants dans notre domaine. » (Répondant 124, halientique)

« Un cartel de maisons d'édition ... contrôlent le processus de publication scientifique actuel et dégagent des marges indécentes au détriment des scientifiques et de l'intérêt général [...] cette situation me met quelque peu en colère. »
(Répondant 143, biologie)

D'autres répondants qui avaient coché la catégorie « autre » ont soulevé des critiques d'ordre éditorial. Le répondant 33, qui est biologiste, exprime par exemple un besoin de transparence « *Le processus d'évaluation par les pairs n'est pas transparent et ne tient pas nécessairement compte des conflits d'intérêt entre les reviewers et les auteurs* ». Dans un paysage où se multiplient les revues prédatrices qui font des évaluations douteuses et qui ont des critères d'acceptation flous, les revues légitimes se doivent d'être transparentes. Par ailleurs, plusieurs répondants font état d'une forte insatisfaction vis-à-vis du processus de relecture par les pairs, tant au niveau de la qualité des relectures mais aussi au niveau des délais trop longs.

« Le travail parfois bâclé des éditeurs (pas de réponse, refus de retirer un article soumis depuis 6 mois, ou au contraire manque de finesse dans l'interprétation des reviews) et surtout la qualité globale des reviews qui diminue d'année en année. » (Répondant 27, halientique)

« Délai de retour des éditeurs et des reviewers après soumission très (ou de plus en plus) long. » (Répondant 33, écologie)

« Les réponses des rapporteurs sont quelques fois très lentes à venir, et certaines revues prennent plus d'un an entre la soumission et la parution. » (Répondant 60, océanographie physique)

« Je trouve que le travail d'édition et de révision est de plus en mauvais. Des articles sont mal révisés avec des erreurs manifestes. » (Répondant 120, environnement)

Cette lenteur et cette baisse de qualité peuvent s'expliquer en partie par l'augmentation du volume des publications scientifiques. En 1963, Derek J. de Solla Price avait déjà anticipé ce phénomène dans son livre *Little Science, Big Science* en observant que le nombre d'articles scientifiques doublait environ tous les dix ans. Bien qu'un ralentissement ait été observé lors de la transition de l'imprimé au numérique, la production avait aussitôt repris son essor une fois cette transition maîtrisée par les éditeurs. Cette croissance s'explique notamment par l'augmentation du nombre de scientifiques dans le monde, mais surtout par la pression croissante à publier « *publish or perish* ».

« Trop d'articles ? C'est indéniable. Ils sont si nombreux qu'il est devenu impossible de les compter. Si on se fie aux deux principales bases de données qui les recensent, Scopus et Web of Science, leur nombre dépasse trois millions en 2023, pour un portefeuille d'environ 20 000 journaux. En se fondant sur une source moins sélective, la base de données Dimensions par exemple, moissonnant plus de journaux, il passe à plus du double, à près de sept millions. Il existe en effet plus de 46 000 journaux. Deux des plus importants propriétaires de revues, Elsevier (*The Lancet, Cell...*) et Springer Nature (*Nature, Scientific Reports...*), environ 6 000 journaux à eux deux, totalisent 5,8 millions de soumissions par an, pour environ 1,2 million d'articles publiés. Surtout, comme l'ont montré quatre scientifiques européens, fin 2024, la croissance est devenue « insoutenable » : quelque 5,6 % par an, soit plus que la croissance du nombre de scientifiques dans le monde. » (Hanson et al., 2024)

De manière générale, les revues reçoivent énormément de soumissions. La première cause de rejet est le « hors sujet » car de nombreux auteurs soumettent des articles qui sont en dehors du champ (*scope*) de la revue. A cause de la pression pour publier, ils pratiquent la stratégie de la bouteille à la mer en soumettant successivement à plusieurs revues dans l'espoir que leur article soit finalement accepté dans l'une d'elles. Par ailleurs, certains auteurs pratiquent aussi la technique du saucissonnage (*salami slicing*) qui consiste à publier plusieurs articles sur un même sujet en découpant les résultats. Cette pratique est considérée comme une mauvaise pratique de recherche et un manquement à l'intégrité scientifique (Fernandes, 2024).

En plus de l'inflation du nombre d'articles, il y a une inflation du nombre de revues ce qui fait que les scientifiques sont sollicités par plusieurs revues pour réaliser l'évaluation par les pairs, les éditeurs peinent alors à trouver des *reviewers*. Étant déjà très occupés par leurs recherches, les scientifiques se retrouvent surchargés et doivent faire les *reviews* sur leur temps personnel. A cause des sur-sollicitations et du manque de temps, l'évaluation peut devenir superficielle.

D'autres scientifiques qui avaient coché la catégorie « autre » ont souligné à la fois les deux aspects, économique et éditorial. Cela montre que la question n'était pas simple, ne pouvant choisir simultanément les deux options, ils ont préféré choisir l'option « autre » pour pouvoir exprimer leurs avis.

« En effet, les deux problèmes sont très frustrants. J'ai choisi le dysfonctionnement économique parce que cela nous bride par moment à faire sortir notre science, mais le facteur éditorial qui fait des choix basés sur des thématiques tendances à la place d'une science rigoureuse dans n'importe quel domaine, je trouve très frustrant. A mon avis, il est important de créer des alternatives à ce système injuste. » (Répondant 133, écologie)

« Délai de réponse souvent long, parfois certains éditeurs ne respectent pas les procédures (une fois un éditeur m'a envoyé les corrections des reviewers au fur et à mesure qu'il les a reçues, donc j'ai dû soumettre des corrections 3 fois), le côté économique est aussi important, les frais de publication sont exorbitants ! » (Répondant 136, environnement)

« Le fait de payer pour publier et être lu me pose un problème majeur. Les lenteurs dans le processus d'édition et le manque de rigueur de certaines évaluations sont également un problème. Cela est dû en partie à la multiplication des publications. » (Répondant 157, océanographie physique)

Cela ne signifie pas que les répondants qui ont choisi l'une ou l'autre option n'ont pas rencontré les deux problèmes. Ils ont simplement fait le choix de dénoncer en priorité le problème qu'ils rencontrent le plus et qui est le plus important, mais en réalité ils rencontrent à la fois des difficultés économiques pour publier et des difficultés éditoriales en tant qu'auteur ou en tant qu'éditeur en chef, éditeur associé ou *reviewer*.

Tous ces éléments tendent à valider la première hypothèse du questionnaire, selon laquelle les scientifiques remettent en cause le système actuel de l'édition scientifique. Cette hypothèse rejoint les résultats de l'étude menée par le consortium Couperin en 2019 sur les pratiques de publications et d'accès ouvert des scientifiques français (Rousseau-Hans *et al.*, 2019 p. 48). Cette étude révèle que la valeur ajoutée des éditeurs est jugée insatisfaisante à plus de 65 % et que « *le coût, la cession exclusive des droits d'auteurs ainsi que la barrière de lecture liée aux abonnements sont reprochés au système actuel.*

Environ 80 % des scientifiques dans toutes les disciplines décrètent ces limites comme importantes, voire très importantes. » (Rousseau-Hans et al., 2019 p. 18-20).

En complément, les entretiens semi-directifs confirment cette hypothèse, car l'aspect économique a été mentionné dans l'ensemble des discours. Tous n'ont pas remis en cause la valeur ajoutée des éditeurs commerciaux mais tous considèrent que leurs modèles économiques posent un réel problème.

*« J'ai aussi pas mal de réticences vis-à-vis des modèles économiques des éditeurs scientifiques qui, éthiquement, me posent quand même problème [...] Moi, je bosse beaucoup avec des pays du Sud, notamment en Afrique, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale. Je dirais que ce basculement vers un système d'open access, en fait, il a transféré une impossibilité à avoir accès aux articles scientifiques avec l'ancien modèle, où ils ne pouvaient pas se payer les abonnements. Mais finalement, ils se débrouillaient pour avoir accès aux revues en passant par des collègues occidentaux ou en passant par SciHub, vers une impossibilité à publier, puisque aujourd'hui, concrètement, c'est ça. Mes collègues au Gabon ou au Cameroun, aujourd'hui, ils ne peuvent plus publier. »
(Entretien 15, écologie).*

« Le modèle économique actuel de comment on publie, on fait le boulot, ensuite on paie pour publier et ensuite on paie pour lire, c'est une aberration totale [...] l'urgence de la situation c'est de sortir du système d'APC et des revues prédatrices. » (Entretien 21, océanographie physique)

« Je considère que, un, je n'ai pas l'argent sur des projets pour ça. Et deux, je trouve que c'est anormal d'avoir à payer pour être publié. Et en plus, les instituts payent pour que nous, on puisse les lire. Donc, c'est aberrant quand même. » (Entretien 27, génétique et génomique)

« Ça fait pas mal de temps que je suis indigné par le business que les éditeurs scientifiques font sur le dos des scientifiques et des États. Les taux de profit faramineux qu'ils font sont les plus élevés du monde dans toute industrie confondue. À part le trafic de drogue ou le trafic d'armes, je pense que c'est l'activité la plus lucrative actuellement. Le fait de participer à ça, à un moment, j'en ai vraiment eu marre. » (Entretien 30, écologie)

« Moi, en tant que chercheur, ça me pose de plus en plus de soucis de me dire qu'on réfléchit aux journaux qu'on va soumettre en regardant le prix. Et pas que si c'est un journal qui est lu, qui publie des papiers intéressants, mais des fois, se dire non, celui-là, il est trop cher. » (Entretien 31, écologie)

IV.3.4. Stratégies face aux frais de publication

Les frais de publication représentent l'obstacle majeur à la diffusion des travaux scientifiques. Pour mieux comprendre la manière dont les scientifiques réagissent lorsqu'ils ne disposent pas de budget pour couvrir les frais de publication, la question 5 du questionnaire les invitait à choisir les deux options qu'ils ont le plus fréquemment tentées parmi neuf propositions. La solution la plus souvent choisie est le partage des frais entre coauteurs ou entre institutions. Il s'agit d'une solution courante

qui est très pratique surtout dans les projets collaboratifs où les frais de publication peuvent être répartis entre plusieurs structures. En second choix, la publication dans des revues traditionnelles sous abonnement est également une pratique très fréquente faute de moyens pour payer les APC. En effet, plusieurs scientifiques qui ont répondu au questionnaire préfèrent se tourner vers ces revues car leurs instituts disposent d'un abonnement et ces revues sont reconnues par leur communauté bien qu'ils doivent renoncer à l'*open access Gold*.

Tableau 2 : Occurrence des alternatives testées face au manque de budget pour les APC

Alternatives	Nombre de répétitions
Solliciter les coauteurs qui auraient plus de facilité à payer ces frais ou proposer un partage des frais entre les établissements des coauteurs	62
Publier dans une revue classique en abonnement sous copyright	60
Publier dans une revue à accès ouvert sans APC (modèle diamant)	47
Chercher des financements externes pour couvrir les APC	36
Déposer un préprint dans une archive ouverte et publier dans une revue fermée	27
Déposer un préprint dans un entrepôt ouvert (exemple : bioRxiv) et le soumettre à l'évaluation à Peer Community in	24
Tenter d'obtenir une réduction auprès de l'éditeur ou une exonération	14
Soumettre à une revue à laquelle vous avez suffisamment contribué en tant qu'éditeur ou relecteur pour obtenir une remise (via des « vouchers » ou « tokens »)	13
Retarder ou abandonner la publication	8

Par ailleurs, la publication dans des revues diamant, gratuites pour les auteurs et les lecteurs, est une alternative qui a été expérimentée par les scientifiques qui tiennent à publier en *open access*. D'autres préfèrent en revanche chercher des financements externes pour couvrir les APC dans une revue hybride ou *Gold*. Des alternatives comme le dépôt de *preprints* dans des archives ouvertes suivi d'une soumission à une PCI ou à une revue fermée sont moins courantes mais montrent tout de même que les scientifiques qui le font tiennent à publier en *open access*.

En revanche, les alternatives consistant à demander une exonération des frais auprès des éditeurs ou à utiliser des bons (*vouchers*) obtenus grâce à des activités d'évaluation par les pairs sont peu mobilisées, ce qui laisse penser que peu de scientifiques bénéficient de telles opportunités. Enfin, l'option de retarder ou d'abandonner une publication a été choisie seulement huit fois mais ce

chiffre suffit à rappeler que certains scientifiques sont malheureusement contraints de retarder la diffusion de leurs travaux.

IV.4. Expérience avec les modèles alternatifs

IV.4.1. Motivations pour utiliser les modèles alternatifs

IV.4.1.1. Surmonter l'obstacle économique

Les réponses précédentes montrent que les modèles alternatifs figurent parmi les diverses stratégies que les scientifiques mettent en place pour surmonter les obstacles économiques à la publication. Il a été demandé aux scientifiques s'ils avaient déjà eu à faire le choix d'alternatives non commerciales, cette fois ils pouvaient cocher plusieurs réponses parmi : les revues diamant, *Peer Community in*, les archives ouvertes et le dépôt de *preprint* ou de *working papers*.

Tableau 3: Occurrence des alternatives non commerciales testées

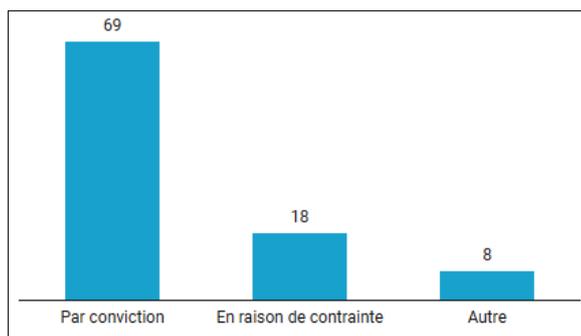
Alternatives	▼ Nombre de répétitions
Aucune de ces propositions	65
Le dépôt de préprints ou « working papers »	48
Les archives ouvertes	46
Peer Community in	30
Les revues non commerciales (revues diamants)	29

Le dépôt de *preprints* ou de *working papers* est la réponse la plus fréquemment choisie, suivie de près par l'utilisation des archives ouvertes. Les *preprints* et les *working papers* sont déposés dans les archives ouvertes pour diffuser rapidement des résultats de recherche et susciter des retours de la communauté. Les archives ouvertes sont aussi utilisées pour rendre accessibles en libre accès des documents de littérature grise telles que les rapports. L'usage de ces alternatives non commerciales témoigne ainsi d'une volonté des scientifiques de rendre leurs travaux accessibles sans frais et sans délai. Les revues diamant ont été moins choisies, ce qui peut s'expliquer par leur faible nombre et leur reconnaissance qui est encore très limitée dans certaines disciplines. L'initiative *Peer Community In* (PCI) a aussi été moins choisie malgré son originalité.

IV.4.1.2. Conviction personnelle

Sur les 95 répondants qui ont déjà eu à choisir des alternatives non commerciales, 69 ont indiqué que leur choix était motivé par une conviction personnelle. En revanche, 18 scientifiques ont évoqué des contraintes et 8 répondants ont choisi l'option « autre ».

Figure 7 : Motivations du choix d'alternatives non commerciales



Par ailleurs, le fait que 65 scientifiques sur 160 aient indiqué n'avoir recours à aucun modèle alternatif montre qu'une part importante de la communauté scientifique ne les mobilise pas encore, malgré la diversité des solutions non commerciales existantes. Bien que les archives ouvertes soient largement promues dans les politiques de science ouverte, tous les scientifiques ne sont pas nécessairement conscients de leur rôle, en particulier la voie verte de l'*open access* peine à s'imposer en rivale de la voie dorée. Certaines contraintes disciplinaires peuvent également freiner l'adoption de ces pratiques et décourager les scientifiques, surtout s'ils privilégient des revues à fort facteur d'impact ou s'ils sont soumis à des exigences spécifiques de publication. Cette absence de recours aux alternatives non commerciales, notamment les archives ouvertes dont HAL, peut aussi signaler une forme d'inertie par rapport aux canaux traditionnels de publication. Malgré les avancées de la science ouverte, une part importante de la communauté scientifique n'a pas encore franchi le pas, soit par méconnaissance et manque d'accompagnement, soit par choix de publication.

IV.4.2. Motifs du non-recours aux modèles alternatifs

IV.4.2.1. Absence d'opportunités et de besoins

Parmi les 65 répondants indiquant n'avoir jamais eu recours aux modèles alternatifs (tableau 3), certains évoquent l'absence d'opportunité, notamment l'absence d'accord entre les co-auteurs « *Pas eu l'opportunité et l'accord des co-auteurs* » (Répondant 152, halieutique).

D'autres expliquent ne pas avoir été confrontés à des contraintes financières, comme en témoignent ces propos « *Je n'ai pour le moment jamais été contraint financièrement... (Budget sur projet etc.)* » (Répondant 114, halientique) ; « *Je n'en ai pas eu besoin.* » (Répondant 26, océanographie physique). On peut supposer que c'est parce qu'ils publient, soit sur les quotas de frais de publication, soit qu'ils ont toujours eu les fonds suffisants au sein de leurs laboratoires.

En revanche, d'autres scientifiques affirment avoir réussi à trouver le budget pour régler les frais de publication comme l'attestent ces propos « *J'ai trouvé des alternatives avant d'en arriver là.* » (Répondant 65, microbiologie) ; « *parce que j'ai toujours finit par trouver une solution* » (répondant 1, écologie).

IV.4.2.2. Manque d'intérêt ou attachement à des habitudes ancrées

Certains scientifiques présentent un manque d'intérêt pour ces modèles alternatifs, ils évoquent un attachement à des habitudes de publication. Publier dans une revue reconnue par sa communauté offre plus de chance que son article soit lu par des collègues. Les choix de publication sont souvent guidés par les habitudes et les pratiques ancrées dans chaque discipline. Certains scientifiques ne choisissent aucune alternative non commerciale simplement parce que ce n'est pas dans leurs pratiques, ils ont dans leur discipline des revues historiques qu'elles soient fermées ou ouvertes. Ce qui compte pour eux est le fait qu'elles soient reconnues par leur communauté. Certains scientifiques ont ainsi souligné une sorte de « conservatisme » ou une simple « habitude » ou encore une préférence pour la « facilité », en publiant dans des revues qu'ils connaissent bien. Le fait de ne pas lire soi-même des articles publiés par des revues diamant ou qui sont dans les archives freinent aussi leur utilisation.

« *Je n'ai pas cherché.* » (Répondant 59, océanographie physique)

« *Par manque d'habitude jusqu'ici.* » (Répondant 95, biologie)

« *Sans doute par facilité et habitude.* » (Répondant 16, biodiversité marine)

« *Par conservatisme et parce que le financement du papier dans un journal international finit toujours par trouver une solution, même si financement non acté au début.* » (Répondant 110, biogéochimie marine)

« *Le fait de lire peu d'articles dans ce genre de revue m'incite à ne pas soumettre mes travaux dans ces revues* »
(Répondant 18, aquaculture)

« *Car je voulais publier dans une revue bien spécifique et je préfère attendre d'avoir la possibilité de soumettre mon manuscrit à ce journal.* » (Répondant 13, biologie)

« Le monde de l'océanographie physique est très petit avec quelques journaux historiques dédiés, réputés et connus. Je ne connais pas de véritables alternatives qui permettraient d'échapper à ce système. » (Répondant 17, océanographie physique)

IV.4.2.3. Recherche de visibilité et de reconnaissance académique

Au-delà des pratiques disciplinaires, les scientifiques préfèrent les revues indexées afin d'augmenter les chances que leurs articles soient repérés, cités et pris en compte dans leur champ de recherche. En ce sens, le facteur d'impact agit comme une sorte de label de visibilité, qui garantit une certaine audience.

« Je préfère les revues établies, à forte visibilité. » (Répondant 55, géosciences)

« Absence de métriques pour faire reconnaître mes travaux. » (Répondant 76, biologie)

« Pas de revue diamant avec bon impact factor en microbio à ma connaissance. » (Répondant 57, microbiologie)

« Par peur que l'article ait moins de visibilité, qu'il ne soit pas bien vu par la communauté. La raison principale qu'on regarde les facteurs d'impact est qu'on imagine que ces facteurs comptent beaucoup pour la "réputation" d'un scientifique, qui lui permet soit d'avoir plus de succès dans les demandes de financement, soit d'avoir plus de récompenses du type promotion dans sa carrière. » (Répondant 133, océanographie physique)

La Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche (DORA, 2012) visait à ne pas réduire la valeur d'un article à la revue dans laquelle il est publié. Néanmoins, si plusieurs institutions ont adhéré à cette initiative, le changement se fait progressivement, la performance des scientifiques est encore parfois mesurée par la notoriété des revues dans lesquelles ils ont publié, et par le facteur d'impact de celles-ci.

C'est la raison pour laquelle certains scientifiques ont clairement exprimé une crainte de nuire à leur carrière, et d'autres ont évoqué le fait de ne pas vouloir nuire à la carrière de leurs doctorants. Selon eux, publier dans des revues alternatives pourrait être un handicap car les indicateurs comme le facteur d'impact pèsent encore fortement sur les recrutements et les concours. Ils estiment par conséquent que les jeunes scientifiques en début de carrière doivent privilégier les publications dans des revues reconnues, qui ont de la visibilité, afin de renforcer leur CV.

À l'inverse, les scientifiques plus avancés dans leur carrière, qui bénéficient déjà d'une certaine reconnaissance dans leur domaine, peuvent se permettre d'explorer des voies alternatives sans que cela ne leur soit préjudiciable. Ce positionnement souligne que les choix d'une revue pour publier ne relèvent pas uniquement des convictions personnelles, mais aussi des considérations des

coauteurs, du parcours professionnel et des directives institutionnelles dans lequel le scientifique travaille.

« *En tant que early career researcher, il m'a été conseillé de publier dans des revues "classiques".* » (Répondant 25, écologie)

« *Je publie la plupart du temps avec de doctorants qui ont besoin d'un IF sur le CV pour de futurs concours.* » (Répondant 42, halieutique)

« *Je le ferais volontiers pour des travaux qui n'impliquent pas de jeunes scientifiques en recherche de carrière académique. Pour l'instant, une publication dans un journal à haut facteur d'impact reste le moyen de maximiser leurs chances -malgré les défauts.* » (Répondant 61, microbiologie)

« *Parce que les étudiants ont besoin de publier dans des journaux connus, avec une visibilité et un IF; quand nous serons sortis du tout publication et IF, les étudiants pourront se permettre d'aller vers des solutions alternatives, en attendant publier, par exemple, dans un journal PCI est pénalisant pour le CV d'un étudiant.* » (Répondant 146, biologie)

IV.4.2.4. Méconnaissance des modèles alternatifs

Plusieurs scientifiques ont exprimé une méconnaissance des alternatives non commerciales, que ce soit en termes de fonctionnement, mais aussi en termes de reconnaissance. Certains ne savaient pas ce qu'est une revue diamant et n'avaient jamais entendu parler des épi-revues ou des PCI. Les *verbatim* ci-dessous montrent qu'il est nécessaire de sensibiliser les scientifiques sur ces modèles alternatifs pour encourager une appropriation plus large, et faire le lien avec la réforme de l'évaluation de la recherche en cours.

« *Je publie dans des revues non commerciales (EGU par exemple) mais je ne sais pas ce que veut dire "revue diamant".* » (Répondant 80, océanographie physique)

« *Je préfère publier dans les journaux traditionnels dont le processus de peer-review m'inspire confiance.* » (répondant 63, halieutique)

« *Non connaissance du fonctionnement des Epi-revues et des Peer Community in.* » (Répondant 155, microbiologie)

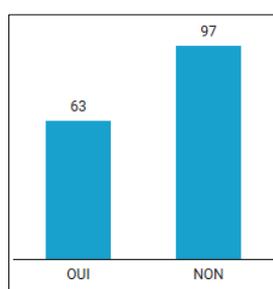
« *Méconnaissance des possibilités+demande par les tutelles de publications dans des journaux de rang A reconnus.* » (Répondant 107, chimie)

« *Parce que je ne les connais pas. Une information / formation sur ce sujet à Ifremer serait la bienvenue.* » (Répondant 68, aquaculture)

« Je pense que je connais mal ces alternatives, pas forcément le temps dans mon agenda pour me renseigner, peur que pour les pairs ce type de publication soient moins reconnues et donc moins lues. » (Répondant 136, environnement)

Malgré ces frilosités, à la question de savoir s'ils seraient prêts à soumettre leur travaux à une épi-revue ou à une PCI, 147 d'entre eux, soit plus de 91 % des répondants au questionnaire, se déclarent prêts à y soumettre leurs travaux, tandis que seulement 13 scientifiques (environ 8 %) ont exprimé un refus. Cette répartition des réponses indique clairement qu'une grande partie de la communauté adhère au projet malgré les doutes exprimés et le manque de connaissance de ces modèles.

Figure 8 : Répartition des répondants prêts à soumettre ou non leurs travaux



IV.5. Contributions à l'évaluation par les pairs

IV.5.1. Volume de sollicitations et d'évaluations effectuées par an

Sur 160, 116 répondants ont déclaré évaluer moins de 5 articles par an. Trente-deux disent en évaluent entre 5 et 10, tandis que seuls 12 scientifiques affirment en évaluer plus de 10. Il leur a été également demandé combien de fois, en moyenne chaque année, ils refusent d'évaluer un article. Sur les 160 répondants, 66 ont déclaré refuser plus de 10 sollicitations. Cinquante-huit ont répondu qu'ils en refusent entre 1 et 5, et 36 entre 6 et 10. Ces données soulignent à quel point les scientifiques sont sur-sollicités. Cependant le décalage entre les sollicitations refusées et le nombre d'évaluations effectuées met en évidence un déséquilibre qui confirme les difficultés des éditeurs à trouver des *reviewers*.

Figure 9 : Nombre d'articles évalués par année

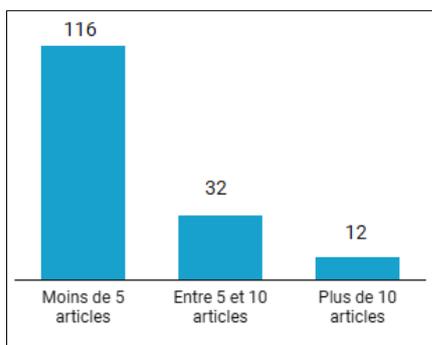
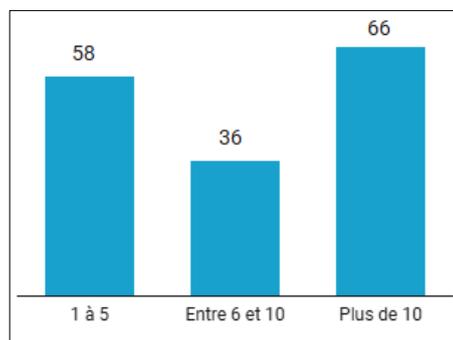


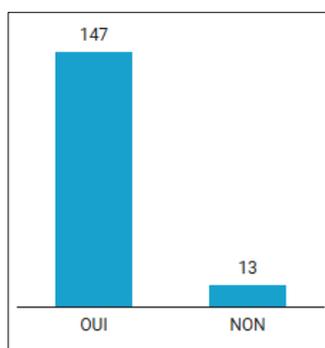
Figure 10 : Nombre de sollicitations d'évaluation refusée par année



IV.5.2. Refus de *reviewer* pour des revues commerciales

Plusieurs scientifiques refusent de *reviewer* des articles de leur champ de compétences quand ces articles sont publiés dans des revues commerciales. L'activité de relecture est bénévole et essentielle à la qualité des publications, mais elle bénéficie souvent à des éditeurs commerciaux qui réalisent d'importants profits sans redistribuer les bénéfices aux institutions, sans oublier que la majorité des scientifiques font cette activité de révision durant leur temps personnel. Refuser de *reviewer* pour ces revues commerciales peut donc être vu comme un acte de « résistance » ou de protestation symbolique, face à un système jugé inéquitable.

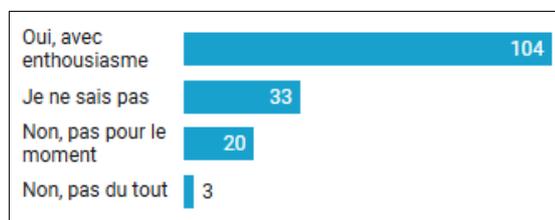
Figure 11 : Répartition des répondants qui ont déjà refusé ou non de reviewer un article parce qu'il s'agissait d'une revue commerciale.



IV.6. Volonté de réorienter l'investissement vers des alternatives non marchandes

Après avoir sondé leur positionnement en tant que *reviewer*, la question 12 visait à savoir si les scientifiques étaient prêts à réduire leur investissement dans les revues des éditeurs commerciaux. Cela en soumettant moins d'articles, en ne participant pas aux comités éditoriaux ou en ne révisant pas d'articles pour ces revues afin de pouvoir consacrer ce temps à une épi-revue ou à une PCI en sciences marines, susceptible de mieux répondre à leurs attentes en matière de publication scientifique. Cent quatre répondants (soit 65 %) ont répondu « *oui, avec enthousiasme* ». En revanche, 33 scientifiques (soit environ 21 % des répondants) ont répondu « *je ne sais pas* ». Seuls 3 scientifiques (1 % des répondants) ont exprimé un refus catégorique, tandis que 20 scientifiques (13 % des répondants) se sont déclarés indécis. Ces derniers appartiennent probablement à des communautés disciplinaires dans lesquelles les pratiques de publication sont encore fortement dominées par les modèles traditionnels. Toutefois, la position des répondants indécis pourrait évoluer grâce à des actions de sensibilisation ciblées, et une fois qu'ils auront observé l'adoption de ces initiatives dans les autres disciplines.

Figure 12 : Répartition des répondants prêts à réduire leur implication dans les revues commerciales



Ces données montrent une proportion encourageante prête à s'impliquer dans ce projet. Les entretiens ont confirmé que certains scientifiques sont réellement prêts à réduire leur implication dans les revues commerciales, voire le font déjà, par conviction.

« J'ai eu l'opportunité plusieurs fois, mais en fait, ça ne m'intéresse pas, parce que, moi, c'est justement le modèle économique des publications scientifiques que je trouve plus que limite. On va dire que c'était beaucoup du commercial. » (Entretien 6, microbiologie)

« J'aime autant passer du temps à reviewer des articles qui sont sur un modèle qui permette l'accès libre aux articles scientifiques. » Entretien 10, microbiologie)

Pour connaître la préférence entre les deux modèles, la question 13 visait à savoir pour quelle initiative les répondants au questionnaire souhaitaient s'impliquer. Seulement 88 répondants ont réaffirmé leur intérêt (question 12) à s'engager, tandis que 72 ont déclaré ne pas souhaiter s'engager dans aucune des deux initiatives. Sur les 88 prêts à s'impliquer dans le projet, 63 ont fait le choix de s'engager pour la création d'une *Peer Community In* et 25 pour une épi-revue. L'écart observé entre les réponses aux deux questions (12 et 13) montre bien que certains scientifiques peuvent adhérer à l'idée, mais ne sont pas prêts à avoir une implication réelle. Autrement dit, si tous les scientifiques critiquent le système éditorial actuel et se montrent favorables à un changement, seulement une partie est prête à passer à l'action. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet écart : un manque de temps pour s'engager dans un projet éditorial, des incertitudes sur la pérennité du modèle, ou encore un besoin de garanties sur leur reconnaissance institutionnelle (évaluation, carrière, financement). Cela souligne l'importance de créer des conditions qui vont favoriser l'engagement.

IV.7. Représentations des modèles épi-revue et PCI

IV.7.1. PCI mieux connu que l'épi-revue

Les entretiens réalisés ont confirmé que le modèle PCI bénéficie d'une meilleure notoriété que les épi-revues. En effet, plusieurs scientifiques ont affirmé qu'ils connaissaient ce modèle avant cette enquête. Si certains ne se souvenaient plus précisément de la manière dont ils en avaient eu connaissance, d'autres en revanche ont affirmé avoir des activités éditoriales au sein d'une PCI existante ou connaître des collègues impliqués. D'autres encore, ont affirmé avoir déjà soumis à une PCI ou connaître des collègues qui avaient soumis à PCI ou simplement en avoir entendu parler lors d'une présentation dans leur laboratoire.

« Je connaissais juste PCI en écologie, le montage par les collègues dans le sud à Montpellier... j'ai eu des collègues qui étaient impliqués. » (Entretien 2, génomique)

« Au sein du labo, on a discuté de faire une PCI Sciences Marines. » (Entretien 4, gestion spatiale des ressources)

« Je connaissais déjà avant d'intégrer Ifremer, parce que dans les autres laboratoires de recherche, on en avait déjà parlé. » (Entretien 9, écologie)

« On avait discuté au sein du groupement de recherche... Et puis, on a eu un article qui est passé par là aussi, mais ce n'était pas moi la première autrice. Mais finalement, c'était intéressant. J'ai trouvé que c'était très bien. » (Entretien 14, halieutique)

« J'ai déjà publié deux articles dans PCI. » (Entretien 15, écologie)

« Dans le cadre de l'unité mixte de recherche... il y a eu déjà deux ou trois présentations là-dessus... j'ai une collègue, qui avait essayé de publier dedans. » (Entretien 16, aquaculture)

« Il y a une communauté très active de gens qui en ont fait la promotion. Donc, ils sont venus dans l'UMR, ils ont fait des présentations plusieurs fois. Donc, ça m'a amenée à aller y jeter un œil... actuellement, avec un collègue d'une autre UMR, on envisage de déposer un preprint à PCI... je ne me souviens plus exactement lequel. » (Entretien 27, génétique et génomique)

« Alors, les épi-revues, je ne connaissais pas du tout... Mais PCI, j'avais déjà pas mal entendu parler. » (Entretien 28, doctorant en microbiologie)

« Je suis très intéressé par la démarche depuis le début. J'ai voulu m'impliquer dedans en tant que recommander à l'origine pour soutenir le projet... Je les ai invités à faire une présentation dans mon labo pour faire connaître la démarche. Depuis, je suis ce qu'ils font. » (Entretien 30, écologie)

« J'ai fait mes études à Montpellier, et donc je connais assez bien les gens qui se sont trouvés lors de la mise en place du PCI. J'ai beaucoup discuté avec eux. » (Entretien 32, biologie)

Aucun scientifique ne connaissait que le modèle épi-revue et très peu connaissaient les deux modèles avant leur participation au questionnaire ou aux entretiens. Les personnes qui avaient déjà entendu parler des deux modèles étaient des scientifiques de l'Ifremer qui ont entendu parler de ce projet lors d'une présentation dans leur laboratoire : *« J'en ai entendu parler quand une de vos collègues est venue nous faire une présentation » (Entretien 6, Microbiologie).*

Cela s'explique par le fait que l'usage du dépôt de *preprint* ou de publier en accès ouvert varient selon les disciplines. Dans certains champs c'est très courant : *« Nous, c'est vraiment notre credo en génomique où tous les scripts, toutes les données sont partagées tout le temps » (Entretien 2, génomique)* alors que dans d'autre c'est très rare *« On n'en a jamais entendu parler. On a une approche très classique des publications scientifiques dans mon laboratoire » (Entretien 8, surveillance et contamination chimique).*

Par ailleurs, bien que la plateforme Episciences soit ouverte à toutes les disciplines, à ce jour, il n'existe pas encore d'épi-revue dans les disciplines des sciences de la mer ou qui s'en rapprochent, c'est la raison pour laquelle les épi-revues sont très méconnues des scientifiques en sciences de la mer et ceux qui ont connaissance de ce modèle ont du mal à l'adopter *« j'avais l'idée de créer une revue Episciences mais, quand j'ai vu les thématiques des épi-revues, qui étaient plutôt mécaniques, physiques, des sciences assez éloignées des sciences biologiques, je me suis dit que non, c'était peut-être pas encore le moment. Donc, les revues Episciences, j'en ai entendu parler, il y a déjà une dizaine d'années. » (Entretien 17, génétique).*

L'absence actuelle d'épi-revue dans le domaine des sciences de la mer ne doit cependant pas être vue comme un obstacle. Il faut un point de départ, un collectif prêt à initier une dynamique. La création en 2024 de la revue diamant *Open Plasma Science* est un exemple. Cette épi-revue a été la première revue diamant dans son champ disciplinaire, et la première épi-revue à se positionner sur la physique des plasmas. Dans le cadre de ce projet la visibilité de *Peer Community In* n'est cependant pas à négliger.

IV.7.2. Compréhension partielle du fonctionnement de ces modèles

Durant les entretiens il a été constaté que les scientifiques ne maîtrisaient pas le fonctionnement du modèle qu'il avait choisi en répondant au questionnaire. Voici quelques exemples de verbatim l'illustrant :

« J'ai une très vague compréhension de ce que ça peut être, j'en ai entendu parler un peu brièvement, mais vous dire exactement comment ça marche, non. » (Entretien 35, écologie)

« Ça serait mieux que je comprenne bien la différence entre les deux » (Entretien 7, santé animale)

« Pour qu'on se comprenne bien, je pense qu'il vaut mieux que vous me rappeliez les différences. » (Entretien 18, environnement)

« J'avoue ma grande ignorance des choses... je suis intéressé par ces deux initiatives. J'ai mis PCI peut-être, je ne me souviens plus... Peut-être que j'avais l'impression que c'était plus dans les mains des scientifiques. » (Entretien 34, modélisation)

Les scientifiques qui n'avaient pas répondu au questionnaire et qui ont rejoint l'étude durant les entretiens ne connaissaient pas ces modèles après avoir compris leur fonctionnement, la plupart d'entre eux ont montré un intérêt pour le projet : *« Ça me rend curieuse. Je pense que c'est bien de voir des initiatives comme ça sortir dans plein de disciplines. » (Entretien 21, océanographie physique)*. Les représentations dépendaient donc du niveau de connaissance de ces modèles et cela avait contribué à conditionner les jugements qu'ils avaient sur leur fonctionnement.

IV.7.3. Avis sur le modèle PCI

V.7.3.1. Points forts perçus

Les avis exprimés à propos du fonctionnement de PCI divergent. Le fait que PCI soit ouvert à l'ensemble des disciplines scientifiques est vu comme un atout car cela permettrait à chaque

communauté de créer sa PCI. La transparence du modèle est très appréciée et le grand nombre de recommandeurs mobilisés dans certains PCI comme *PCI Ecology*, donne l'impression que la charge de travail est moins lourde car elle est répartie entre plusieurs personnes.

« Je pense qu'il y a quasiment plus de 400 personnes dans ce rôle-là...c'est très connu PCI Ecology...donc ça dilue pas mal la charge de travail entre beaucoup de gens. Je suis recommandeur pour PCI Ecology. Et donc, je suis un peu ce qui se fait et j'ai l'impression que ça tourne assez bien. » (Entretien 3, écologie)

« Je trouve que la vraie bonne idée de PCI c'est de séparer le processus de review de la publication...et de remettre tout le processus de review et d'édition dans le domaine public là où il devrait être, c'est la vraie bonne idée. En plus, j'aime bien leur démarche d'avoir une gouvernance assez partagée. Beaucoup d'éditeurs dans un PCI permet d'avoir une diversité de points de vue et de disciplines intéressantes. J'aime bien toute la façon dont ils ont structuré leurs démarches et le fait qu'ils soient très transparents [...] Un peu tout dans leur initiative m'a vraiment plu. Je les ai soutenus comme je pouvais dès le début. Ça fait pas mal de temps que je parle en interne Ifremer de monter une PCI en sciences marines. » (Entretien 30, écologie)

« J'aime bien le fait que les reviews soient publiques. Donc, déjà qu'on puisse publier le preprint, que les reviews soient aussi accessibles publiquement. Et après, j'aime bien le fait qu'ils proposent le choix de publier soit dans leur journal ou dans un journal qui soutient les articles reviewés par PCI. Donc, j'adhère au modèle. » (Entretien 38, géographie)

Ces éléments confirment notre hypothèse selon laquelle le modèle PCI est plus apprécié parce qu'il émane de la communauté scientifique, qu'il se concentre sur le travail de relecture et qu'il requiert un engagement modéré.

IV.7.3.2. Points faibles perçus

Cependant le fait que la publication de l'article dans une revue soit optionnelle n'est pas totalement perçu comme un avantage. Parmi toutes les personnes interrogées aucune n'a mentionné ce point comme un avantage et certains scientifiques perçoivent la double évaluation comme une contrainte. En effet le *preprint* est évalué par les *reviewers* choisis par les recommandeurs, et une fois qu'il est recommandé si le publiant décide de le soumettre à une autre revue que la revue *Peer Community Journal* il devra être évalué une deuxième fois. C'est la raison pour laquelle certains trouvent ce processus « lourd » et que d'autres trouvent « dommage » de devoir soumettre à une autre revue. De plus certains scientifiques estiment que les recommandations aussi devraient être publiées dans la revue *Peer Community Journal*.

« Pour moi, PCI c'était quelque chose de plus compliqué, dans le sens où il va y avoir une double évaluation, probablement. Puisque vous faites une première évaluation pour PCI et une deuxième évaluation par la revue. Et là, on va se retrouver dans un système, en fait, d'aller-retour. Si la revue demande des modifications importantes, il va falloir remodifier aussi, donc refaire valider par la PCI la première version. On ne s'en sort pas, sinon on aura deux articles qui à la fin seront différents. Pour moi, c'est un processus qui est plus lourd. » (Entretien 8, surveillance et contamination chimique)

« Sur le modèle PCI. Par contre, ce que je trouve un peu dommage, c'est le fait que... En fait, moi, en l'occurrence, quand j'ai soumis, l'article a été accepté... je trouve un peu dommage que ce ne soit pas un peu obligatoire d'aller directement vers le journal. Parce que je trouve ça dommage de faire le système PCI pour ensuite le soumettre dans un autre journal. » (Entretien 12, modélisation)

« Il y a une lourdeur dans le PCI qu'il n'y a pas dans une épi-revue, je pense, c'est ce système de recommandations. Ce système de recommandations qui est particulier, qui est caractéristique de PCI, implique un investissement supplémentaire de la part des recommandeurs, qui sont les éditeurs du papier [...] personnellement, j'aimerais bien que les recommandations qui coûtent du temps aux recommandeurs soient publiées dans le PCI Journal comme des articles. » (Entretien 17, génétique)

En outre certains scientifiques qui sont déjà impliqués dans les PCI ont affirmé que le processus était lent. Il s'agit d'une problématique commune à l'ensemble de l'édition scientifique et qui a déjà été évoquée : la difficulté à mobiliser des *reviewers*. Enfin, une autre critique du modèle PCI émise est le manque d'indexation dans les grandes bases de données et l'absence du facteur d'impact qui sont des freins pour la reconnaissance auprès de la communauté internationale.

« Il y a quand même des difficultés à trouver des reviewers, etc. Donc, les recommandations des papiers ne sont pas forcément très rapides et ça ne fonctionne pas encore à 100 % bien, mais ça peut évoluer. Donc, voilà, je trouve l'initiative très, très bonne. » (Entretien 11, santé animale)

« Pour l'instant, je n'ai pas sauté le pas de proposer un article dans ce type de journaux parce que je trouvais, et on en reparlera peut-être, que c'était trop long. Ce n'est pas un problème de facteur d'impact, ce n'est pas ce genre de chose. C'est à partir du moment où on dépose un manuscrit, les exemples que j'ai vus, en tout cas, c'était des exemples où ça a duré plusieurs années et ça, ça ne me convient pas. Moi, j'aimerais que ce soit efficace, que ça sorte relativement rapidement. » (Entretien 27, génétique et génomique)

« À l'époque, quand j'en avais parlé des collègues à l'international, eux, ce qu'ils voyaient comme frein, c'était le fait qu'il n'y avait pas d'impact factor. Même si on dit que c'est un journal peer-review, que tout est transparent, public, il y a un peu ce frein de dire, mais en fait, c'est quoi ce machin ? Ils voyaient ça peut-être un peu comme un machin en plus de français. » (Entretien 31, écologie)

Malgré ces points faibles perçus du modèle PCI, plusieurs scientifiques ont maintenu leur préférence en faveur de ce modèle et pensent que la réussite d'une épi-revue est plus incertaine. Selon eux il faudrait s'appuyer sur une dynamique déjà en place plutôt que de développer un modèle encore peu connu par la communauté des sciences marines.

« Les épi-revues, je connais moins, c'est un format, c'est vrai qui me parle moins. De mon point de vue, je pense que la visibilité, peut-être internationale de PCI, est peut-être un peu plus grande. C'est peut-être naïf, mais j'ai quand même l'impression que PCI est plus visible, mais c'est peut-être une fausse idée. » (Entretien 3, écologie)

« Je trouverais ça bien, en fait, qu'il y en ait un qui soit relié aux sciences marines... Si c'est un système assez similaire, pourquoi pas. Après, je trouve que c'est bien de suivre plutôt les mouvements qui semblent fonctionner. Je me dis que si je connais plus PCI que les épi-revues, c'est que probablement PCI marche mieux et que j'aurais tendance à penser qu'il ne faut pas se disperser et plutôt unir les forces. » (Entretien 11, santé animale)

« L'avantage de PCI, en tout cas dans la communauté en écologie, il y a l'habitude au niveau des collègues français de publier là-dedans. » (Entretien 14, halieutique)

« PCI a déjà une certaine allure. Si on se fait un tout petit journal, je le vois mal pour les jeunes. Ils ne vont pas vouloir mettre leur publi là-dedans. » (Entretien 20, physiologie)

« Comme je vous le disais au début, PCI, je comprends et je connais le modèle. Épi-revue, jusque-là, ce n'était pas très clair pour moi. Et j'ai l'impression, en tout cas dans le Sud, on entend beaucoup parler des PCI, les épi-revues, non. Donc, je me dis, l'objectif, c'est peut-être de surfer sur quelque chose qui est vraiment en train de se développer et pas essayer de porter à bout de bras quelque chose qui est moins dans notre domaine. » (Entretien 27, génétique et génomique)

IV.7.4. Avis sur le modèle épi-revue

Les réponses précédentes montrent que les scientifiques estiment que la création d'une épi-revue c'est partir de zéro car il faut construire sa notoriété dans un domaine où le modèle n'est pas encore implanté. De plus, cela va demander un investissement plus conséquent contrairement à une PCI qui est déjà indexée. L'absence du système de recommandations est perçue comme un avantage par certains scientifiques qui considèrent que ce mécanisme dans les PCI est lourd en cas de double évaluation.

« Créer une revue Episciences, ce serait partir de zéro. Il faudrait du temps pour qu'elle se fasse connaître... Je pense qu'il y aura beaucoup plus de manuscrits soumis à un PCI journal qui est déjà indexée au Web of Science

qu'une revue qui n'est pas encore [...] il y a une lourdeur dans le PCI qu'il n'y a pas dans une épi-revue, je pense, c'est ce système de recommandations. » (Entretien 17, génétique)

Bien que les scientifiques adhèrent aux valeurs du modèle épi-revue, ils ne disposaient pas d'expérience suffisante pour formuler des avis approfondis. Cela explique pourquoi le modèle PCI, plus connu et déjà expérimenté par plusieurs répondants, a fait l'objet de retours plus nuancés. Malgré leurs différences de fonctionnement, les deux modèles reposent sur des valeurs communes et ils visent à remettre le contrôle de l'édition scientifique entre les mains des communautés scientifiques, à garantir la transparence du processus de relecture, et à promouvoir l'accès ouvert aux résultats de recherche. Ainsi des scientifiques qui avaient choisi le modèle épi-revue lorsqu'ils ont répondu au questionnaire ont affirmé qu'ils seraient toujours prêts à s'impliquer dans le projet même si c'était une PCI qui était créée.

IV.8. Engagement motivé par des valeurs plutôt que par le modèle

Plusieurs scientifiques ont affirmé ne pas avoir de préférence entre les deux modèles, ils s'impliqueraient dans la création de l'un ou l'autre.

*« Ce qui est vraiment pour moi le plus important, c'est qu'il n'y ait pas un système, on va dire, commercial et de profit derrière la publication scientifique qui est issue de fonds publics. C'est ça qui me pose le plus de problèmes. Donc après, que ce soit à travers une épi-revue ou alors le format PCI me convient aussi en termes de mentalité. »
(Entretien 9, écologie)*

« Les deux modèles sont tout à fait bien [...] je ne suis pas fermé. » (Entretien 2, génomique)

« Je trouve que les deux modèles sont intéressants. Par rapport à l'édition traditionnelle. » (Entretien 7, santé animale)

« Je n'ai pas vraiment de préférence. » (Entretien 19, écophysiologie)

« Je n'ai pas de préférence parce que je n'ai pas de retour d'expérience sur les deux. Je trouve que les philosophies ne sont pas si différentes que cela. » (Entretien 26, chimie)

« Avec ce que vous m'expliquez, je n'ai pas de préférence. C'est juste intéressant de m'impliquer là-dedans. Les deux me semblent corrects [...] moi, que ce soit l'un ou l'autre, je voudrais bien m'impliquer. » (Entretien 29, écologie)

*« Je suis intéressé par ces deux initiatives ... les valeurs que portent ces initiatives, que ce soit PCI ou les épi-
revues, je ne pense que du bien. Je trouve que c'est vraiment une très bonne initiative. » (Entretien 34,
modélisation)*

*« Sur le modèle exact vers lequel il faudra aller je ne sais pas... reprendre le contrôle là-dessus, oui, ça me semble
très bien, d'une façon ou d'une autre. » (Entretien 35, écologie)*

Les entretiens ont permis aux scientifiques de mieux comprendre le fonctionnement des deux modèles ainsi que l'objectif du projet. Certains ont affirmé ne pas se positionner parce qu'ils n'ont pas de préférence. D'autres ont reconsidéré leur choix initial, tandis que plusieurs ont réaffirmé leur préférence en faveur du modèle PCI. Au-delà de ces représentations, il était indispensable de connaître les motivations qui incitent les scientifiques à vouloir s'impliquer dans la création d'une revue diamant dans leur domaine disciplinaire.

IV.9. Motivations à s'impliquer

IV.9.1. Volonté de promouvoir les alternatives non marchandes et plus « vertueuses »

La motivation qui a été mentionnée dans tous les entretiens est la désapprobation du modèle marchand des éditeurs commerciaux. Tous les scientifiques interrogés, quelle que soit leur discipline, ont dénoncé un système injuste ce qui rejoint les réponses au questionnaire. Les frais de publication constituent un frein à la diffusion de la science, le fait que les institutions publiques financent indirectement des entreprises à but lucratif alors que ces entreprises dégagent un énorme profit et ne reverse rien à la science est perçu comme un véritable dysfonctionnement du système de l'édition scientifique. De plus le travail bénévole des scientifiques et la cession gratuite des droits patrimoniaux aux éditeurs sont considérés comme une exploitation.

« Déjà, pour nous, en Europe, c'est compliqué, mais j'imagine pour tous les collègues de pays moins dotés, ça ne favorise pas leur émancipation scientifique et la science en général. Donc, je pense que c'est un frein. Ces types de journaux sont des freins à partager la science. » (Entretien 2, génomique)

« Les motivations, je pense que c'est les mêmes que tout le monde. Le modèle marchand et puis aussi qu'on sorte en même temps de cette logique où on n'a plus aucun contrôle sur notre production intellectuelle, où on cède les droits, ce n'est pas normal. » (Entretien 14, halientique)

« Les revues commerciales ont un rôle qui est assez nuisible dans la mesure où on paye pour publier et en plus, on est privé de nos droits après ça. Donc, il y a un rôle prédateur qui me dérange... Je préfère m'orienter sur des reviews d'Aquatic Living Resources ou d'une PCI que d'une revue chez Springer... à titre individuel, en tant que citoyen et scientifique, oui, je suis gêné aujourd'hui par le monde de la publication scientifique, régi par les règles du commerce. Je suis gêné par ça. Si je peux améliorer les choses pour les 50 prochaines années, je suis OK d'emboîter le pas avec ceux qui souhaiteront le faire. D'autant plus si c'est soutenu par mon entreprise Ifremer. »
(Entretien 16, aquaculture)

« Même si en ce moment je travaille pour une maison d'édition, je peux être quand même impliqué dans un autre journal. Et je pense que PCI, c'est une très bonne initiative, je serai ravi de participer. Je pense que c'est le futur, s'il y a de l'argent qui dérive de la publication, ça doit être à notre communauté, pas à des actionnaires des maisons éditrices. » (Entretien 20, physiologie)

« Je fais la recherche, j'écris mes articles, je reviewe les articles de mes collègues, voire je suis éditeur. Et eux, ils vont demander à mon institut une somme d'argent monstrueuse qui, du coup, est détournée de la recherche. Soit pour que je puisse publier, soit pour que je puisse lire la revue. Je ne vois pas pourquoi je déciderais de continuer à faire fonctionner ce système-là... je suis assez vieille pour avoir connu un temps où il y avait des bibliothèques et où on imprimait les journaux. Et à cette époque-là, il y avait une vraie plus-value à avoir des éditeurs. Il fallait mettre en page, c'était un travail, c'était un métier en soi. Il fallait distribuer. Et nous, on allait à la bibliothèque, il fallait tout copier. Quand on a vu arriver, l'Internet et les PDF, on s'est dit que les prix vont baisser. Mais pas du tout, ils ont explosé. Et c'est à ce moment-là qu'on s'est sentis vraiment abusés. » (Entretien 32, biologie)

« Ça m'intéresse de sortir de l'impasse de cette science qui a toujours moins de financement pour faire la science et plus de gens qui s'enrichissent sur nos épaules, sur le travail qu'on fait. Donc, je trouve ça pas vraiment juste. »
(Entretien 37, géologie)

Les éditeurs commerciaux comme Elsevier, Springer, Wiley etc... commercialisent la science. Les revues diamant sont généralement portées par des acteurs académiques ou publics qui ne sont pas motivés par un intérêt commercial et visent simplement à partager les savoirs scientifiques à leurs communautés et au-delà. Les presses universitaires et les sociétés savantes ont des modèles économiques similaires à ceux des éditeurs commerciaux mais leur objectif n'est pas le même. Ces structures réinvestissent les revenus dans l'édition, dans la valorisation de la recherche ou pour la vie de leur communauté et ne poursuivent pas un objectif de profit financier. C'est pourquoi de nombreux scientifiques ne veulent plus soutenir les revues des éditeurs marchands et orientent progressivement leurs stratégies de publication vers des revues éditées par des structures non lucratives. Ils considèrent que ces revues sont plus « vertueuses ». Dans certaines unités de recherche ou dans certains laboratoires les scientifiques orientent particulièrement leurs stratégies de publication vers les revues diamant.

« Il y a toute une discussion autour justement de nos pratiques de publication au sein de l'UMR, et de s'orienter justement vers des revues comme PCI...d'un point de vue éthique de la recherche, c'est-à-dire que c'est vertueux.»

(Entretien 9, écologie)

« C'est vraiment le fait d'être plutôt dans un cadre vertueux, de ne pas faire économiquement enrichir des éditeurs, alors que c'est nous qui faisons le travail. » (Entretien 10, microbiologie)

« On avait discuté au sein du groupement de recherche [...] c'est un groupement de recherche [...] dans lequel il y a plusieurs personnes de l'Ifremer, des gens des universités [...] on a parlé du fait que la stratégie des scientifiques qui sont impliqués dans ce GDR devrait être de passer par PCI. » (Entretien 14, halieutique)

« Peut-être qu'aujourd'hui, je suis un peu plus sensibilisé sur ces questions [...] je trouve que ça répond à la grande majorité des problèmes qu'on peut rencontrer avec des éditeurs traditionnels... je pense que ma préférence irait largement à la revue diamant. Après, je pense que pour les éditeurs commerciaux, il y a quand même plusieurs types, parce que quand la maison de publication, c'est une presse universitaire, par exemple, ou c'est une société savante, même si le modèle économique est similaire, il n'y a pas les mêmes enjeux que, par exemple, Elsevier, Springer, vraiment les mastodontes de l'industrie où là, c'est une espèce d'énorme machine à profit. Et éthiquement, forcément, que ce soit pour MDPI, Elsevier, Springer ou autre, où c'est cet espèce de modèle dédié à faire des marges très importantes sur la publication de la science, je ne m'y retrouve pas vraiment. Donc non, j'évitais de travailler pour eux. » (Entretien 28, doctorant en microbiologie)

Ainsi soutenir ce projet de création d'une revue diamant c'est une manière de promouvoir des pratiques éditoriales éthiques, transparentes et rigoureuses. Par ailleurs, de plus en plus de scientifiques prennent conscience des risques liés aux revues prédatrices et se montrent vigilants :

« Il y a un certain nombre de revues ou même d'éditeurs que je blackliste, c'est-à-dire qu'on ne me fera pas publier chez MDPI. Même chez Frontiers, je n'ai jamais publié et tant que je peux ne pas publier, je ne publie pas là-bas non plus. » (Entretien 9, écologie)

« En fait, à chaque fois que je publie dans un nouveau journal, je vérifie qu'il ne soit pas prédateur. » Entretien

19

« L'urgence de la situation c'est de sortir du système d'APC et des revues prédatrices. » (Entretien 21, océanographie physique)

« MDPI ou Frontiers par exemple, je suis vraiment très opposé à leur pratique. Enfin, à titre personnel, moi, je ne me vois pas soumettre dans des journaux de ce type-là. » (Entretien 28, doctorant en microbiologie)

Certains scientifiques ont affirmé être motivés par la transparence offerte par les PCI et les épi-revues. Ils ont souligné l'importance de la visibilité des coûts de fonctionnement, la clarté du processus d'évaluation par les pairs, ainsi que la transparence concernant la composition des comités éditoriaux. La mise en ligne des rapports d'évaluation et des recommandations est également très appréciée, de même que le fait de connaître les noms des *recommenders* ou des *reviewers*. Ils considèrent que cette transparence favorise la bienveillance et l'honnêteté.

« Le fait qu'ils soient transparents et que les versions précédentes soient visibles. Des fois, on n'est pas forcément d'accord avec ce qu'ils disent, les reviewers. On est obligé de mettre ce qu'ils veulent, si on veut publier, alors que c'est bien aussi voir la discussion qui est dans la réponse aux reviewers. Parce que je pense que ça peut être intéressant aussi pour les autres qui ne sont pas au courant, qui voient juste le résultat final. On perd de l'information, je trouve. Puis aussi, le fait qu'ils soient transparents, je pense que ça va amener beaucoup plus de bienveillance et un peu d'honnêteté scientifique. » (Entretien 19, écophysiologie)

« Dès le début, ils ont affiché leur manière de fonctionner, qui était dans le board, qui étaient les éditeurs. Ils ont affiché les coûts de maintenir une PCI. Ils ont tout décortiqué de A à Z. C'est indispensable. Aujourd'hui, on parle de sciences reproductibles, de traçabilité et de confiance. La confiance commence par la transparence. » (Entretien 30, écologie)

« Il y a une valeur de transparence qui, je pense est bonne pour une forme de bienveillance dans les reviews. Parce qu'en tant qu'éditeur comme en tant qu'auteur, j'ai beaucoup souffert [...] un certain nombre de scientifiques se permettent, sous couvert d'anonymat, ce qui, je trouve, n'a pas sa place en science. Parfois, il y a vraiment des reviews qui sont brutales, qui sont blessantes, qui sont méprisantes, où la forme n'est pas là. Et je trouve que cette transparence dans PCI, elle remet le chercheur exactement là où il doit être, c'est-à-dire dans son collectif. Il n'est pas là pour juger, il est là pour faire avancer une réflexion et le fait que son nom soit là, dans la plupart des cas, va vraiment le pousser à être constructif et à toujours être sincère. » (Entretien 32, biologie)

IV.9.2. Possibilité de publier en accès libre diamant

De nombreux scientifiques ont affirmés être motivés par la possibilité d'avoir dans leur discipline une revue en accès ouvert qui excluent tout paiement, que ce soit pour les auteurs ou pour les lecteurs. Ils sont avant tout motivés par l'*open access* diamant.

« C'est clair que si on peut éviter Elsevier, je suis prêt. Moi, ce qui m'intéresse, c'est vraiment pour la partie un peu... quelque chose d'ouvert et gratuit, où on ne paye pas » (Entretien 5, modélisation)

- « Je sais qu'aujourd'hui, c'est quelque chose auquel je vais être hyper vigilante, de ne pas m'orienter vers de l'hybride, mais de m'orienter idéalement vers du diamant » (Entretien 9, écologie)
- « Mes motivations, franchement, c'est de me dire que je pourrais personnellement trouver une revue supplémentaire diamant sur Terre pour publier mon travail et pour accueillir le travail de collègues. L'initiative de l'Ifremer pour moi, elle est excellente parce qu'il n'y a pas tant de choix que ça » (Entretien 17, génétique)
- « J'aimerais qu'on ait un système qui soit plus en phase avec la recherche, que ça ne soit pas un aspect commercial, mais que ça soit ouvert et diffusable à tous » (Entretien 18, environnement)
- « Pour moi qui fais... il n'y a pas beaucoup d'options dans les versions existantes et j'avais pensé à en faire un... Mais marine sciences, quand j'ai reçu votre mail, ça me semblait quand même une bonne idée [...]. Pour moi, c'est important de tenter de contribuer à la communauté et de chercher des modèles de publications qui sont plus type diamant. » (Entretien 20, physiologie)
- « La science n'appartient à personne, en fait, il faut essayer de la divulguer le plus possible [...] donc, je pense que d'avoir un modèle gratuit et ouvert, c'est quelque chose vers lequel les scientifiques ont envie d'aller maintenant. » (Entretien 24, chimie)
- « Tous les papiers que j'écris personnellement, je veux les publier dans des journaux en open access diamant... c'est vraiment quelque chose que je veux faire. » (Entretien 30, écologie)

IV.9.3. Volonté d'acquérir une expérience éditoriale ou de rester actif après la retraite

Des motivations plus personnelles sont également à relever. Certains scientifiques, bien que très intéressés par une activité éditoriale, n'avaient jusqu'alors pas été sollicités. D'autres, bien que sollicités avaient dû refuser par manque de temps ou parce que la politique éditoriale ne leur convenait pas. Ainsi, ce qui motive certains aujourd'hui, c'est simplement la possibilité de s'engager dans une revue, soit parce qu'ils n'en avaient jamais eu l'occasion, soit parce qu'ils attendaient une initiative alignée avec leurs valeurs.

- « C'est à la fois par manque de temps et par manque d'opportunité. Je trouve ça intéressant, mais je n'avais pas le temps avant et on ne m'a pas proposé. » (Entretien 7, santé animale)
- « Je n'ai jamais eu l'opportunité, on ne me l'a jamais vraiment proposée. Je pense qu'à terme, ce n'est pas mal quand on avance dans sa carrière de participer à l'édition dans un journal. » (Entretien 11, santé animale)

« Pouvoir participer au développement d'une revue d'un point de vue scientifique, ça m'intéresse » (Entretien 12, modélisation)

« C'est parce que ça prend énormément de temps. Ces dernières années, j'ai eu beaucoup, beaucoup de demandes. Je ne me sentais pas assez disponible pour pouvoir vraiment faire comme il faut. » (Entretien 19, écophysiologie)

« Ce n'était pas le bon timing pour moi, parce que c'est un des trucs où je me dis que si je le fais, je vais le faire comme il faut...ça m'intéresserait de le faire. » (Entretien 21, océanographie physique)

« J'ai essayé de travailler comme éditeur associé pour [...] mais je n'ai pas du tout aimé la politique éditoriale » (Entretien 32, biologie)

« J'avais reçu des demandes d'être éditeur invité pour des special issues...mais j'ai refusé vu que je sais ce que ça signifie d'être éditeur d'une special issue chez eux. Ça ne m'intéressait pas de travailler pour eux. » (Entretien 39, biogéochimie)

Quelques scientifiques en fin de carrière ont également indiqué être motivés entre autres par la possibilité de poursuivre une activité scientifique durant leur retraite. Ils considèrent ce projet comme une occasion de rester actifs et de continuer à contribuer à la communauté scientifique.

« Par rapport à avant, c'est clair que je suis complètement libre de mon temps. Je n'ai plus de contraintes du tout. » (Entretien 5, modélisation)

« Normalement, je devrais être en retraite dans trois ans et je n'ai pas fini, je me vois mal m'arrêter. Et donc, faire partie du board d'une revue, ça me permet de conserver une activité. » (Entretien 17, génétique)

« Sur la fin de ma carrière, j'envisage de passer plus de temps dans l'édition scientifique ou dans la médiation scientifique. » (Entretien 27, génétique et génomique)

IV.9.4. Dimension militante du projet

Le modèle marchand constitue une motivation partagée par l'ensemble des scientifiques, ce n'est pas la seule raison qui les pousse à s'impliquer. Certains sont principalement attirés par l'open access diamant, d'autres privilégient l'aspect vertueux et transparent de ces modèles. Des motivations plus personnelles, telles que le souhait de rester actif après la retraite ou d'acquérir de l'expérience éditoriale, ont également été mentionnées. Par ailleurs, un certain nombre de scientifiques se distinguent par une motivation particulièrement militante : ils considèrent nécessaire de réinventer le système de l'édition scientifique en le libérant progressivement de la

domination des éditeurs commerciaux, afin de le remettre entre les mains de la communauté académique.

« Moi, je pense qu'en fait, il faut que les scientifiques se réapproprient tout le système de publication. Le monde de l'édition scientifique aujourd'hui, c'est un système organisé qui a un seul objectif, c'est de drainer de l'argent en provenance des institutions publiques... gérer soi-même l'édition, c'est bien moins cher que de payer des abonnements. Je ne sais pas pour l'Ifremer, mais pour l'UBO, c'est plus d'un million d'euros par an en abonnement. » (Entretien 15, écologie)

« Je suis vraiment très favorable à ce genre de trucs. Je pense qu'aujourd'hui, le capitalisme est en train de tuer la science à petit feu et que les éditeurs, de par leur soif, leur appétit financier, y contribuent fortement. La question de la déontologie dans la publication me concerne au plus haut point. » (Entretien 25, écologie)

« Le fait de reprendre le contrôle un petit peu sur l'édition scientifique en général, ça me semble assez urgent. » (Entretien 35, écologie)

« Le système de publication, en recherche, pour moi, il est assez absurde, en fait. Je ne comprends pas pourquoi on a laissé autant de place à des maisons d'édition privées et en plus, tout le travail qu'on fournit nous, on le fait gratuitement et globalement, eux ne font pas grand-chose... j'imagine que ça a un coût quand même, mais je pense que si c'était fait par des structures publiques, ça coûterait beaucoup moins cher. » (Entretien 38, géographie)

Soutenir ces modèles alternatifs passe autant par l'implication dans les comités éditoriaux que par la soumission d'articles. C'est pourquoi les jeunes scientifiques qui sont aussi conscients des dysfonctionnements du système actuel partagent cette volonté de remettre l'édition scientifique entre les mains des scientifiques et des institutions publiques et se disent prêt à soumettre leurs articles à des PCI ou des épi-revues. Ils sont conscients que cela contribuera à leur visibilité et favorisera leur adoption par d'autres communautés scientifiques.

« J'entends l'argument des scientifiques plus expérimentés. J'ai dans mon entourage des collègues que j'apprécie beaucoup qui tiennent ce discours-là, qui disent : écoutez, vous, vous faites votre truc, et c'est à nous de changer les pratiques, maintenant qu'on a un poste assez sécurisé. Moi, je ne suis pas forcément d'accord. Je pense que le changement, il peut venir de tout le monde. Et je nuancerais peut-être quand même cette idée de risque parce que j'ai l'impression que PCI et le modèle des revues diamant, en général a pas mal d'attractivité. Et donc, je pense que les années passant, ça va être de moins en moins un risque. Et peut-être même, que ça va être de plus en plus valorisé. Donc, voilà, au-delà de dire que je suis prêt à prendre ce risque, en fait, je ne suis pas certain que ce soit un si grand risque que ça. » (Entretien 28, doctorant en microbiologie)

IV.9.5. Niveau d'engagement et rôles envisagés

Concernant le rôle que les scientifiques interrogés souhaiteraient avoir dans la future épi-revue ou PCI, certains ont confirmé leur intérêt pour un rôle précis qu'ils avaient également choisi en répondant au questionnaire. D'autres en revanche ont affirmé qu'ils étaient flexibles et pourraient occuper une autre fonction selon les besoins. Parmi les 39 scientifiques interrogés, 4 n'ont pas confirmé leur engagement. Les deux doctorants ont affirmé qu'ils pourront soumettre leurs futurs articles. Pour le reste, trois niveaux d'engagement se dessinent. 6 scientifiques souhaitent apporter leur soutien en participant aux activités de relecture ou en soumettant leurs articles, 24 se sont montrés très enthousiastes et prêts à s'impliquer dans le projet pour intégrer le comité éditorial ou pour devenir *recommender*. Enfin, 3 scientifiques se projettent dans le rôle de coéditeur en chef ou de co-responsable.

« Je me sens un peu débordé en ce moment [...] Par contre, je souhaite effectivement que les prochaines publications puissent être soumises à une PCI, par exemple. » (Entretien 34, modélisation)

« Le facteur limitant pour moi, c'est le temps. En fait, je suis disponible pour être reviewer pour un truc comme ça, parce que de toute façon, je suis déjà reviewer » (Entretien 15, écologie)

« Je suis assez flexible... je ne me souviens même plus de ce que j'avais dit dans le questionnaire » Entretien 12

« Ça ne me dérangerait pas du tout d'être membre du board si mon expérience en tant qu'éditeur peut être utile... mais sinon, juste être reviewer. » (Entretien 20, physiologie)

IV.10. Réserves exprimées

IV.10.1. Charge de travail

La principale réserve exprimée par les scientifiques à propos de leur engagement dans ce type de projet est la charge de travail. Bien qu'ils soient intéressés, ils se soucient surtout de préserver un équilibre dans leurs emplois du temps déjà saturés. Toutefois, plusieurs scientifiques ont indiqué que consacrer une demi-journée par mois leur semblait tout à fait envisageable.

« Ça fait beaucoup parce que je me suis déjà engagé dans la responsabilité du [...] et c'est beaucoup de volume horaire par mois... Une demi-journée, ça va. » (Entretien 2, génomique)

« J'ai peur que ça prenne trop de temps de faire partie du board [...] une journée, ça commence à faire beaucoup... après, passer une demi-journée complète, ça me paraît plus raisonnable qu'une journée... je trouve que c'est une belle initiative, si j'avais plus de temps, je m'investirais plus. » (Entretien 10, microbiologie)

« Une demi-journée par mois, oui. Après, il faut que j'en parle quand même avec mon responsable de laboratoire. Je pense que si c'est juste une demi-journée, ça, il n'y aura pas de problème. » (Entretien 12, modélisation)

IV.10.2. Sentiment de légitimité

Un autre frein important à l'engagement est le sentiment de ne pas être légitime. Plusieurs scientifiques, notamment en début de carrière ou qui ont une faible activité de publication, ont exprimé des doutes quant à leur légitimité à porter une telle initiative. Le fait d'être dans une « petite » discipline ou de ne pas maîtriser les enjeux de la science ouverte sont également des freins à l'engagement.

« Je pense qu'il y en a qui ont plus publié que moi et certains qui ont déjà été impliqués dans des comités... je m'attends à ce qu'il y ait un certain nombre d'anciens qui se mettent en avant. » (Entretien 7, santé animale)

« Si on veut que ce système-là fonctionne, il faut avoir un board qui ait une légitimité importante. Je n'ai pas forcément un h-index suffisant pour que mon simple nom puisse donner une légitimité importante à ce board-là. Je pense qu'il faut qu'il y ait des noms avec un h-index plus important. » (Entretien 8, surveillance et contamination chimique)

« Moi, je travaille sur une petite thématique [...] Et donc, voilà, c'est pour ça que... je ne me sens pas forcément légitime à avoir un rôle très important... je pense que, par exemple, pour un rôle plus important d'éditeur, à mon avis, il faut quelqu'un qui ait un cercle... De l'expérience, qui connaît bien la communauté. » (Entretien 12, modélisation)

« J'avoue que c'est pas à chaque publication où je me dis où est-ce que je vais publier. Je sais qu'il y a des gens autour de moi qui se posent plus ces questions-là que moi. Ils sont peut-être aussi plus avancés dans leurs réflexions sur vers quoi aller. Donc je pense que oui, ce serait quelque chose qui pourrait potentiellement trouver plus d'écho chez d'autres gens que chez moi. » (Entretien 21, océanographie physique)

« Je suis vraiment le chercheur qui publie de temps en temps, mais qui a une vision très, très éloignée des processus qu'il y a derrière et des enjeux qu'il y a derrière. Même si je suis persuadé que c'est très important. » (Entretien 34, modélisation)

Ces scientifiques qui ne se sentent pas légitimes ont tout de même accepté de s'impliquer. La plupart pour faire partie du *board* et participer à une dynamique collective. Il est certes important de mobiliser des scientifiques de renom mais il faut surtout des scientifiques convaincus par ces modèles et motivés à faire fonctionner cette épi-revue ou PCI. Dans un premier temps, chaque

scientifique, quelle que soit sa discipline, doit être prêt à diffuser l'information au sein de son réseau. Progressivement, grâce à ce maillage, les scientifiques les plus influents seront informés et pourront s'impliquer. Plusieurs scientifiques se disent prêts à faire connaître le projet à travers des échanges informels avec des collègues ou lors d'événements scientifiques. Plusieurs ont accepté de solliciter, parmi leurs contacts à l'international, des collègues susceptibles d'être intéressés par le projet.

« Ce truc de communiquer, je le fais déjà autour de moi dès que j'ai l'occasion de parler de PCI. Demander à des collègues, les solliciter pour qu'ils deviennent recommandeurs, je pourrais le faire sans problème. » (Entretien 30, écologie)

« J'ai eu des collaborations avec des scientifiques à l'étranger...j'ai des connexions avec des personnes qui travaillent au Brésil, en Afrique du Sud, en Angleterre [...] c'est des gens qui seraient intéressés par ce type d'approche. » (Entretien 38, géographie)

IV.10.3. Préoccupations liées à la coexistence avec la revue *Aquatic Living Resources*

Des scientifiques qui ont confirmé leur engagement se posent des questions sur cette revue diamant *Aquatic Living Resources*. Ils souhaitent que l'Ifremer communique de manière transparente sur ses intentions vis-à-vis de cette revue : souhaite-t-il maintenir les deux revues ? Ou bien considère-t-il que l'épi-revue ou la PCI pourrait à terme remplacer ALR ? Clarifier ces points permettra non seulement de lever les doutes de certains scientifiques de l'Ifremer hésitants, mais aussi de construire une stratégie cohérente par rapport à la couverture disciplinaire. ALR pourrait rester centrée sur les ressources halieutiques et la biologie marine, tandis que l'épi-revue ou la PCI pourrait se concentrer sur les autres thématiques des sciences de la mer (chimie, océanographie, géosciences etc) et inclure les sciences sociales. Si c'est la PCI qui est choisie elle pourrait être ouverte à toutes les disciplines y compris les thématiques couvertes par ALR, puisque les articles évalués par PCI peuvent être soumis à ALR qui fait partie de la liste des revues « *PCI friendly* ».

*« Ça m'amène quand même à me poser la question entre défendre *Aquatic Living Resources* et créer une PCI. Je vous avouerai que je n'ai pas de préférence. Vu que je ne suis pas spécialiste de tout ça, je suivrai. » (Entretien 16, aquaculture)*

« Il y a quand même une chose nouvelle qui m'est apparue. C'est que l'Ifremer a déjà une revue des sciences de la mer en accès diamant qui est Aquatic Living Ressources. Et comment cette nouvelle revue se démarquerait-elle de cette revue Aquatic Living Ressources. ? » (Entretien 17, génétique)

« D'ailleurs, ça me fait penser, nous, enfin, IRD Ifremer, on a ALR qui est en diamant déjà, et donc, ça ne risquerait pas de faire un peu de concurrence ? » (Entretien 27, génétique et génomique)

Les interrogations autour de la revue *Aquatic Living Resources* ne constituent pas un obstacle à l'engagement. Un seul scientifique a exprimé le besoin que l'Ifremer communique sur le devenir de cette revue avant de se prononcer définitivement sur sa participation. Les autres ont cependant exprimés des réserves qui seront exploré dans la partie suivante afin de connaître les conditions à réunir pour renforcer leur engagement.

IV.10.4. Périmètre scientifique et visibilité à l'international

Les sciences de la mer rassemblent de nombreuses disciplines, dans lesquelles les scientifiques n'ont pas tous les mêmes habitudes de publication. Cela soulève donc des questions sur la pertinence et la faisabilité de réunir ces différentes communautés autour d'une épi-revue ou d'une PCI multidisciplinaire. Les scientifiques s'interrogent sur la reconnaissance à l'international :

« Ça reste relativement petit, mal connu en dehors de la France. » (Entretien 4, gestion spatiale des ressources)

« Je ne suis pas sûr que la communauté internationale soit prête à reconnaître ça. » (Entretien 8, surveillance et contamination chimique)

Pour que cette initiative soit visible à l'échelle internationale, il faudrait mobiliser les scientifiques d'autres pays, et pas seulement pour les impliquer dans la création, mais aussi pour obtenir leurs soumissions d'articles. Par ailleurs, l'épi-revue ou la PCI ne devrait pas se limiter aux sciences expérimentales, mais inclure également les sciences sociales. Par exemple, la revue *Frontiers in Marine Science* qui est aussi une revue multidisciplinaire traite principalement de l'océanographie, de la biologie marine et de l'écologie, sans intégrer des domaines comme la géographie, l'histoire, le droit maritime, l'économie maritime, etc. Ces disciplines manquent elles aussi de revues diamant, l'épi-revue ou la PCI Marine Sciences devraient donc les inclure. Toutefois, il faudrait s'assurer qu'elles bénéficient toutes de la même visibilité.

« Moi, je vous dis que c'est clair que s'il n'y a pas de SHS, moi, je ne suis pas dans le coup... il me semble clair qu'il faut du droit, de l'économie, de la sociologie et de l'histoire... il faut que ce soit construit sur une démarche explicite et volontariste sur la pluridisciplinarité qui va jusqu'aux SHS. » (Entretien 5, modélisation)

« Mon domaine, c'est vraiment une petite partie là-dedans, parce que Marine Sciences c'est quelque chose de très, très large. » Entretien 12

« Il y a l'histoire de la discipline qui est importante dans le sens où on a besoin, je pense, de se retrouver autour d'une communauté à un moment. Donc, ça voudrait dire qu'il y ait une visibilité en termes de discipline... je pense que ça serait bien qu'il y ait quand même cette distinction qui reste. » Entretien 38

La visibilité des différentes thématiques dépendra de l'intérêt que les communautés concernées accorderont à cette revue. Les avis et les préoccupations diffèrent selon les disciplines :

« Les sciences marines, c'est très, très vaste [...] je pense que les gens publient plus facilement sur des revues vraiment spécialisées. C'est pour ça que ça peut être un frein dans certains domaines. Parce qu'on se dit que si on publie dans un journal qui est très large, ça ne va pas forcément être lu par les gens spécialistes de la thématique. Donc, ça peut être un peu inaperçu. » (Entretien 19, écophysiologie)

« Je ne suis pas sûre de beaucoup lire ou beaucoup citer des papiers dans des revues interdisciplinaires. Et je sais qu'il en existe mais j'avoue que ce n'est pas trop ma manière de faire et notre manière de faire. C'est toujours dur d'être celui qui bouge en premier... Moi, dans ma discipline, je pense qu'il y a un peu une habitude. Il y a des vieilles revues dans lesquelles on publie depuis 50 ans. Ça fait beaucoup de transitions à faire. Parce qu'il faut faire une transition vers un modèle comme ça de publication, plus une espèce de transition vers l'interdisciplinaire. »
(Entretien 21, océanographie physique)

« Je pense que ça peut être un frein pour pas mal de personnes de se dire : Ah non, il n'y a pas de PCI qui colle, et donc je vais envoyer ailleurs mon article. Je pense que Marine Sciences, en couvrant plusieurs thèmes des sciences marines, ça pourrait être quelque chose qui serait plus facile à aborder. En tout cas, s'il y avait une PCI Marine Sciences, j'irais vers ça. » (Entretien 39, Biogéochimie)

« c'est une question qui a été soulevée dans mon UMR parce que j'en ai un peu parlé du coup à mes collègues et en fait, il y a la question de savoir est-ce que le fait de créer une PCI Marine Sciences risque pas de diviser, par exemple, dans les Marine Sciences, il va y avoir l'écologie marine, eh bien, du coup, est-ce qu'on ne va pas diviser l'effort avec PCI Ecology qui existe déjà ou de doubler l'effort entre guillemets, c'est une question qu'on avait, on s'est posé la question est-ce qu'il ne faut pas mettre de l'énergie dans PCI Ecology quand on fait de l'écologie marine par exemple, parce que l'écologie enveloppe plein de trucs plutôt que d'aller créer une PCI Marine Sciences. » (Entretien 9, écologie)

Il est important de rappeler que PCI Marine Sciences ne viserait pas à concurrencer les PCI existantes, mais à offrir une nouvelle opportunité aux scientifiques en sciences de la mer qui n'ont actuellement pas de PCI correspondant à leur domaine ainsi qu'à ceux qui, bien que relevant d'une discipline déjà couverte (comme l'écologie ou la biologie), mènent des travaux spécifiquement centrés sur les

milieux marins. Avec PCI, les auteurs peuvent d'abord faire évaluer leur article, puis le soumettre ensuite à une revue spécialisée s'ils le souhaitent. En revanche, ce n'est pas possible avec le modèle épi-revue. Par ailleurs, pour les disciplines comme les géosciences marines, les freins ne concernent pas le modèle épi-revue ou PCI, mais l'accès ouvert. La culture du partage des données par exemple est plus limitée.

« En étant géologue et géologue marin en particulier, on se trouve dans une discipline qui a une approche un peu différente d'autres disciplines. Mon exemple opposé, c'est l'océanographie physique. L'océanographie physique, ils font leur mission, ils mesurent des paramètres, pratiquement dès la fin d'une mission océanographique, ils sont capables de publier en entier un dataset accessible à tout le monde. Chez nous, la mentalité a été toujours très différente. C'était de garder les données, utiliser les données pour écrire des projets. Les données ont de la valeur. Souvent, il y a des données qui sont en copropriété. Si on fait des collaborations avec des industriels on n'a pas la maîtrise complète sur les jeux de données [...] dans la discipline on a beaucoup plus de résistance envers l'open access » (Entretien 37, géologie)

IV.10.5. Refus et report de l'engagement par certains scientifiques

Entre le questionnaire et les entretiens, 4 scientifiques n'ont pas confirmé leur engagement, deux ont clairement refusé de s'impliquer, tandis que 2 autres ont exprimé le souhait d'être recontactées ultérieurement, une fois que le format de la revue sera défini et que le comité éditorial sera constitué. Les 2 refus catégoriques s'expliquent d'une part, par un manque de disponibilité : « depuis quelques temps je refuse systématiquement de faire des revues parce que franchement je n'ai pas le temps » (Entretien 23) et d'autre part, par un manque d'intérêt pour le projet. Pour ce dernier, le problème urgent à résoudre dans l'édition scientifique c'est la prolifération des revues et l'inflation du nombre d'articles publiés, finalement s'impliquer dans une telle création reviendrait à contribuer à aggraver la situation.

« Vous avez vu l'explosion des articles ? Personne ne peut plus suivre. Donc, il faut effectivement trouver une méthodologie pour que les résultats les plus saillants, puissent tout de même émerger de ce bouillonnement. Le nombre de revues, le nombre d'articles publiés chaque semaine, le nombre de scientifiques, c'est exponentiel. Le nombre de scientifiques aujourd'hui, on le sait, il a largement dépassé le nombre de scientifiques depuis la nuit des temps... on appelle recherche aujourd'hui quelque chose qui n'est pas vraiment de la recherche [...] contrôlez ça, je pense que ça sera trop dur. Vu qu'il y en existe déjà tellement des revues, ce n'est pas la peine d'en créer des nouvelles... si vous êtes vraiment intéressé par une publication sur laquelle vous n'êtes ni abonné et que vous avez

la flemme d'aller chercher sur le site pirate, moi, ce que je fais, c'est que j'écris à l'auteur et je lui dis, je suis hyper intéressé par votre travail, je serais très intéressé de lire votre travail, mais je n'ai pas accès à votre publication [...] Je n'arrive absolument pas à comprendre cette histoire, c'est ouvert, c'est pas ouvert. Tout est ouvert. Depuis tous les temps. Ça a toujours été ouvert...si on pouvait dire aux scientifiques d'arrêter de publier des merdes, ça serait beaucoup mieux. » (Entretien 13, océanographie physique)

L'augmentation exponentielle du nombre d'articles suscite de fortes préoccupations. Des mouvements comme la *slow science* appelle à ralentir le rythme de publication pour privilégier la qualité et des initiatives comme la CoARA visent à réformer les modalités d'évaluation des scientifiques. Dans cette perspective, le projet de revue diamant vise aussi à encourager des pratiques éditoriales plus éthiques, qui ne soient pas guidés par la pression de publier. Bien qu'il faille ajouter une revue de plus, alors qu'il en existe déjà beaucoup, ce projet vise néanmoins à combler un besoin en offrant à la communauté des sciences de la mer une revue en accès ouvert, économiquement soutenable et indépendante des logiques commerciales des éditeurs marchands. Les deux autres scientifiques qui ont souhaité confirmer leur engagement plus tard se sont interrogés sur la coexistence de cette épi-revue ou cette PCI avec la revue diamant *Aquatic Living Resources* (ALR) que l'Ifremer finance avec l'IRD. Ils craignent que la future épi-revue ou PCI ne vienne concurrencer cette revue ou, à l'inverse, qu'elle manque de communauté. Ils ont besoin de voir une équipe motivée, compétente et soudée avant de pouvoir confirmer leur engagement.

« Si j'étais convaincu que le projet de PCI Marine était vraiment bien fondé et l'Ifremer est bien carrée sur ce qu'il veut faire d'ALR, je pourrais m'avancer. Il faut aller avec la tête bien centrée. Qu'est-ce qui est possible? Quels sont nos objectifs? Et comment on va assurer que ça ne reste pas un truc avec trois soumissions par année, sans un esprit communautaire. Je ne vous cache pas que je pense que ça va demander beaucoup d'efforts...que ça soit visible, que ça soit de haute qualité, que ça soit présent dans les différentes conférences je ne sais pas si moi j'ai l'énergie de faire tout ça. Et donc, il faut que je vois cette énergie dans le board de direction » (Entretien 4, gestion spatiale des ressources)

« Qu'est-ce qu'on fait de ALR dans ce cas-là ? Parce que, je pense que c'est très intéressant de faire une PCI, mais dans ce cas, on arrête ALR. Si on porte une PCI avec des gens de l'Ifremer et avec une initiative française au départ qui, en effet ira vers un panel international, moi, j'aurais tendance à arrêter ALR [...] j'ai l'impression qu'on va jouer dans deux cours [...]. Il faudrait voir en fait la forme que ça prend, avec qui, parce que les gens sont importants, avec qui on travaille [...]. Faut que j'apprenne un petit peu à dire non, parce que à force de dire, oui, il y a plein de demi-journée [...] on peut en parler à ce moment-là, du coup ? » (Entretien 25, écologie)

IV.11. Attentes exprimées

IV.11.1. Besoin de reconnaissance

Bien que la question de l'évaluation de la recherche ait déjà été évoquée dans les parties précédentes, il est nécessaire d'y revenir tant les attentes exprimées par les scientifiques convergentes sur ce point. En effet, les scientifiques ont exprimés le souhait que leurs choix de publication, notamment dans des revues « vertueuses » comme les épi-revues ou les PCI, soient valorisés lors des évaluations ainsi que leur engagement en faveur de la science ouverte. Par ailleurs, ils pensent que l'évaluation ne devrait pas reposer que sur la publication mais qu'elle devrait également inclure d'autres activités notamment les activités d'édition, de médiation ou vulgarisation scientifique.

« Je suis en ce moment en train d'évaluer des dossiers pour des concours. La place du facteur d'impact diminue, mais ça reste quand même important. » (Entretien 15, écologie)

« Ça a été très compliqué de faire remonter ça au sein de ma hiérarchie. Et ça reste encore très difficile à mettre en place, de leur expliquer qu'un chercheur, il n'est pas uniquement noté que sur le nombre de publications qu'il va fournir, mais aussi sur ce qu'il peut faire en termes de vulgarisation, de travail avec les étudiants. Je pense que de toute façon, il va falloir être un peu plus attaquant sur ces questions-là. » (Entretien 24, chimie)

« C'est vrai qu'aujourd'hui, on parle beaucoup de science ouverte, mais ce n'est pas encore valorisé vraiment. Par exemple, pour les avancements, les promotions, il n'y a aucun critère qui valorise le fait de publier dans des revues diamant, ou de s'impliquer dans des initiatives comme ça, ou de publier ses jeux de données. On nous dit que c'est bien, mais ce n'est pas du tout comptabilisé. » (Entretien 30, écologie)

« Quel est le poids d'avoir publié d'une certaine façon ou d'une autre? » (Entretien 37, géologie)

Au sein de l'Ifremer, plusieurs scientifiques ont affirmé que leur implication dans une initiative éditoriale comme une PCI ou une épi-revue devrait être reconnue et valorisée par l'Institut, que ce soit pris en compte au moins lors de leurs entretiens annuels. Sans cela le risque est que les scientifiques se désistent malgré leur adhésion aux principes de transparence, d'intégrité scientifique et de science ouverte que ce projet défend.

« En termes de soutien, j'aimerais bien que ça soit pris en compte dans les évaluations. Il faudrait que ça puisse être valorisé dans la carrière du chercheur, je pense qu'en tout cas, ça devrait être souligné au moins dans les entretiens individuels. (Entretien 9, écologie)

« Si l'Ifremer veut vraiment s'impliquer dans la science ouverte, il faudrait que tous les scientifiques qui s'engagent dans les démarches de science ouverte soient valorisés au niveau de leur avancement et de leur évaluation. Déjà au

niveau des entretiens individuels, il faudrait qu'il y ait une case spécifique pour expliquer ce qu'on a fait en termes de science ouverte dans l'année. » (Entretien 30, écologie)

« Que cette implication soit prise en compte dans nos entretiens individuels, que ça fasse partie aussi de la carrière. » (Entretien 39, biogéochimie)

Les scientifiques de l'Ifremer ont également revendiqué la création d'un code eOTP pour déclarer et suivre le temps de travail qu'ils consacreront à cette épi-revue ou PCI. Ils souhaitent que le temps passé sur cette activité soit reconnu comme une mission à part entière et qu'ils ne soient pas obligés de le faire sur du temps personnel ou sur du temps masqué par rapport à leurs autres missions habituelles.

*« Aujourd'hui, une question qui va se poser rapidement pour les membres de l'Ifremer c'est à quel titre on le fait et comment est-ce que cet engagement est valorisé par l'Institut? Est-ce que c'est quelque chose qu'on fait sur notre temps libre, soit un week-end?... Il faut qu'on ait un eOTP ... que ce ne soit pas du temps masqué sur d'autres projets... quand on remplit nos objectifs dans les entretiens annuels, que ça soit mentionné, c'est-à-dire que ce temps-là soit déclaré de manière complètement ouverte et transparente. En fait, le risque que je vois, c'est un peu comme des fois quand on fait des reviews et tout, c'est que ça soit en temps masqué. Si on veut le faire correctement, si on veut donner un peu d'espace à ce projet-là, il faut qu'il y ait vraiment du temps qui puisse être consacré. »
(Entretien 8, surveillance et contamination chimique)*

« Qu'ils fassent un eOTP ou émarger dessus, s'ils ne le font pas, ça n'empêchera pas mon engagement mais c'est normal qu'il puisse y avoir une visibilité sur le temps que ça prend. Ce serait peut-être utile de savoir le temps qui est alloué à cette activité. » (Entretien 10, microbiologie)

« Il est évident qu'il faut que la hiérarchie valide ... le temps qu'on aura aidé, je veux dire, dans la pratique, soit considéré comme des missions du quotidien. Qu'il y ait un eOTP, comme on a pour les projets ou les réunions, les formations, etc. Ça me semble le minimum. » (Entretien 11, santé animale)

*« On est obligé de déclarer tout notre temps de travail. Une demi-journée, il faut la déclarer, au final. Donc ça, c'est déjà un soutien de la part de l'Institut, une autorisation de la part de l'Institut, il faut que ça soit validé et que ça soit officiel. Si c'est la volonté de l'Institut, en fait, l'Institut se doit de mettre du temps chercheur pour ça. »
(Entretien 18, environnement)*

« Si du côté de l'Ifremer, il pouvait y avoir un eOTP dédié à ça, sur lequel notre temps agent est supporté, je pense que ça pourrait être un soutien important. » (Entretien 39, biogéochimie)

IV.11.2. Besoin d'une communication institutionnelle

Les scientifiques de l'Ifremer attendent également une communication officielle de l'institut pour être certain que l'institut soutient ce projet. Elle permettrait de mettre d'accord les différentes directions car sans un message officiel, chaque direction pourrait avoir une interprétation différente du niveau d'engagement attendu alors que les scientifiques ont besoin d'être assurés du soutien de leur hiérarchie pour s'investir pleinement.

« S'il y a cet intérêt, il faut que ça soit déclaré officiellement par l'Ifremer. » (Entretien 8, surveillance et contamination chimique)

« Déjà, s'il y a l'appui de la direction scientifique, c'est bien. Mais le truc, c'est que moi, je suis sous la responsabilité d'une direction de département. Et la direction scientifique et le département, ils sont sur un même niveau hiérarchique. Donc, l'un peut dire quelque chose. Si l'autre ne dit pas la même chose, ce n'est pas qu'il y a conflit. Mais bon, il faut qu'il y ait une entente à un moment. » (Entretien 6, microbiologie)

IV.11.3. Besoin d'accompagnement

Par ailleurs, plusieurs scientifiques ont exprimé un besoin d'accompagnement pour les aspects de communication. Certains se disent prêts à communiquer de manière informelle sur le projet mais ils ne sont pas disposés à assurer une communication formelle. D'autres, en revanche, sont prêts à s'impliquer davantage dans la diffusion officielle mais estiment qu'ils ont besoin d'un soutien pour la création des supports de communication. Ainsi, un accompagnement par des personnes spécialisées dans la communication est attendu.

« Je pense que je ferai la com si je vais dans un congrès et je discuterai du papier avec des collègues de manière informelle, mais je ne me vois pas tenir un stand pour... Je pense que ce serait contre-productif même. Pour moi, c'est vraiment plus des gens qui sont dédiés à faire ça. Ça demande, je pense, un gros effort de personnes et de communication. » (Entretien 2, génomique)

« Je pense que ça peut être bienvenue en termes de temps, d'animation et tout ça, d'avoir du soutien pour, je ne sais pas, par exemple, s'il y a des newsletters adressés à tous les gens qui ont accepté, de près ou de loin, vraiment un peu sur des histoires de communication. » (Entretien 3, écologie)

« J'ai tendance à penser que les scientifiques vont avoir leur réseau pour la diffusion de l'information, mais pas nécessairement les compétences pour construire l'information à transmettre. Donc, oui, je pense qu'il faut un soutien aussi des fonctions de support. » (Entretien 11, santé animale)

« Je pense que c'est bien qu'il y ait des gens qui puissent nous guider, parce qu'en tant que scientifique, on ne connaît pas forcément les tâches qui sont derrière. Au moins pour le montage, déjà, comme vous le faites en ce moment, je pense que c'est important. » (Entretien 12, modélisation)

« Je pense qu'à terme, si on a une revue qui publie un certain nombre d'articles par an, il faut quelqu'un à temps plein. » (Entretien 15, écologie)

Les scientifiques qui n'ont pas d'expérience éditoriale attendent davantage d'informations détaillées car pour l'instant ils ne perçoivent que les valeurs auxquels ils adhèrent, sans vraiment saisir ce que cela implique en termes d'organisation et de travail. Ils ont besoin de ces supports de communication non seulement pour uniformiser le message à transmettre mais également pour favoriser une appropriation plus rapide et plus large du projet. Ils estiment aussi qu'il faudrait renforcer la sensibilisation autour des aspects liés à la publication, afin qu'ils comprennent mieux les enjeux.

« Vous avez un PowerPoint ou quelque chose comme ça qui explique justement cette démarche... comme ça, que moi, je puisse aussi en parler après, derrière, autour de moi, au laboratoire ? » (Entretien 6, microbiologie)

« Si c'est pour faire de la pub en local, par exemple, ou même auprès des gens en collaboration, ce qui serait bien, c'est d'avoir effectivement peut-être un support... s'il y avait ne serait-ce qu'une sorte de flyer électronique je pense que ça serait pas mal... Parce qu'on peut user de la salive, on peut expliquer comme tu as fait au début, on peut le faire. Mais s'il y a un support déjà tout fait, ça permet d'aller plus vite. » (Entretien 7, santé animale)

« Ça serait vraiment bien d'éclairer tout le monde. Parce que parfois, on a besoin de répéter dix fois les choses avant que d'être compris et que les gens s'approprient les choses. » (Entretien 16, aquaculture)

De manière générale, les scientifiques n'ont pas manifesté un besoin de soutien technique. Épisciences et PCI fournissent un environnement technique complet pour soutenir l'ensemble des activités liées à la publication cependant, un kit de bonnes pratiques et, si besoin, des outils d'édition viendraient compléter les fonctionnalités offertes par la plateforme choisie. En outre, quelques scientifiques en fin de carrière ont mentionné l'importance de conserver l'accès aux bases de données comme le Web of Science lorsqu'ils seront à la retraite.

Conclusion

Le secteur de l'édition scientifique est actuellement en pleine transition, comme le souligne Pierre Mounier dans l'article « *Dans le domaine de la publication scientifique, l'Europe doit cesser d'être un ventre mou sans vision* » (Le Monde, 2025). L'Europe pâtit d'un manque de stratégie face à la domination d'éditeurs commerciaux internationaux, dont les logiques de profit affaiblissent la qualité scientifique tout en pesant lourdement sur les finances publiques. Reprendre la main apparaît désormais essentiel, à la fois pour garantir une souveraineté scientifique, en redonnant aux chercheurs le contrôle des politiques éditoriales, et une souveraineté stratégique, dans un contexte où la science devient un enjeu majeur de rapports de force internationaux.

Cette enquête avait pour objectif de comprendre comment les scientifiques des sciences marines perçoivent les modèles épi-revue et PCI, et sous quelles conditions ils seraient prêts à s'engager dans la création d'une revue diamant fondée sur l'un de ces deux formats. Elle s'est appuyée sur une approche méthodologique « en entonnoir », qui a consisté dans un premier temps à recueillir des données quantitatives *via* un questionnaire puis dans un second temps des données qualitatives à travers des entretiens semi-directifs. Le questionnaire visait à tester deux hypothèses principales : 1/ les scientifiques remettent en cause le système actuel de l'édition scientifique, et 2/ ils sont prêts à s'impliquer dans la création d'une revue diamant. Les données récoltées à cette première étape ont validé ces hypothèses. Ces dernières ont également été confirmées par les entretiens. Cependant la troisième hypothèse testée lors des entretiens, qui portait sur l'attrait pour le modèle PCI, n'est pas validée car, même si plusieurs scientifiques ont exprimé une préférence pour ce modèle, une part importante des enquêtés est prête à s'impliquer dans la création d'une *PCI* comme d'une épi-revue.

Par ailleurs, la méthodologie de cette étude comporte certaines limites qu'il est important de souligner. Tout d'abord, le questionnaire n'a pas été transmis à l'ensemble des institutions impliquées dans les sciences marines, comme par exemple le réseau français des universités marines¹⁵, ce qui limite la portée des résultats. La seconde limite est liée au choix méthodologique de pseudo-anonymiser les réponses au questionnaire dans le souci de favoriser la liberté d'expression des répondants. En effet, cette approche a empêché le suivi d'une partie des participants car seules les scientifiques manifestant un intérêt pour le projet ont accepté de laisser leurs coordonnées. De ce fait, ceux qui avaient répondu au questionnaire ne pas souhaiter s'impliquer n'ont pas pu être recontactés.

¹⁵Site du réseau français des universités marines <https://www.universites-marines.fr/>

Au cours des entretiens, aucun scientifique n'a mentionné des initiatives tels que le *Plan S*, ce qui suggère que les cadres institutionnels de la science ouverte, bien qu'en place ne sont pas vraiment intégrés par les scientifiques. Leur volonté de publier dans des revues en accès ouvert repose à la fois sur le désir de rendre leurs travaux accessibles au plus grand nombre, et aussi sur les exigences de certains projets financés qui imposent cette ouverture. Alors que la science ouverte est de plus en plus largement promue et diffusée, elle ne fait pas partie des critères d'évaluation des scientifiques ; de même, publier dans des revues vertueuses ne constitue pas un point positif de leur évaluation. Ainsi, les scientifiques expriment clairement le souhait que l'adoption de bonnes pratiques de publication, tout comme leur engagement dans le fonctionnement de ces revues vertueuses, soient reconnus dans les processus d'évaluation. Cette reconnaissance, qu'elle soit institutionnelle ou plus large, est essentielle pour encourager l'évolution des bonnes pratiques. Les scientifiques de l'Ifremer ont par exemple suggéré que l'implication dans ce projet soit intégrée aux objectifs évalués lors des entretiens annuels. Ils ont été nombreux à souligner que pour mener à bien ce projet, leur participation ne devrait pas se faire sur leur temps personnel. Une communication claire et officielle de la part de l'institut permettrait non seulement de légitimer cet engagement, mais aussi d'encourager d'autres scientifiques de l'Ifremer à s'impliquer. Cela pourrait également inspirer d'autres établissements de recherche ou favoriser des collaborations pour soutenir ce projet.

Les motivations des scientifiques à s'engager dans ce projet reposent essentiellement sur un désir de reprendre le contrôle de l'édition scientifique, en privilégiant des structures non lucratives qui s'inscrivent dans une dynamique de science ouverte, tout en veillant à la qualité et à la transparence du processus de publication. Malgré cet engagement des réserves persistent concernant la visibilité internationale et la couverture disciplinaire. À court et moyen termes, il s'agira de communiquer auprès des communautés scientifiques à l'international en s'appuyant sur les réseaux des scientifiques déjà mobilisés. Ces derniers joueront le rôle d'ambassadeurs dans leurs disciplines. Le choix du modèle sera déterminé par les scientifiques mobilisés et la couverture dépendra de leurs spécialisations. Les entretiens ont également révélé des différences dans les pratiques de publication scientifique. En océanographie physique, les pratiques sont conservatrices, les scientifiques privilégient les revues historiques et spécialisées et n'envisagent pas d'alternatives, par habitude. En géosciences, les données utilisées sont souvent issues de collaborations avec des industriels, ce qui restreint la liberté de diffusion puisque les scientifiques n'ont pas toujours la propriété entière de leurs données. De plus, leurs recherches peuvent s'étaler sur plusieurs années avant de déboucher sur une publication. Malgré une présentation du projet dans leur unité, les scientifiques en géosciences ne se sont pas montrés intéressés ou disponibles pour y prendre part. La représentation des géosciences dans cette enquête reste donc très limitée car seuls deux scientifiques issus de cette discipline ont été interrogés, notamment lors de la phase de test du questionnaire et en entretien.

À l'inverse, dans des disciplines comme l'écologie, la microbiologie ou la génomique, une culture de la science ouverte et des modèles alternatifs est déjà bien implantée. Ces communautés participent déjà à des PCI. Pour les autres disciplines comme la chimie, le droit ou l'économie, les scientifiques interrogés n'ont pas beaucoup adopté d'alternatives aux revues commerciales. En revanche, ils sont prêts à adopter de nouvelles pratiques et à s'impliquer dans la création d'une épi-revue ou d'une PCI.

Cette enquête confirme que la création d'une épi-revue ou d'une PCI en sciences marines peut être envisagée. En effet, 33 scientifiques sont prêts à jouer un rôle moteur dans la mise en place et la diffusion de ce projet. Toutefois, des étapes importantes restent à franchir pour ces scientifiques : i) ils doivent définir le modèle éditorial à choisir (épi-revue ou PCI) ; ii) préciser les thématiques qui seront couvertes et identifier les communautés cibles ; et iii) mettre en place une stratégie de communication internationale afin d'associer des scientifiques de renom (membres de sociétés savantes, éditeurs de revues renommées ou lauréats de prix) au-delà du cercle français, tout en veillant à l'équilibre de genre, et à ce qu'ils représentent plusieurs pays. Ces conditions sont nécessaires à la constitution d'un conseil d'administration et de *recommenders* (dans le cas d'une PCI) ou des différents comités (dans le cas d'une épi-revue). Enfin, si le choix se porte sur le modèle épi-revue, les scientifiques devront s'accorder sur le type d'évaluation (ouverte ou semi ouverte), définir la ligne éditoriale de la revue et les procédures qui seront mises en œuvre pour assurer le respect de l'intégrité scientifique. Si le choix se porte sur le modèle PCI, l'évaluation sera totalement ouverte, les procédures pour assurer le respect de l'intégrité scientifique devront également être décrites de manière transparente et le potentiel d'adhésion devra être démontré. Pour cela, il faudrait donc réaliser d'autres études notamment, des analyses bibliométriques, pour estimer le volume annuel de prépublications et d'articles dans les champs thématiques choisis, ainsi que la taille des communautés concernées et leur participation aux principales conférences internationales. Une seconde enquête auprès des auteurs en sciences marines ayant déjà soumis un *preprint* à une PCI ou publier dans le *Peer Community Journal* pourrait également être réalisée. Elle viserait à recueillir leur retour d'expérience et identifier les points faibles à améliorer et ce qui au contraire est vécu comme positif. En plus du réseau des scientifiques identifiés dans la première enquête, cette seconde enquête pourrait permettre de recruter d'autres scientifiques déjà convaincus de ce modèle et d'en recruter à l'international.

Bibliographie

Groupe de travail de l'Académie des sciences. (2014) *Les nouveaux enjeux de l'édition scientifique*. [Les nouveaux enjeux de l'édition scientifique - Rapport de l'Académie ds sciences juin 2014](#)

Ancion ,Z., Lutz, Jean,F., Mounier, P., Paltani-Sargologos, I., (sd). *Le modèle d'accès ouvert Diamant : politiques et stratégies des acteurs français*. Philosophie, Science et Société. <https://doi.org/10.58079/12710>

Banks, D. (2010). *The beginnings of vernacular scientific discourse : Genres and linguistic features in some early issues of the Journal des Sçavans and the Philosophical Transactions*. E-Rea. Revue Électronique d'études Sur Le Monde Anglophone, 8.1, Article 8.1. <https://doi.org/10.4000/erea.1334>

Bernault, C. (2015). *Revue scientifique et droit d'auteur : La rupture de l'open access*. Hermès, La Revue, 71(1), 92-99. <https://doi.org/10.3917/herm.071.0092>

Berthaud, C. (2015). *Episciences.org, un nouveau modèle de revue scientifique*. Arabesques, 79, 18. <https://doi.org/10.35562/arabesques.810>

Bizien, L., Cohoner, V., Edmond, F., Natal, A., & Peraldi-Mittelette, P. (2024). *Rapport d'Enquête Création d'une revue d'articles sur des jeux de données Data Journal SHS*. <https://hal.univ-lorraine.fr/hal-04541094v1>

Blanchet, A., et Gotman, A. (2011). Série « L'enquête et ses méthodes » : *L'entretien* (2e éd.). Paris : Armand Colin.

Boukacem-Zeghmouri, C., Rakotoary, S., & Bador, P. (2020). *La prédation dans le champ de la publication scientifique : Un objet de recherche révélateur des mutations de la communication scientifique ouverte*. <https://hal.science/hal-02941731>

Brown, J. (2009). *An introduction to overlay journals* [Rapport]. Repositories Support Project (RSP, UK). UCL Discovery : <https://discovery.ucl.ac.uk/id/eprint/19081/1/19081.pdf>

Centre pour la Communication Scientifique Directe. (2023, 30 mars). *Table ronde : Toute une vie de revue sur Episciences* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=3UCzxSYOChk>

Centre National De La Recherche Scientifique. (2021). *Preprints : Guide pratique (Les)* [PDF]. <https://doi.org/10.13143/0603-7H42>

cOAlition S. (2021). *Why hybrid journals do not lead to full and immediate Open Access* | Plan S. (2021). <https://www.coalition-s.org/why-hybrid-journals-do-not-lead-to-full-and-immediate-open-access/>

cOAlition S. (2023). *cOAlition S confirms the end of its financial support for Open Access publishing under transformative arrangements after 2024* | Plan S. (2023). <https://www.coalition-s.org/coalition-s-confirms-the-end-of-its-financial-support-for-open-access-publishing-under-transformative-arrangements-after-2024/>

Comité pour la science ouverte. (2019). *Un historique du libre accès aux publications et aux données*. Ouvrir la Science. <https://www.ouvrirelascience.fr/un-historique-du-libre-acces-aux-publications-scientifiques-et-aux-donnees>

Francois de Singly. (2010). Série « L'enquête et ses méthodes » : *Le questionnaire* (2e éd. refondue). Paris : Armand Colin.

Fernandes, C. G. (2024). *Éthique et intégrité dans la production scientifique : Une analyse approfondie de l'autoplagiat*. *Éthique & Santé*, 21(2), 157- 163. <https://doi.org/10.1016/j.etiqe.2023.10.001>

Fritsch, A. (2023, mai 11). *Publier autrement : L'épopée d'Episciences et des overlay journals* [Text]. https://bbf.ensib.fr/tour-d-horizon/publier-autrement-l-epopee-d-episciences-et-des-overlay-journals_71172

Fovet-Rabot, C. (2021). *Comprendre les modèles d'évaluation par les pairs d'un article scientifique*. Cirad. <https://doi.org/10.18167/COOPIST/0081>

Ginsparg, P. (1996, février 21). '96 UNESCO Conference: *Scientist's view of electronic publishing and issues raised. Contribution présentée au cours de la conférence 'Winners and Losers in the Global Research Village'*, UNESCO, Paris, France. <https://www.cs.cornell.edu/~ginsparg/physics/blurp/pg96unesco.html>

Guillemaud, T., Facon, B., & Bourguet, D. (2019). *Peer Community In: A free process for the recommendation of unpublished scientific papers based on peer review*. https://www.researchgate.net/publication/334343399_Peer_Community_In_A_free_process_for_the_recommendation_of_unpublished_scientific_papers_based_on_peer_review

Hanson, M. A., Barreiro, P. G., Crosetto, P., & Brockington, D. (2024). *The strain on scientific publishing*. *Quantitative Science Studies*, 5(4), 823-843. https://doi.org/10.1162/qss_a_00327

Hceres. (2017). *Rapport d'évaluation de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer*. <https://www.hceres.fr/sites/default/files/media/publications/depot-evaluations/C2018-EV-0922262J-DEE-ETAB180013833-020361-RD.pdf>

Ifremer. (2013). *Dossier L'Ifremer entre ciel et mer*. <https://archimer.ifremer.fr/doc/00200/31093/29501.pdf>

Ifremer. (2024). *Rapport annuel de l’Ifremer*. <https://www.ifremer.fr/sites/default/files/2024-09/rapport-annuel-2023- v160924.pdf>

Institut Pasteur. (2021, avril 23). *La voie diamant de l’Open Access. Open science : évolutions, enjeux et pratiques*. <https://openscience.pasteur.fr/2021/04/23/la-voie-diamant-de-lopen-access/>

Activité de Knowledge Exchange. (21 avril 2022). *Plateformes de publication “alternatives”*. Ouvrir la Science. <https://www.ouvrirelascience.fr/activite-de-knowledge-exchange-plateformes-de-publication-alternatives>

Larivière, V., Haustein, S., & Mongeon, P. (2015). *The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era*. PLOS ONE, 10(6), e0127502. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0127502>

Le Monde. (2025). *Dans le domaine de la publication scientifique, l’Europe doit cesser d’être un ventre mou sans vision*. (2025, août 25). Consulté le 25 Août à l’adresse https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/25/dans-le-domaine-de-la-publication-scientifique-l-europe-doit-cesser-d-etre-un-ventre-mou-sans-vision_6634794_3232.html

Libmann, F. (2025). *Une nouvelle forme de peer review se développe rapidement*. Bases & Netsources.[MESR, 2021] Ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation. (2021). *Deuxième Plan national pour la science ouverte 2021-2024*. Ouvrir la Science. https://www.ouvrirelascience.fr/wp-content/uploads/2021/06/Deuxieme-Plan-National-Science-Ouverte_2021-2024.pdf

Ngoma, G. (2024). *Analyse des besoins des scientifiques de l’Ifremer en matière de publication scientifique*. <https://archimer.ifremer.fr/doc/00901/101288/>

Pin, C. (2023). L’entretien semi-directif. *LIEPP Methods Brief / Fiches méthodologiques du LIEPP*. <https://sciencespo.hal.science/hal-04087897>

Rousseau-Hans, F., Ollendorff, C., & Harnais, V. (2020). *Les pratiques de publications et d’accès ouvert des scientifiques français en 2019* [Rapport, Consortium Couperin]. <https://cea.hal.science/cea-02450324>

Webographie

Déclaration de Berlin sur le Libre Accès à la Connaissance en Sciences exactes, Sciences de la vie, Sciences humaines et sociales. Ouvrir la Science. Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-berlin-sur-le-libre-acces-a-la-connaissance-en-sciences-exactes-sciences-de-la-vie-sciences-humaines-et-sociales>

Déclaration de Bethesda pour l'édition en libre accès. Ouvrir la Science. Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse Ouvrir la Science. <https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-bethesda-pour-ledition-en-libre-acces>

Déclaration de San Francisco sur l'évaluation de la recherche. Ouvrir la Science. Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.ouvrirlascience.fr/declaration-de-san-francisco-sur-levaluation-de-la-recherche>

Episciences. (s.d). *Offre de Services.* Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.episciences.org/services/>

Initiative de Budapest pour l'Accès Ouvert. Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse Ouvrir la Science. <https://www.ouvrirlascience.fr/initiative-de-budapest-pour-lacces-ouvert>

LOI n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (1), 2016-1321 (2016). Consulté le 28 juillet à l'adresse <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000033202746>

Peer Community In. - *Une alternative gratuite au système de publication actuel | Labex Cemeb.* (s. d.). Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.labex-cemeb.org/fr/recherche/peer-community-une-alternative-gratuite-au-systeme-de-publication-actuel>

Peer Community In. (s.d). *PCI-friendly journals.* Consulté le 6 juillet 2025 de <https://peercommunityin.org/pci-friendly-journals/>

Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte. UNESCO Bibliothèque Numérique. (2021). Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379949_fre

Annexes

Annexe 1 : Grille questionnaire

1- Quel est votre principal thème de recherche ?

Une seule réponse possible

Aquaculture • Bio-informatique • Biologie • Chimie • Cryosphère • Droit maritime • Environnement • Ecologie • Exploitation des ressources et énergies marines • Géosciences • Halieutique • Information géographique / Géomatique • Informatique / Gestion de données / Ingénierie océanographique / robotique • Mécanique • Microbiologie • Océanographie physique • Sciences des matériaux • Sédimentologie • Sciences de l'atmosphère • Socio-économie maritime • Surveillance et observation côtière • Autre (sous question : Précisez)

2- Quels sont les deux critères les plus importants pour publier vos travaux ?

Deux réponses possibles

- Réponse rapide, par exemple moins de trois mois après la soumission de votre manuscrit
- Accès ouvert sans facturation de frais de publication
- Accès ouvert même si vous devez payer des frais de publication afin que vos lecteurs ne paient pas
- Notoriété de la revue et facteur d'impact élevé
- Liste de référence dans votre domaine ou indexations par des bases de données bibliographiques particulières (Web of Science, Scopus...)
- Critères de qualité et de rigueur du processus de révision

3- Quel type de dysfonctionnement dans l'édition actuelle vous impacte le plus ?

Une seule réponse possible

- Economique (exemple : frais de publication très élevé)
- Editorial (exemple : absence de réponse des éditeurs)
- Autre (Précisez)

4- Qu'est-ce qui vous satisfait dans le système actuel de l'édition scientifique ?

5- Lorsque vous n'avez pas de budget pour couvrir les frais de publication (APC), quelles alternatives avez-vous le plus fréquemment tentées ?

Deux réponses possibles

- Publier dans une revue à accès ouvert sans APC (modèle diamant)
- Déposer un preprint dans un entrepôt ouvert (exemple : bioRxiv) et en soumettre l'évaluation à Peer Community in
- Chercher des financements externes pour couvrir les APC
- Solliciter les coauteurs qui auraient plus de facilité à payer ces frais ou proposer un partage des frais entre les différents établissements auxquels les co-auteurs sont affiliés
- Soumettre à une revue à laquelle vous avez suffisamment contribué en tant qu'éditeur ou *reviewer*, ce qui vous a permis de réunir les « *vouchers* » ou « *tokens* » qui vous exonèrent de payer les APC ou en réduisent la facture
- Tenter d'obtenir une réduction auprès de l'éditeur ou une exonération
- Publier dans une revue classique en abonnement sous copyright
- Retarder ou abandonner la publication
- Déposer un preprint dans une archive ouverte et publier dans une revue fermée

6- Avez-vous déjà fait le choix d'alternatives non commerciales comme :

Plusieurs réponses possibles

- Les revues non commerciales (revues diamant)
- Le dépôt de preprints ou « *working papers* »
- Les archives ouvertes
- Peer Community in

Si oui : Sous question : Etait ce

- Par conviction
- En raison de contrainte
- Autre

Aucune de ces propositions (sous question : Vous n'avez jamais adopté aucune des alternatives précédentes, pour quelles raisons ?)

7- Selon vous qu'est ce qui pourrait garantir le succès de ces initiatives (épi-revue ou Peer Community in (PCI)) ?

8- Seriez-vous prêt(e) à soumettre certains de vos travaux à une épi-revue ou à une PCI ?

Oui : sous question : Quels types de publication soumettriez-vous ?

(Deux réponses possibles)

- Articles de recherche
- Articles de synthèse
- Actes de conférences
- Commentaires et opinions
- Data papers
- Notes
- Autre

Non: sous question : Quelle(s) autres alternative(s) suggéreriez-vous par rapport aux revues commerciales ?

9- Combien d'articles évaluez-vous en moyenne par année ?

Une seule réponse possible

- Moins de 5 articles
- Entre 5 et 10 articles

Plus de 10 articles

10- Combien de sollicitations d'évaluation de manuscrit refusez-vous en moyenne chaque année ?

Une seule réponse possible

1 à 5

6 à 10

Plus de 10

11- Avez-vous refusé de *reviewer* certains articles de votre champ de compétences parce qu'il s'agissait de revues commerciales ?

Oui (sous question : pour quel motif plus précis ?)

Non

12- Seriez-vous prêt(e) à réduire votre investissement dans les revues des éditeurs commerciaux que ce soit en soumettant moins d'articles, en ne participant pas aux comités éditoriaux ou en ne *reviewant* pas d'articles pour ces revues afin de consacrer ce temps à une épi-revue ou à une PCI en sciences marines qui pourrait mieux répondre à vos attentes en matière de publication scientifique ?

Une seule réponse possible

Oui, avec enthousiasme

Non, pas pour le moment

Non, pas du tout

Je ne sais pas

13-Pour quelle initiative pourriez-vous vous impliquer ?

La création d'une épi-revue

La création d'une PCI

Aucune des deux

NB : rattaché la suite à cette question (séparer en deux volets)

Volet A : Epi-revue

14- Les revues scientifiques sont constituées de plusieurs comités. Le comité de rédaction, dirigé par un ou plusieurs rédacteurs en chef, établit la ligne éditoriale et veille au bon fonctionnement de la revue. Il inclut également un secrétaire de rédaction, plusieurs éditeurs associés et des scientifiques membre du comité. Le comité de lecture, quant à lui, est composé de *reviewers* chargés d'évaluer les articles soumis. Certaines revues disposent aussi d'un comité scientifique et d'un comité de suivi. Êtes-vous actuellement impliqué(e) dans une ou plusieurs activité(s) éditoriale(s) au sein d'une ou de plusieurs revue(s) ?

Plusieurs réponses possibles

Editeur en chef

Editeur associé

Membre d'un comité (comité éditorial, comité scientifique, comité de suivi)

Reviewer

Aucune de ces options

Vous pourriez envisager de l'être

Vous n'envisagez pas de l'être

15) Si impliqué afficher les questions 15 à 20

15- Pour quelle(s) revue(s) ?

16- Quel pourcentage de votre temps consacrez-vous à cette/ces activité(s)?

Une seule réponse possible

- Moins de 5%
- Entre 5 et 10%
- Plus de 10%

17- Souhaiteriez-vous à la place ou en plus rejoindre un comité dans cette nouvelle revue ?

- Oui sous question : 18- Pour quelle(s) activité(s) ?

Plusieurs réponses possibles

- Editeur en chef
- Editeur associé
- Membre du comité éditorial
- Reviewer*
- Non

19- Seriez-vous disposé(e) à participer à un entretien pour discuter plus en détail de votre potentiel engagement dans ce projet de revue ?

Oui : veuillez saisir votre adresse mail ci-dessous pour être tenu(e) informé(e) de la suite du projet.

Non

Merci pour votre participation !

Vos réponses ont été bien enregistrées. Nous vous remercions pour le temps que vous avez consacré à ce questionnaire.

14) Vous n'êtes actuellement pas impliqué(e) mais vous pourriez envisager de le devenir

15- Quelle(s) activité(s) seriez-vous prêt(e) à effectuer ?

Plusieurs réponses possibles

- Editeur en chef
- Editeur associé
- Membre du comité éditorial
- Reviewer*

16- Quel pourcentage de votre temps seriez-vous prêt(e) à y consacrez ?

Une seule réponse possible

- Moins de 5%
- Entre 5 et 10%
- Plus de 10%

17- Seriez-vous disposé(e) à participer à un entretien pour discuter plus en détail de votre potentiel engagement dans ce projet de revue ?

- Oui : Veuillez saisir votre adresse mail ci-dessous pour être tenu(e) informé(e) de la suite du projet.
- Non

Merci pour votre participation !

Vos réponses ont été bien enregistrées. Nous vous remercions pour le temps que vous avez consacré à ce questionnaire.

14) Vous n'envisagez pas de vous impliquer

15- Pour quelles raisons ne souhaitez-vous pas être impliqué(e) dans une activité éditoriale ?

16- Que pourrions-nous mettre en place pour vous motiver à vous impliquer dans l'un de ces comités pour la nouvelle revue ?

17-Souhaitez-vous être tenu(e) informé(e) de la suite du projet ?

Oui : Veuillez saisir votre adresse mail ci-dessous.

Non

Volet B : PCI

Les communautés PCI sont constituées de scientifiques qui s'impliquent dans divers rôles :

- fondateurs/fondatrices (en charge de définir un projet de nouvelle PCI et, en cas d'acceptation de ce projet, d'assurer la mise en place effective de cette PCI),
- membres du managing board (en charge de prendre s'assurer la validation et le suivi des soumissions de preprint)
- *recommenders* qui ont un rôle analogue à celui des éditeurs associés dans les revues traditionnelles),
- auteurs soumettant des preprints pour obtenir une évaluation/recommandation par les PCI

14-Êtes-vous actuellement impliqué(e) dans l'initiative PCI?

Plusieurs réponses possibles

- Oui, en tant que fondateurs/fondatrices d'une des PCI
- Oui, en tant que membre d'un ou plusieurs managing board de ces PCI
- Oui, en tant que *recommenders* (éditeur/éditrice associé/e) dans une ou plusieurs PCI
- Oui, en tant qu'auteurs ayant déjà soumis un ou plusieurs preprints à PCI
- Non, je ne suis pas impliqué(e) dans les PCI

15- Quelle activité seriez-vous prêt(e) à réaliser dans une PCI Marine Sciences?

Plusieurs réponses possibles

- Fondateur/fondatrice
- Membre du managing board
- Recommender* (éditeur/éditrice associé/e)
- Auteur (disposé à soumettre des preprints à cette future PCI Marine Sciences)

16- Combien de temps seriez-vous prêt(e) à consacrer à cette initiative PCI par mois ?

Moins de 5%

Entre 5% et 10%

Plus de 10%

17- Seriez-vous disposé(e) à participer à un entretien pour discuter plus en détail de votre potentiel engagement dans ce projet de PCI ?

Oui, Veuillez saisir votre adresse e-mail ci-dessous pour être tenu(e) informé(e) de la suite du projet.

Non

Merci pour votre participation !

Vos réponses ont bien été enregistrées. Nous vous remercions pour le temps que vous avez consacré à ce questionnaire.

Annexe 2 : Grille d'entretien semi-directif

Une hypothèse H0 testée :

H0 : Le modèle PCI est plus apprécié des scientifiques en sciences marines, et ce pour plusieurs raisons :

H1 : Le modèle épi-revue est plus apprécié

Sous hypothèse SH0 : Les motivations des répondants à choisir ce modèle :

- i) il émane de la communauté scientifique, ce qui procure aux scientifiques un sentiment de reconnaissance et de compréhension ;
- ii) est plus novateur, la publication de l'article dans une revue devient optionnelle.
- iii) Se concentre sur le travail de relecture et d'approbation par les pairs.
- iv) Requiert un engagement modéré.

Sous hypothèse SH1 : Les motivations des répondants à choisir ces modèles sont autres

Introduction et contexte

Bonjour et merci d'avoir accepté cet entretien dans le cadre de l'enquête sur la création d'une *Peer Community In* (PCI) ou d'une épi-revue en sciences de la mer.

L'objectif de cet entretien est de mieux comprendre votre point de vue et confirmer votre rôle dans la future (PCI /épi-revue).

Toutes vos réponses seront pseudo anonymisées et ne serviront que dans le cadre de ce projet, notamment pour finaliser la candidature auprès de PCI ou d'Épisciences et pour l'écriture de mon mémoire. Je vais attribuer un code (sous forme de chiffres) à l'entretien que nous allons avoir aujourd'hui ; j'utiliserai ce code tout au long de l'analyse et dans mon mémoire. Cela permettra de garantir l'anonymat de vos réponses. Les informations recueillies pendant cet entretien seront sauvegardées dans un espace sécurisé, auquel je serai seule avec mes tutrices à avoir accès.

L'entretien devrait durer une trentaine de minutes ou au maximum 60 minutes. Avant de commencer, j'aimerais vous demander si vous êtes d'accord pour que j'enregistre. L'enregistrement servira uniquement à compléter mes notes. Il sera détruit dès que j'aurais terminé l'analyse au plus tard le 30 mai 2025.

Est-ce que vous avez des questions avant que nous ne commençons ?

Questions :

Première partie : mieux connaître la personne interrogée et son expérience

1. Pouvez-vous m'indiquer votre tranche d'âge ? Cette information me permettra de mieux comprendre si certaines perceptions varient en fonction de l'expérience ou du stade de carrière.
2. Pouvez-vous vous présenter brièvement et me parler de votre parcours de recherche dans les grandes lignes ? en quelle année avez-vous soutenu votre thèse ?
3. Quelles sont les activités éditoriales que vous menez ou pour lesquelles vous avez développé une expérience dans le cadre de votre métier ? (relecture d'articles, participation à un comité éditorial) ?

Relance :

Depuis combien de temps exercer vous cette activité ?

Est-ce une activité que vous appréciez particulièrement ?

Pourquoi avez-vous arrêté ou refusé ?

Deuxième partie : comprendre la perception de la personne interrogée sur le modèle qu'elle a choisi.

4. Avez-vous entendu parler des PCI/épi-revues avant ce projet ?

Relance :

Vous souvenez-vous de comment vous avez découvert ce modèle ?

Avez-vous déjà échangé avec des collègues qui ont soumis à une PCI/épi-revue ?

5. Vous avez indiqué dans le questionnaire que vous êtes prêt à vous engager dans la création d'une PCI/d'une épi-revue. (si catégorie 1 et 2) Qu'est-ce que représente une PCI / épi-revue pour vous ? Dans lequel seriez-vous prêt à vous engager ?

6. Est-ce que vous confirmez votre position par rapport à?

→Si oui pouvez-vous m'expliquer ce qui motive votre choix ? Selon vous, ce modèle a-t-il d'autres avantages par rapport aux revues scientifiques traditionnelles ?

→ Si non, souhaitez-vous vous impliquer dans l'autre initiative, à savoir le modèle d'épi-revue/PCI ?

Relance :

Vous semblez avoir des réserves, qu'est-ce qui vous freine le plus dans ce modèle ?

Si je comprends bien, vous considérez que...

Parmi les valeurs portées par ce modèle, lesquelles vous semblent les plus importantes ?

Souhaitez-vous que j'apporte des précisions ?

Vous avez mentionné que... est-ce un élément déterminant pour vous ?

Troisième partie : identifier le rôle que la personne interrogée pourrait jouer dans la création puis le fonctionnement du modèle PCI ou épi-revue.

7. Êtes-vous disposé à entrer dans le board ? la charge de travail est en moyenne de 3 jours / mois selon le nombre de personnes impliquées, et il faut un représentant.

Relance :

Vous émettez le souhait de... qu'est-ce qui vous attire dans cette fonction ?

Seriez-vous prêt(e) à vous adapter en fonction des besoins ?

Pensez-vous que ce rôle correspond bien à votre emploi du temps ?

En cas de refus d'être dans le board : Pourriez-vous me préciser quel rôle vous souhaiteriez remplir dans le fonctionnement de la future communauté PCI ou dans le modèle épi-revue ?

→ *Si elle hésite : Souhaitez-vous un rappel des différents rôles dans une PCI/épi-revue ? Je peux vous rappeler brièvement les différents rôles si cela peut vous aider à préciser votre choix.*

→ *Si la personne répond clairement, passé à la question suivante.*

8. Pour quelle discipline vous sentez vous légitime en tant que (mettre le rôle choisi) ?

9. Selon vous quels devraient être les objectifs en termes de volume et de couverture géographique ?

10. L'une des conditions pour mettre en place cette PCI/épi-revue est la diversité géographique au sein du comité, il nous faut engager des scientifiques à l'international. que pourriez-vous faire pour que ce projet attire ces scientifiques ?

Relances : Est-ce que vous avez des suggestions de noms de collègues ou de scientifiques de votre domaine que nous pourrions approcher afin de mettre en place ce modèle PCI ou cette épi-revue ?

Serait-il possible d'avoir les coordonnées de ces scientifiques afin que nous puissions prendre contact avec eux

11. De quels moyens auriez-vous besoin pour favoriser la création de cette communauté PCI ou épi-revue ?

Relance : Pour le moment on n'a pas la visibilité sur les moyens mais on a besoin de les lister pour savoir ce dont vous aurez besoin, on n'a pas la garantie mais on veut s'assurer de tout lister.

12. **Question pour les personnes réticentes voire défavorables (*afin d'explorer les raisons de leur réticence et mieux comprendre leur point de vue*)** : Pouvez-vous expliquer pourquoi vous ne souhaitez pas vous impliquer dans la création d'une communauté PCI ou d'une épi-revue en sciences de la mer ?

Relance :

Quels sont les principaux freins qui vous retiennent ?

En d'autres termes, vous pensez que...

Pour résumer, vous trouvez que ce modèle présente des limites parce que...

Vous semblez avoir des réserves sur ce modèle...

Vous avez le sentiment que cela pourrait être une perte de temps ?

Tout à l'heure, vous avez mentionné un point intéressant ...pouvez-vous préciser ?

Pouvez-vous donner un exemple concret ?

Pouvez-vous développer ?

Annexe 3 : Table du corpus

Code des Personnes interrogées	Lieu	Date	Durée
1	Visio	14/04/25	25 min
2	Visio	14/04/25	26 min
3	Visio	14/04/25	44 min
4	Visio	14/04/25	45 min
5	Visio	15/04/25	29 min
6	Visio	15/04/25	30 min
7	Visio	15/04/25	28 min
8	Visio	15/04/25	23 min
9	Visio	15/04/25	22 min
10	Visio	15/04/25	24 min
11	Visio	16/04/25	18 min
12	Visio	16/04/25	22 min
13	Présentiel	17/04/25	42 min
14	Visio	17/04/25	28 min
15	Visio	17/04/25	23 min
16	Visio	17/04/25	31 min
17	Visio	18/04/25	44 min
18	Visio	18/04/25	13 min
19	Visio	22/04/25	21 min
20	Visio	22/04/25	28 min
21	Présentiel	22/04/25	37 min

22	Présentiel	22/04/25	43 min
23	Visio	9/05/25	17 min
24	Visio	9/05/25	25 min
25	Présentiel	9/05/25	38 min
26	Visio	13/05/25	25 min
27	Visio	13/05/25	28 min
28	Visio	13/05/25	20 min
29	Visio	14/05/25	15 min
30	Visio	14/05/25	27 min
31	Visio	14/05/25	19 min
32	Visio	14/05/25	29 min
33	Visio	15/05/25	27 min
34	Visio	16/05/25	31 min
35	Visio	19/05/25	20 min
36	Visio	19/05/25	25 min
37	Visio	27/05/25	39 min
38	Visio	27/05/25	28 min
39	Visio	02/06/25	23 min

Annexe 4 : Table de la cohorte

Code	Genre	Domaine de recherche	Tranche d'âge	Choix et Rôle souhaité avant	Choix et Rôle souhaité après entretien
1	F	Génomique écotoxicologie	40 à 49	<i>Recommender</i> PCI	Membre du comité peu importe le modèle
2	H	Biologie Aquaculture évolution Génomique	30 à 39	<i>Recommender</i> PCI	Membre du comité peu importe le modèle
3	H	Ecologie modélisation d'outils changement climatique	40 à 49	Membre du board PCI	Membre du comité peu importe le modèle
4	H	Gestion spatiale des ressources, pêche	50 à 59	PCI fondateur	Ne souhaite pas s'impliquer pour l'instant peut être par la suite pour PCI
5	H	Modélisation cycle du carbone dans l'océan	60 et plus	Membre du comité PCI	Membre du comité (veut s'impliquer uniquement pour PCI)
6	H	Microbiologie anthropologie virologie bactériologie	40 à 49	Membre du comité épi-revue	Membre du comité peu importe le modèle
7	H	Santé animale, Physiologie Epidémiologie maladie des coquillages	40 à 49	<i>Revisiter</i> Epi-revue	<i>Revisiter</i> peu importe
8	H	Surveillance contamination chimique+ Ecologie	40 à 49	<i>Revisiter</i> Epi-revue	<i>Revisiter</i> peu importe

		restauration zone marine			
9	F	Ecologie marine Modelisation	30 à 39	<i>Recommender</i> PCI	<i>Recommender</i> (ouvert à l'épi-revue)
10	F	Microbiologie sur les bactéries	40 à 49	<i>Reviser</i> Epi-revue	<i>Reviser</i> peu importe (peut être recommander si c'est PCI)
11	F	Santé animale Modélisation épidémiologie Evolution des microorganismes	30 à 39	<i>Recommender</i> PCI	Membre du comité peu importe le modèle
12	H	Modelisation microorganism e	40 à 49	<i>Recommender</i> PCI	<i>Recommender</i> (préférence pour PCI)
13	H	Océanographie physique Observation des océans	60 et plus	N'avait pas répondu au questionnaire	Pas intéressé
14	F	Halieutique ecosystème côtier conservation Modelisation	60 et plus	PCI board	Membre du comité PCI (préférence pour PCI)
15	H	Ecologie marine générale Réseaux trophique	40-49	<i>Reviser</i> épi-revue	Membre du comité peu importe le modèle
16	H	Aquaculture Ecologie de la restauration Ecophysiologie	40-49	<i>Reviser</i> épi-revue	<i>Reviser</i> PCI (ouvert à l'épi-revue)
17	H	Génétique des populations	60 et plus	Editeur associé épi-revue	Cofondateur PCI ou éditeur associé épi-revue

		Taxonomie moléculaire			
18	H	Environnement littoral	50-59	Membre du comité épi-revue	Membre du comité peu importe le modèle
19	F	Ecophysiologie Perturbateur endocrinien Changement climatique sur les animaux	40-49	<i>Recommender</i> PCI	Membre du comité peu importe le modèle
20	H	Physiologie des poissons	60 et plus	Membre du comité PCI	Membre du comité peu importe le modèle
21	F	Océanographie	40-49	3 ^e catégorie	<i>Reviewer</i> peu importe le modèle
22	H	Modélisation mathématique	60 et plus	3 ^e catégorie	<i>Reviewer</i> peu importe le modèle
23	H	chimie	50-59	3 ^e catégorie	Ne peut pas s'impliquer
24	F	Chimie analytique	40-49	3 ^e catégorie	Membre du comité peu importe le modèle
25	H	Ecologie marine nutrition aquacole	40-49	Membre du comité PCI	Membre du comité peu importe le modèle (à confirmer en septembre)
26	H	Chimie physique thermodynamique stockage de gaz dans les sédiments marins	40-49	3 ^e catégorie	Membre du comité peu importe le modèle

27	F	Génétique et Génomique des pops	50-59	<i>Recommender</i> PCI	Cofondateur PCI (préférence pour PCI)
28	H	Microbiologie écologie des micros algues	20-30	Auteur prêt à soumettre	Auteur prêt à soumettre peu importe le modèle
29	H	Ecologie des poissons en lien avec le changement climatique	30-39	Membre du comité PCI	Membre du côté peu importe le modèle
30	H	Ecologie halieutique, écologie des poissons dans les écosystèmes	40-49	<i>Recommender</i>	<i>Recommender</i>
31	H	Ecologie des poissons	40-49	<i>Recommender</i>	<i>Recommender</i>
32	F	Biologie de l'évolution, écologie, utilisation outil ADN	50-59	Test questionnaire (avant ajout PCI)	<i>Recommender</i>
33	H	Economie politique publique lié à l'énergie et à la fiscalité	20-30	3 ^e catégorie	Auteur prêt à soumettre peu importe le modèle
34	H	Modélisation mathématique	50-59	Auteur prêt à soumettre	Auteur prêt à soumettre peu importe le modèle
35	H	Ecologie marine	30-39	Auteur prêt à soumettre	Auteur prêt à soumettre peu importe le modèle

36	F	Droit maritime socioéconomie	40-49	Editeur en chef épi-revue	<i>Recommender</i> PCI mais pas de préférence modèle
37	H	Géologie marine	60 et plus	3° catégorie	Membre du comité pour l'instant mais très intéressé pour être responsable plus tard
38	F	Géographie Sociologie Economie	40-49	3° catégorie	Membre du comité peu importe le modèle
39	H	Biogéochimie écologie	30-39	3° catégorie	Cofondateur PCI (préférence pour PCI)